

RAPPORT DE PRÉSENTATION

TOME 1

ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DIAGNOSTIC

1.a



Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Communautaire
en date du
arrêtant le projet d'élaboration du
PLU
de la commune de Vivy,
Le Président,
Guy BERTIN

Sommaire

PREAMBULE

PARTIE 1 : Etat Initial de l'Environnement

I. Cadre physique	9
A. Contexte topographique et géomorphologique	9
B. Contexte pédologique	12
C. Éléments hydrogéologiques et hydrographiques	12
II. Cadre biologique	14
A. Patrimoine naturel inventorié et/ou protégé	14
1. ZNIEFF	14
2. Espaces naturels sensibles	16
3. Site Natura 2000	18
4. PNR Loire-Anjou-Touraine	19
B. Inventaire des zones humides	21
C. La Trame Verte et Bleue	23
1. Contexte régional	23
2. Contexte local	25
III. Analyse paysagère	29
A. Urbanisation à géométrie variable	30
B. Étendues boisées	30
C. Mosaïque de parcelles cultivées et de fermes isolées	31
D. Coulée verte de l'Authion : val bocager	32
E. Prégnance des infrastructures, traversée et entrées de ville	33
1. Les infrastructures	33
2. Les entrées et la traversée du bourg	34
IV. Patrimoine historique et culturel	39
A. Les entités archéologiques	39
B. Le patrimoine bâti protégé	40
C. Patrimoine bâti non protégé mais d'intérêt reconnu	41
D. Attentes de l'État et enjeux en matière de protection du patrimoine	46

V. Risques Majeurs 47

A. Risques naturels	47
1. Risque d'inondations	47
2. Risque de mouvement de terrain	51
B. Risques industriel et technologique	53
1. Risque de transport de matières dangereuses	53
2. Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.....	57

VI. Pollutions et nuisances 58

A. Registre français des émissions polluantes	58
B. Pollution des sols	58
C. Qualité de l'air	59
1. Généralités	59
2. Suivi de la qualité de l'air sur l'agglomération angevine.....	60
3. L'Indice de la Qualité de l'Air ATMO.....	60
4. Qualité de l'air sur la commune de Vivy	61
D. Nuisances sonores	62
1. Notions générales.....	62
2. Classement sonore des infrastructures terrestres.....	63
E. Accidentologie	64

VII. Collecte et traitement des déchets 66

A. Collecte des déchets	66
B. Traitement des déchets	66

VIII. Gestion de l'eau 67

A. Eau potable	67
1. Production	67
2. Distribution.....	68
3. Consommation	68
4. Schéma directeur d'alimentation en eau potable	68
5. La défense incendie	68
B. Eaux usées	69
1. Assainissement collectif.....	70
2. Assainissement non collectif	71
C. Eaux pluviales	71

IX. Potentialité énergétique de la commune 72

A. La climatologie : une prise en compte nécessaire pour réduire les dépenses énergétiques des constructions	72
B. Energie solaire : un ensoleillement favorable à l'utilisation de panneaux solaires	74
C. Énergie éolienne : un territoire peu propice	74
D. La biomasse	76

PARTIE 2 : Diagnostic

I. Analyse sociodémographique 78

A. Croissance de la population	78
B. Léger rajeunissement de la population	79
C. Évolution de la taille moyenne des ménages à la baisse	80
D. Prescriptions et enjeux sociodémographiques	81

II. Analyse du parc de logements 82

A. Un parc de logements en forte augmentation	82
B. Un rythme soutenu en matière de constructions neuves	83
C. Un parc peu diversifié	85
D. Une aire d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Vivy	88
E. Prescriptions et enjeux sur le parc de logements	88

III. Analyse en équipements et services 92

A. Offre en équipements développée contribuant à l'attractivité de la commune	92
1. Les équipements scolaires et périscolaires.....	92
2. Les équipements socio-culturels	93
3. Les équipements sportifs.....	93
4. Les équipements administratifs et de service public.....	94
B. Diversité de l'offre	94
1. Les commerces de proximité.....	94
2. Les services de santé	96
3. Les communications numériques	96
C. Enjeux sur l'offre en équipements, commerces et services	100

IV. Analyse de l'économie locale 101

A. Les actifs et l'emploi : une commune essentiellement résidentielle	101
B. L'activité économique	102

1. L'artisanat	102
2. TPPL	102
3. Les autres activités	105

C. Activité agricole 107

1. Contexte général	107
2. Des exploitations plus grandes mais un poids sur l'emploi en diminution	108
3. Une agriculture tournée principalement vers la culture et le maraichage	109
4. Des agriculteurs qui valorisent des terres en dehors du territoire vétusien	111
5. Des filières qualitatives à développer et à pérenniser	111
6. Les principaux enjeux	111

D. L'activité touristique et de loisirs 117

E. L'activité forestière 120

F. Enjeux en matière de développement économique 120

V. Analyse urbaine 121

A. Évolution de la commune 121

B. Perception du bourg 122

C. Caractéristiques des tissus urbains du bourg 122

D. Structure actuelle de l'urbanisation hors bourg 123

E. Analyse de la consommation foncière des 12 dernières années 125

F. Enjeux 128

VI. Déplacements et fonctionnement urbain 129

A. Desserte et accessibilité 129

B. Le stationnement dans le bourg et à proximité des équipements 131

C. Transports collectifs 132

D. Modes de déplacements alternatifs 134

1. Déplacements doux	134
2. Covoiturage	134

E. Enjeux sur les déplacements et le fonctionnement urbain 135

A. Liste des figures 138

B. Liste des cartes 139

C. Liste des tableaux 140

D. Liste des photographies 141

GLOSSAIRE

Préambule

Riche d'une identité culturelle, **Vivy et ses 2317 hectares se situent au cœur du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine**, dans le val d'Authion, à l'Est du département du Maine-et-Loire.

Située à huit kilomètres au Nord de Saumur et à cinquante-six au Sud-Est d'Angers, elle s'étend le long de la RD 347 reliant ces deux pôles. Profitant également d'un échangeur autoroutier de l'A85 sur son territoire, **sa grande accessibilité et sa proximité avec les pôles urbains régionaux lui offrent une forte attractivité sur le plan résidentiel**. Ainsi, entre 1999 à 2010, Vivy a vu sa population augmenter de près de 30%, passant de 1873 à **2413 habitants** selon l'INSEE.

Le territoire communal est limitrophe :

- Au Nord, de la commune de Blou,
- Au Nord-Est, de celle de Neuillé,
- A l'Est, d'Allonnes,
- Au Sud, de la ville de Saumur,
- A l'Ouest, de la commune de Longué-Jumelles.

Sa particularité historique repose sur l'existence d'un foyer initial, Le Vieux-Bourg, le long de la rive Nord de l'Authion à presque deux kilomètres au Sud du bourg actuel. C'est au XIX^{ème} siècle que le village prend sa forme actuelle. En effet, dans un premier temps le transfert du relai de poste en 1804 puis, dans un second temps, la démolition de l'ancienne église dans le vieux bourg et sa reconstruction en 1846 au lieu-dit « Les deux sœurs », marquent un tournant dans l'histoire et la dynamique de la commune. Vivy s'ouvre dès lors à de nouvelles logiques de développement non plus tournées autour du cours d'eau mais sur près d'un kilomètre le long d'un axe routier de plus grand rayonnement reliant Saumur à Longué-Jumelles, formant un village rue.

La commune appartient au Canton d'Allonnes regroupant sept communes. Elle est rattachée à la Communauté d'Agglomération « Saumur Loire Développement » créée le 18 janvier 2001 qui compte aujourd'hui trente-deux communes. Cet EPCI est membre du syndicat mixte regroupant également les communautés de communes de la région de Doué-la-Fontaine, de Gennes et la ville de Longué-Jumelles qui porte le projet du SCOT du Grand Saumurois. Le projet de SCOT a été arrêté par le comité syndical le 28 juin 2016.

Vivy fait partie du périmètre du Programme Local de l'Habitat 2008-2014 de Saumur Loire Développement dont le programme d'actions concerne 32 communes (Longué-Jumelles ayant intégré l'EPCI début 2013).

La commune est traversée par des infrastructures majeures, l'autoroute A85 au Nord et la RD 347 qui coupe le territoire d'Est en Ouest. Ces deux axes sont classés routes à grande circulation au même titre que la RD 10 et la RD 767 qui concernent exclusivement le secteur de la Ronde, au Sud-Est. Par ailleurs la RD 347 et la RD 767 sont des itinéraires de transports exceptionnels.

Le développement de la commune s'est effectué au cours de la dernière décennie sur la base d'un PLU approuvé le 26 juin 2006. « Une nette évolution dans les espaces d'accueil, les espaces naturels et les espaces agricoles » font aujourd'hui émerger les lacunes du PLU actuel dont « la lecture et l'interprétation du règlement soulèvent de plus en plus de difficultés au moment de la prise de décision par les instances communales et la Direction Départementale du Territoire » (extrait du PV de délibération du Conseil du 11 mai 2012). C'est pourquoi la Ville de Vivy souhaite réviser son PLU.

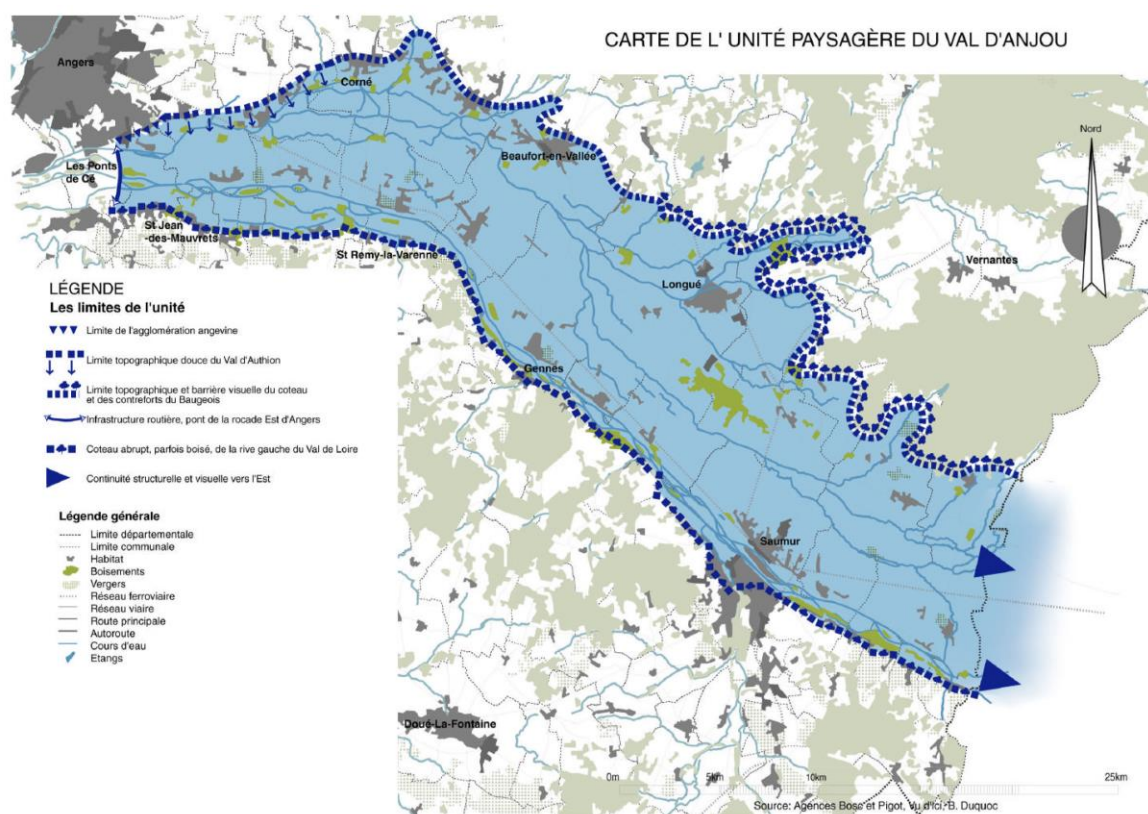
En outre, le PLU devra être conforme aux dispositions du code de l'urbanisme modifiées par la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006, et des lois issue du Grenelle 1 et 2 de l'environnement du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010. Il devra également être compatible avec le SCOT du Grand Saumurois, actuellement arrêté, lors de son approbation.

Partie 1 : Etat Initial de l'Environnement

I. CADRE PHYSIQUE

A. CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE ET GÉOMORPHOLOGIQUE

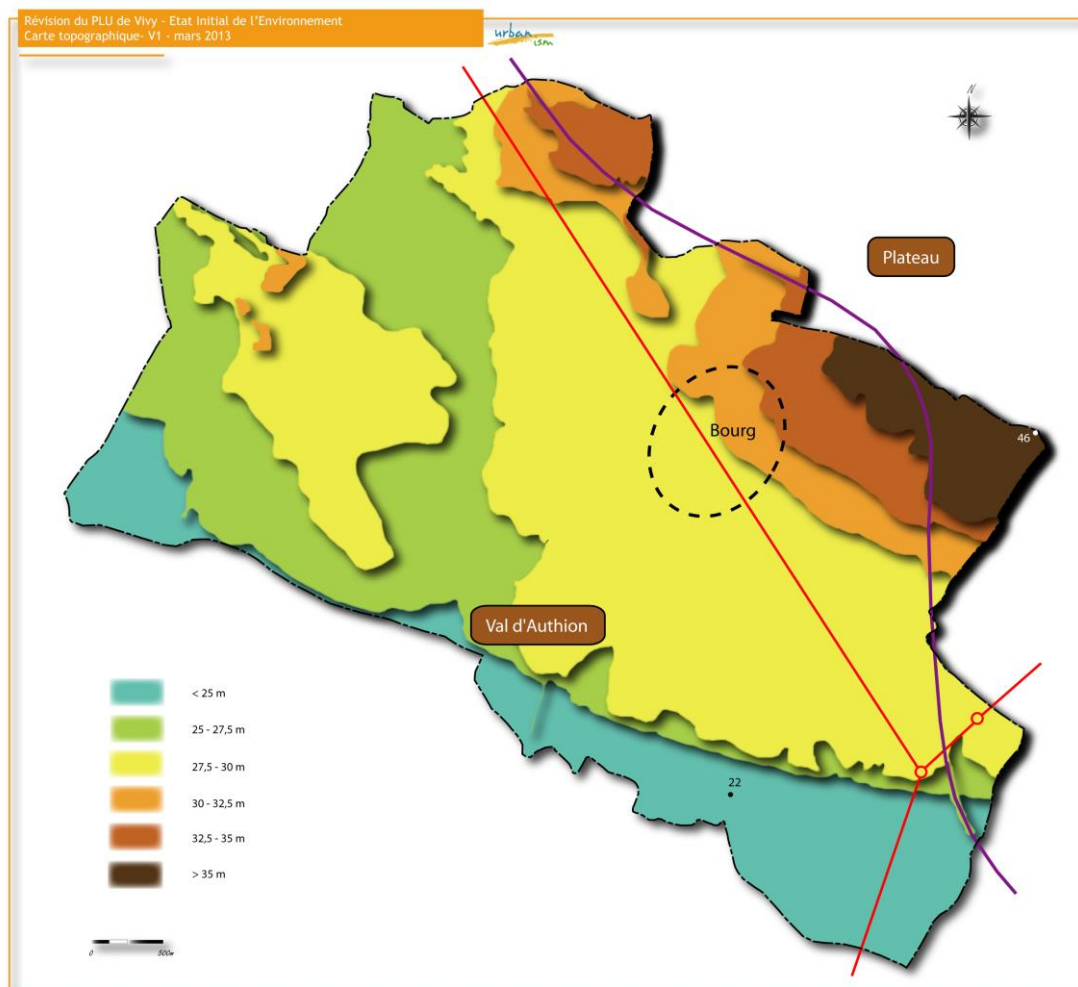
Vivy se localise dans l'unité paysagère du Val d'Anjou, plus précisément dans le Val d'Authion caractérisé par sa simplicité topographique ponctuellement interrompue par des ondulations et vallonements entre Longué et Vivy et perturbée par le jeu des cultures, l'implantation diffuse de l'habitat traditionnel et coupée par la RD 347 véritable trait d'union économique. (Atlas des paysages de Maine-et-Loire)



Carte 2 : Carte de l'Unité Paysagère du Val d'Anjou

Source : Atlas des Paysages de Maine-et-Loire

Le secteur de Vivy est ainsi sans relief marqué et la liaison entre le plateau et le Val d'Authion se fait en douceur ponctuée par quelques terrasses. Le point le plus bas se situe en bordure de l'Authion à 22m et le plus haut, en limite de Neuillé, avoisine les 46m au pied du contrefort des terrasses alluviales de la Loire.



Carte 3 : Carte topographique de Vivy

Plus précisément, les unités topographiques et géomorphologiques se distinguent du sud au nord de la manière suivante :

- Une zone basse de plaine alluviale :

Dans la partie basse de la plaine alluviale, la courbe de niveau 25 m constitue le niveau de référence pour la mise en évidence des nuances du modelé : l'altitude de cette plaine tabulaire comprise entre 22 et 27,5 m augmente imperceptiblement d'ouest en est, avec un palier intermédiaire à la cote 25 m.

Sur le plan géomorphologique, le secteur appartient à la plaine alluviale de l'Authion et s'inscrit dans son intégralité dans le système de dépressions latérales de la rive droite de la Loire, cerné au sud par les bourrelets de rive du fleuve, au nord par le système des terrasses quaternaires.

La basse plaine est tapissée d'alluvions modernes déposées par les crues de la Loire et de ses affluents.

- Une zone plus haute de terrasses :

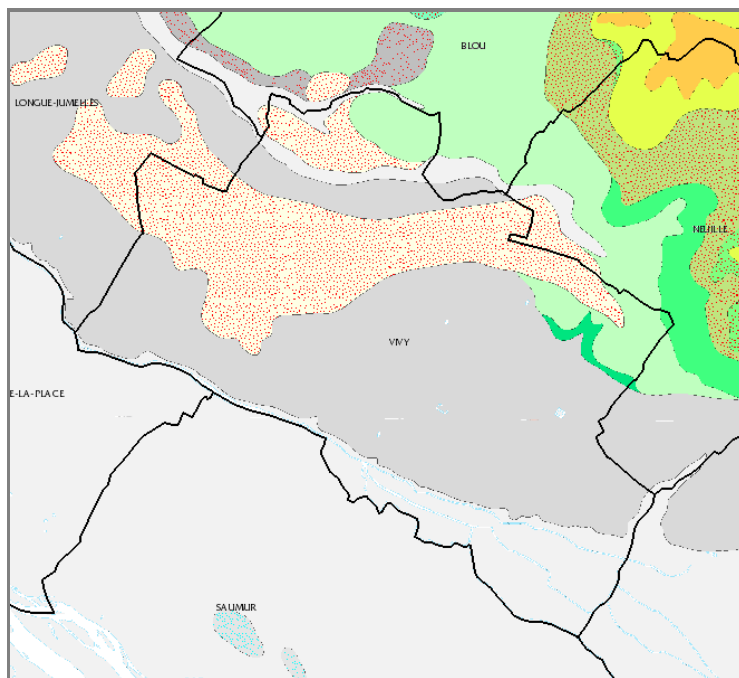
Un talus de quelques mètres marque le passage de la plaine alluviale au système de terrasses qui suit une direction est – ouest, parallèlement à l'Authion. On distingue dans ce système deux niveaux différents : de 22 à 25 m, les très basses terrasses, de 25 à 30 m les moyennes terrasses.

Ce système de terrasses constitue une banquette tantôt sableuse tantôt alluvionnaire, calée entre la plaine de l'Authion et les coteaux septentrionaux, qui concentrent toute l'activité maraîchère.

- Les coteaux du Baugeois :

Les affleurements Cénomanien, qui apparaissent vers 30-40 m d'altitude sont composés dans le secteur des Saudières de craie glauconieuse et du tuffeau d'Anjou marquant la base des versants des coteaux du Baugeois.

Ils se poursuivent ensuite par les formations de marnes.



Carte 4 : Carte géologique

Sources : BRGM

B. CONTEXTE PÉDOLOGIQUE

La commune de Vivy revêt trois profils pédologiques liés à la présence d'alluvions anciennes ligériennes et d'accumulations sableuses d'origine éolienne. En effet, en bordure de l'Authion, les sols sont argilo-sableux à tendance hydromorphe. Sur la partie médiane, ils deviennent moins argileux et plus sableux gris-noirs à gley peu profonds (ou brun-gris acide). Enfin, au Nord-Est du territoire communal, les sols sont sablo-argileux calcaires, à la limite des alluvions sableuses et des marnes cénomaniennes.

Cette typologie des terrains se retrouvent dans les conditions de valorisations de l'espace communal fondé notamment sur un vaste espace de production agricole des hauteurs plus sablonneuses au Val d'Authion, présentant des sols plus lourds.

La nature de ces sols favorise les remontées de nappe.

C. ÉLÉMENTS HYDROGÉOLOGIQUES ET HYDROGRAPHIQUES

« Plusieurs réservoirs aquifères sont disponibles dans le secteur. Les principaux d'entre eux sont :

- Le Turonien :

On peut y rencontrer de l'eau à plusieurs niveaux :

- ☐ soit dans le tuffeau jaune. Cette formation est assez sableuse et perméable. Les eaux qui s'y infiltrent sont retenues par la craie minacée massive sous-jacente. Ce réservoir est en général peu important car le niveau aquifère qu'il renferme est, en raison de sa position topographique, drainé à sa périphérie.
- ☐ soit dans la craie minacée lorsqu'elle est fissurée. Les débits obtenus excèdent rarement une cinquantaine de mètres cube par heure. La roche réservoir est dépourvue de propriétés filtrantes.
- ☐ soit dans la craie à Inocérames : cette roche n'est aquifère que lorsqu'elle a acquis une perméabilité secondaire par fissuration ou dissolution.

Les débits y sont relativement faibles. Par ailleurs, des sources jalonnent fréquemment la base du turonien, pour ressurgir au contact des marnes à ostracées.

- Les sables argilo-sableux de surface

Ils autorisent quelques nappes aquifères saisonnières, bien que l'infiltration reste le processus essentiel, qui alimente les nappes du turonien.

Au sud de la commune, la nappe alluviale captive ou semi captive est alimentée par la Loire, d'où des risques de pollution de surface limités. En revanche, pour le reste du territoire communal, la nappe est située dans les formations superficielles de faible épaisseur, et en relation avec les cours d'eau de surface, d'où des risques de pollution rapide.

Le recalibrage général de l'Authion et la construction de la station de pompage aux Ponts-de-Cé ont apporté une solution aux problèmes hydrauliques posés par la faible déclivité du profil longitudinal de la Vallée – et un niveau inférieur de l'Authion par rapport à la Loire.

Le reste de la commune est drainé par des ruisseaux à écoulement temporaires (résurgences turoniennes). » (PLU 2006)



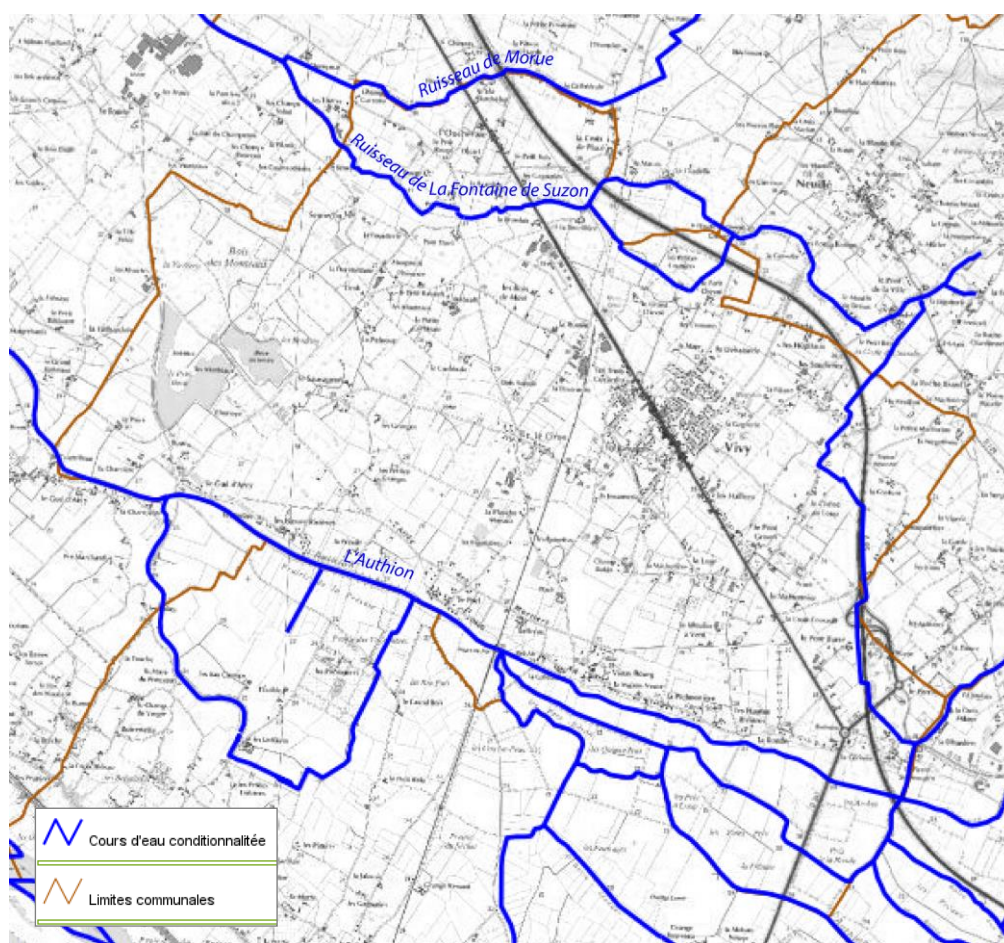
Photographie 1 : L'Authion



Photographie 2 : Fossé

Toutefois, l'alimentation en eau potable de la commune provient d'un captage de la nappe souterraine située sur la commune de Neuillé au niveau de la frange Est du bois des Boisaudier. Les écoulements vétusiens n'ont donc pas d'influence sur la qualité de cette eau.

Vivy se structure donc autour de différents cours d'eau : l'Authion au Sud et les ruisseaux de la fontaine de Suzon et de Morue au Nord. Elle est également marquée par la présence de résurgences temporaires prenant principalement la forme de fossés.



Carte 5 : Carte hydrologique de Vivy

Source : BCAE, DDT 49

II. CADRE BIOLOGIQUE

A. PATRIMOINE NATUREL INVENTORIÉ ET/OU PROTÉGÉ

1. ZNIEFF

Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)

Elles ne constituent pas un outil de protection mais sont un inventaire généralisé et régionalisé de la faune et de la flore, mis au point en 1990. Elles servent de base à une politique nationale et régionale de prise en compte du patrimoine nature en précisant les zones à protéger en raison de la richesse de la faune et de la flore. Elles ne sont pas opposables aux tiers mais constituent des références importantes à intégrer dans les projets d'aménagement, la jurisprudence reconnaît d'ailleurs valeur d'expertise à ces inventaires. Toute modification fondamentale des conditions écologiques doit être évitée dans ces zones dont on distingue deux catégories :

- Les **ZNIEFF de type I** sont des secteurs homogènes de superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations mêmes limitées.
- Les **ZNIEFF de type II** identifient de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

La commune de Vivy est concernée par deux Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) :

➔ Le Bois des Monteaux : de type II, à 12km de Saumur, qui constitue un grand ensemble naturel de 311 hectares, dont 215 hectares à Vivy, riche et peu modifié. Cette zone s'appuie sur les contours du massif forestier des Monteaux et intègre une partie de la carrière des Monteaux au sud. Constituée de boisements comportant des taillis à proximité de l'actuelle carrière, elle représente un faible intérêt paysager dans ce secteur. Toutefois, la diversité des espèces qu'elle abrite en font une zone intéressante dans son ensemble sur le plan biologique offrant des potentialités importantes.

L'Inventaire National du Patrimoine Naturel apporte des informations précises sur l'intérêt de cette zone. En effet, 82 espèces déterminantes y sont recensées tant animales (insectes, oiseaux) que végétales (champignons, plantes) et 151 autres, moins sensibles, l'occupent également. L'intérêt, notamment mycologique, repose sur l'existence de nombreuses espèces rares ou peu communes dont plusieurs sont menacées. L'alternance de zones de landes, de zones sableuses et de marécages concourent au maintien et au développement d'une faune et d'une flore particulièrement variées.

La base de loisirs aménagée en 2004 comportant un plan d'eau de 11 hectares accessible au public disposant d'aires de pique-nique, d'un sentier de randonnée fait partie de la ZNIEFF du Bois des Monteaux. Elle permet d'accueillir des effectifs intéressants d'oiseaux en hiver. Une zone d'observation des oiseaux y a d'ailleurs été créée afin de pouvoir profiter de la diversité des espèces présentes sur le site. Des panneaux pédagogiques permettent de découvrir le patrimoine ornithologique qu'il abrite.

Les landes sèches périphériques, situées au sud du site d'extraction, ont fait l'objet d'un évitement et

ne seront donc pas exploitées par la carrière.

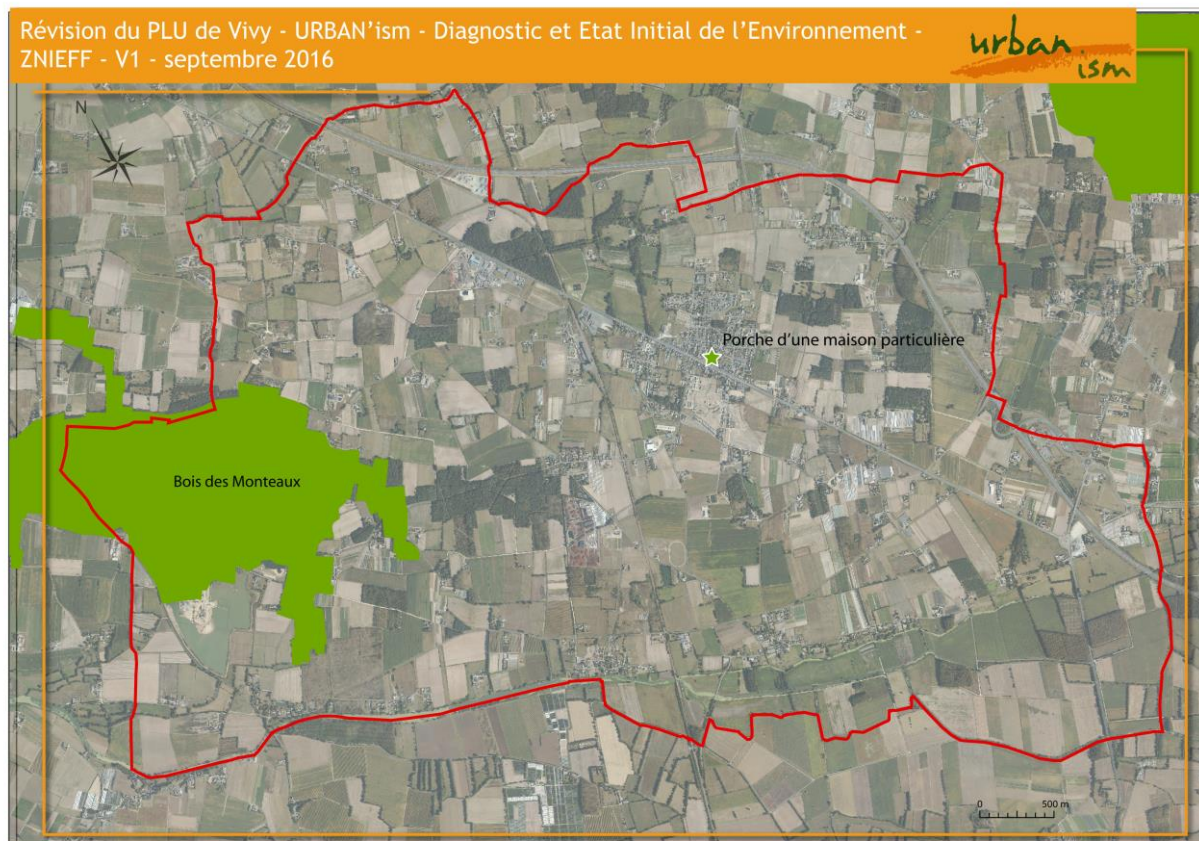
L'étude d'impact élaborée pour le projet conclue que (extrait du Résumé non technique/ Impacts sur les milieux naturels, la faune, la flore):

« Le projet d'extension se caractérise par un couvert boisé assez pauvre biologiquement présent sur la quasi-totalité du périmètre. Seuls quelques espaces de clairières permettent le développement d'espèces végétales des milieux ouverts.

Les impacts bruts sont :

- *Pas de destruction directe d'habitats à sensibilité écologique forte.*
 - *Habitats impactés par ce projet : plantations de robiniers, de chênaies, de conifères et de landes à genêts impact sur les habitats faible à moyen ;*
 - *Espèces floristiques impactés par ce projet : la Canche flexueuse, le Géranium pourpre, la Fausse gesse et la Vesce jaune impact sur la flore globalement moyen car ces espèces sont patrimoniales ;*
 - *Maintien des habitats boisés au cours de l'exploitation aucune menace pour la faune.*
 - *Impacts du projet sur la faune moyens car réduits à la destruction d'individus par la suppression de leurs habitats et au dérangement des espèces par les nuisances liées à l'exploitation (bruit, poussière) ;*
 - *Amélioration de la biodiversité après réaménagement par la suppression des robiniers, le maintien de zones sableuses et la création de mares.*
- ➡ **L'impact brut du projet sur les milieux naturels peut être qualifié de moyen et temporaire, à court et moyen terme. A long terme, l'impact est nul voire positif par le développement de la biodiversité. »**
- ➡ Le porche d'une maison particulière, route nationale : de type II, cette ZNIEFF identifie un site de reproduction d'importance départementale (PNAC2, 2013) d'une colonie de Barbastelles d'Europe (10 à 60 individus). Les chauves-souris se tiennent dans le linteau de la maison particulière. Comme toute colonie de chauves-souris installée en milieux très anthropisés (habitations, combles, ...) les risques sont avant tout liés au dérangement, aux modifications physique du site (aménagement, fermeture des accès), aux variations/mise en place d'éclairage, à l'emploi de produits chimiques dans le traitement des poutres et toitures.

Révision du PLU de Vivy - URBAN'ism - Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement -
ZNIEFF - V1 - septembre 2016



Carte 6 : Secteurs inventoriés ZNIEFF

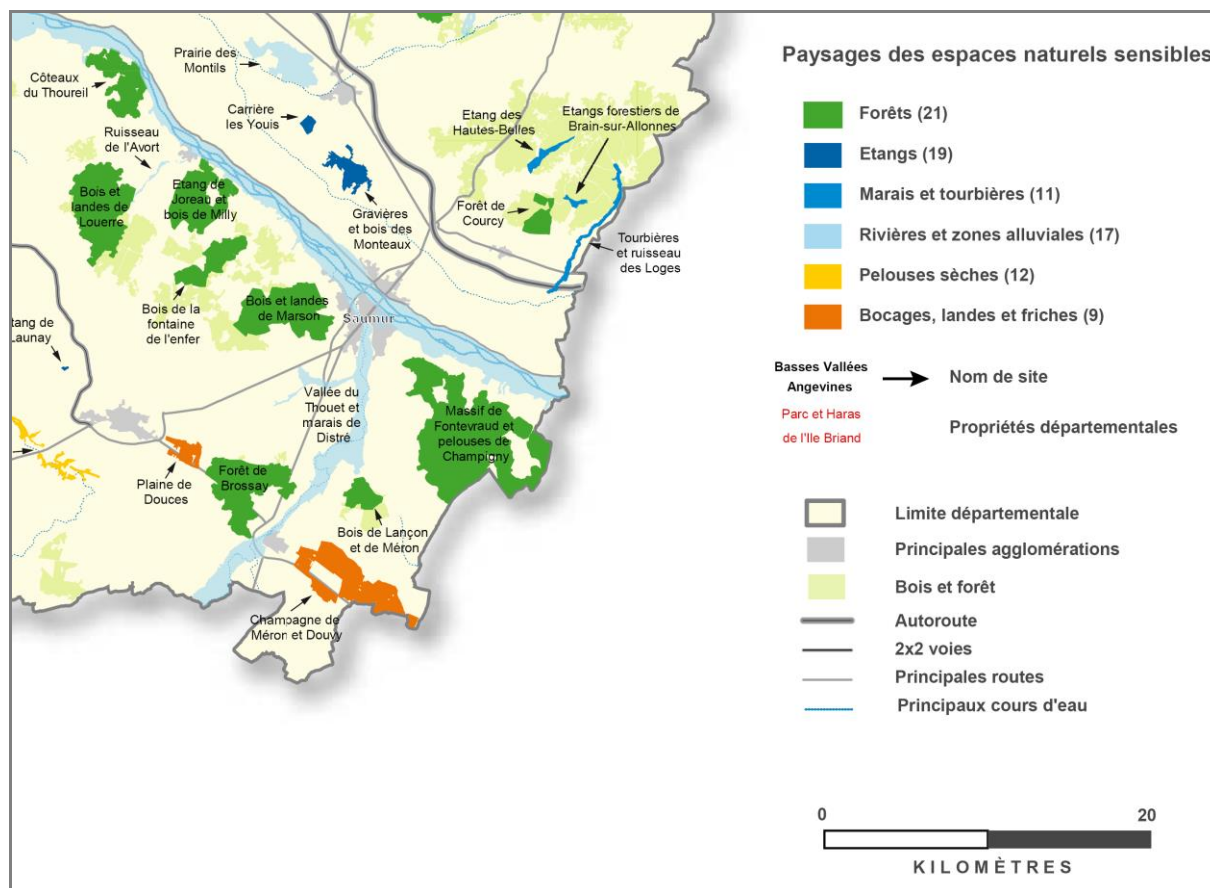
2. Espaces naturels sensibles

Le Conseil Général de Maine-et-Loire, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public de ses espaces naturels a adopté son Plan Départemental des Espaces Naturels Sensibles en juin 2010. Pour la mise en œuvre de cet outil de protection des espaces naturels par leur acquisition foncière ou par la signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics, le Conseil Général s'appuie sur la taxe départementale des espaces naturels sensibles.

Vivy compte un ENS à l'Ouest de son territoire, celui des gravières et du bois des Monteaux qui fait aujourd'hui partie des quatre-vingt-neuf Espaces Naturels Sensibles du département. À ce titre, il est classé à « fort enjeux » de par sa capacité à accueillir des oiseaux et fait l'objet d'actions de conservation et de mise en valeur encadrées par ce Plan.

Sur le territoire vétusien, outre le plan d'eau de la base de loisirs, un second plan d'eau de 21 hectares issu de l'extraction du sable de la carrière exploitée par la société Nivet, est présent au sud du Bois des Monteaux. Dans le cadre du Plan Départemental, une convention a été passée avec le Conseil Général de Maine-et-Loire, la ville de Vivy, le PNR Loire-Anjou-Touraine, la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et la société Nivet afin de conforter le caractère exceptionnel de l'ensemble du site (Bois des Monteaux, plan d'eau de la base de loisirs et plan d'eau « ornithologique »), qui lui confère déjà aujourd'hui son classement en Espace Naturel Sensible. Ainsi, ce deuxième plan d'eau, inaccessible au public permettra, au terme de l'exploitation de la carrière, la préservation de la faune sauvage.

Par ailleurs, le département a participé, en 2005, à l'acquisition de terrains par la commune pour l'aménagement de la base de loisirs précédemment évoquée qui a permis la mise en place d'une signalétique destinée à faire découvrir le patrimoine ornithologique de la zone à un large public.



Carte 7 : Espaces Naturels sensibles de Maine-et-Loire

Source : CG 49, septembre 2011

Hierar chisati on	Code site	Nom	Rédacteur fiche	Communes	Superf icie en ha	Périmètres de référence	Nature du site	Statut	Enjeux faunistiques	Enjeux floristiques	Enjeux fonctionnalités	Enjeux milieux	Menaces	Intérêt départemental
2	Gravière s-1	Gravières et bois des Monteaux	PNR	Vivry, Longue- Jumelles	326.7	ZNIEFF 2	zone humide/gravières	public	170 espèces d'oiseaux recensés, intérêt pour entomofaune (odonates)	végétation pionnière		nbre important d'habitats naturels	Fréquentation anarchique et incontrôlée de l'espace.	Grande capacité d'accueil pour les oiseaux

2 Fort enjeux

Tableau 1 : Extrait du Plan Départemental des Espaces Naturels Sensibles

Source : CG 49, juin 2010

L'existence de cette ZNIEFF fait émerger la présence d'un enjeu important qui requiert une attention et des études plus approfondies en cas de projet de construction ou d'activité dans ou à proximité de cette zone.

3. Site Natura 2000

Les zones Natura 2000

Issues des directives de la Commission européenne "Habitats" n°92/43/CEE du 21 mai 1992 et "Oiseaux" n°79/409/CEE du 2 avril 1979, transposées en droit français par l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001, ces zones visent à mettre en place une politique de conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage, afin d'assurer la biodiversité des sites retenus par chaque état membre. La directive Habitats introduit une notion fondamentale et novatrice en matière de droit s'appliquant à la préservation de la faune et de la flore ; il s'agit de la prise en compte non seulement des espèces mais également des milieux naturels ("les habitats") abritant ces espèces et indispensables à leur survie.

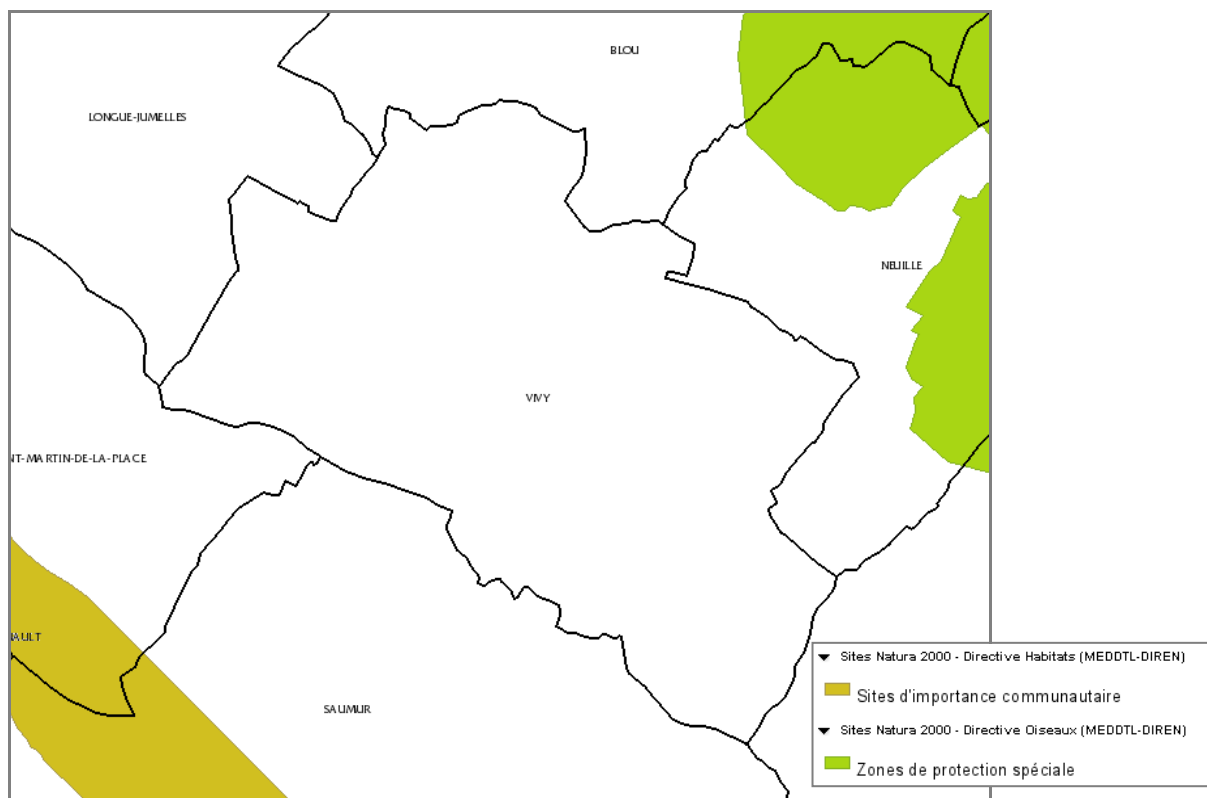
Le résultat de cette prise en compte s'effectue à deux niveaux :

- *transcription des espèces animales et végétales listées dans la directive dans les listes d'espèces protégées des droits nationaux de chacun des états membres ;*
- *désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC) après avoir été proposées sous la forme de Site d'Importance Communautaire (SIC) et de Zones de Protection Spéciale (ZPS de la directive "Oiseaux") formant un réseau écologique européen cohérent de sites naturels (réseau "Natura 2000"). Ces zones abritent les habitats d'espèces jugés prioritaires à l'échelle de l'Union Européenne.*

Dans ces zones, les états membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable les types d'habitats et d'espèces concernés. Pour ce faire, ils peuvent utiliser des mesures réglementaires, administratives ou contractuelles. Cependant, la création de ce réseau n'a pas pour but de mettre en place des sanctuaires où toute activité humaine serait proscrite. La protection mise en place n'est généralement pas une protection réglementaire stricte, mais une évaluation des impacts de tout nouvel aménagement sur le maintien des espèces et de leurs habitats.

Vivry ne possède pas sur son territoire de site Natura 2000. Toutefois, les communes de Neuillé, Blou, Allonnes et celle de Saint-Martin-de-la-Place et de Saumur sont concernées par deux sites Natura 2000, le plus proche étant la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Lac de Rillé et forêts avoisinantes d'Anjou et de Touraine » située à 500m à l'Est de la limite communale et remarquable par son territoire majoritairement boisé sur laquelle une grande diversité d'espèces d'oiseaux est observée (balbuzard pêcheur, cigogne noire, symbole de cette ZPS). Le SIC et la ZPS « Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau » sont quant à eux plus éloignés à environ 2km au sud de cette même limite (cf. carte suivante) et inscrits dans le périmètre du Site Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'Unesco.

L'ordonnance du 3 juin 2004 a renforcé la démarche environnementale prévue par la loi SRU applicable à tous les documents d'urbanisme et impose désormais que tout projet de PLU doit planifier des travaux, ouvrages ou aménagements dont la réalisation est susceptible d'affecter notablement un site Natura 2000 présent sur la commune ou à proximité du territoire concerné par le document, aussi le rapport de présentation devra le préciser.



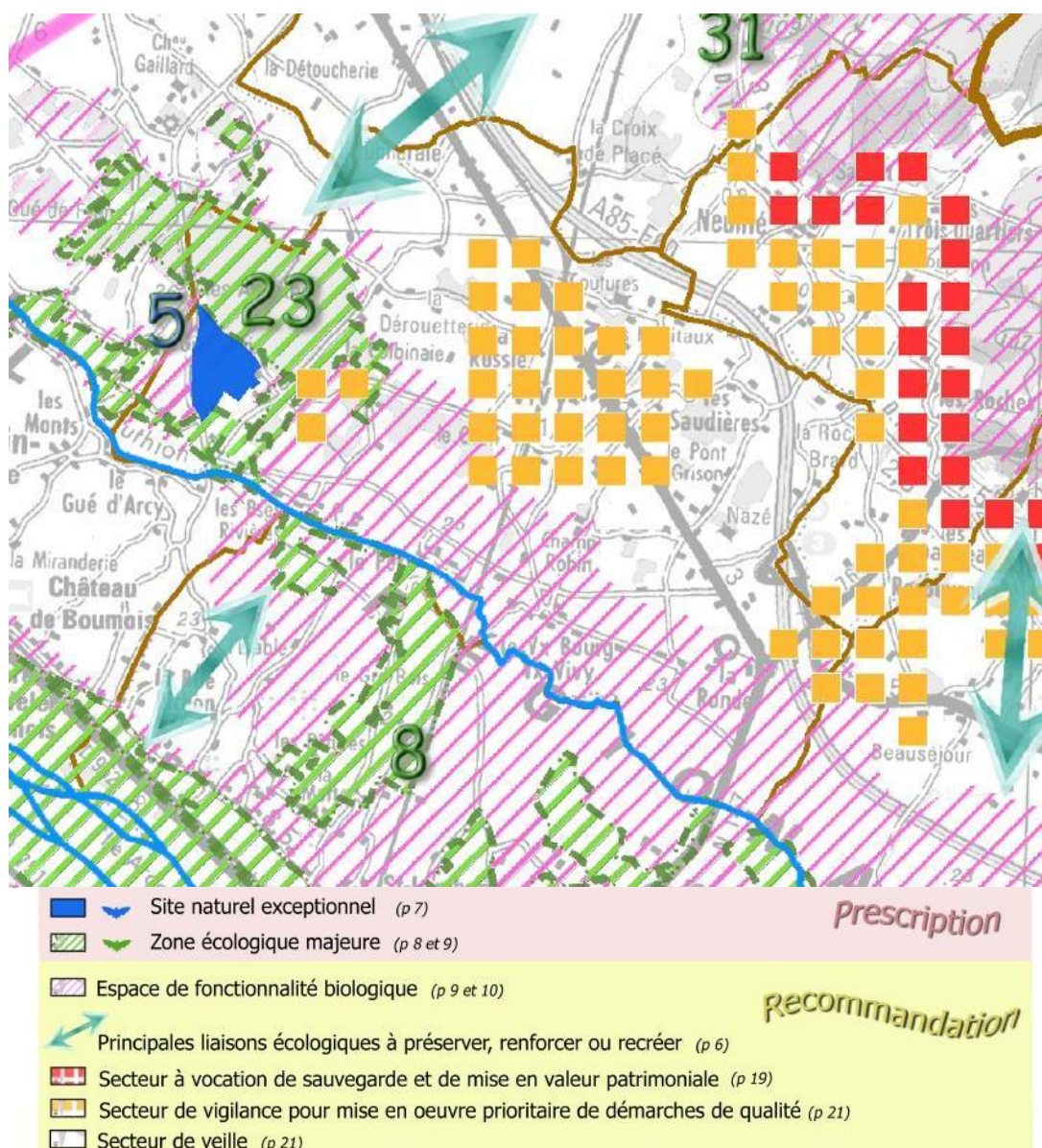
Carte 8 : Sites Natura 2000

4. PNR Loire-Anjou-Touraine

Vivy est comprise dans le périmètre du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine dont la charte a été renouvelée pour la période 2008-2020. Le PLU de Vivy devra être compatible avec la charte du parc ainsi qu'avec son plan stratégique. Cette compatibilité devra être justifiée dans le rapport de présentation.

Le Plan du Parc confère au secteur de Vivy des prescriptions et recommandations en matière de protection environnementale en identifiant trois types de zones écologiques :

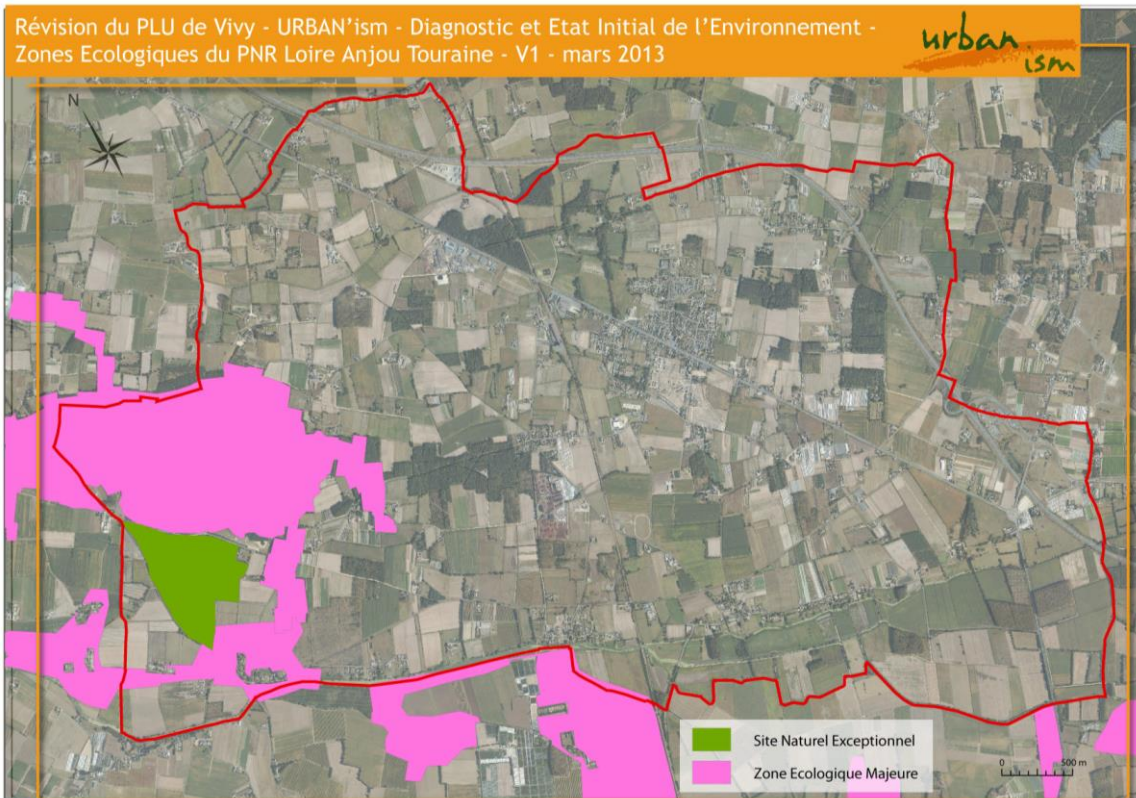
- un Site Naturel Exceptionnel au niveau du second plan d'eau,
- une Zone Ecologique Majeure sur le secteur du Bois des Monteaux,
- un Espace de Fonctionnalité Biologique au sud du territoire vétusien, le long de l'Authion.



Carte 9 : Plan du PNR Loire Anjou Touraine – Zoom sur Vivy

À ce titre des prescriptions générales édictées par la Charte du Parc pour les SNE et les ZEM et des orientations générales pour les EFB doivent être suivies :

- Pour les Sites Naturels Exceptionnels, « En raison de leur valeur écologique, **aucun projet d'équipement, d'aménagement ou d'exploitation de ressources naturelles susceptibles de détruire les habitats naturels ou de nuire aux espèces présentes, ne devra être autorisé.** Des modalités de protection réglementaire et/ou foncière de la biodiversité devront être engagées dans les six premières années de validité de la Charte. »
- Pour les Zones Écologiques Majeures, « Ces zones n'ont **pas vocation à recevoir des équipements, des infrastructures ou tout projet de valorisation des ressources naturelles qui remettraient en cause leur biodiversité.** Les habitats et les effectifs des espèces de ces zones ne devront donc pas être altérés sauf à démontrer qu'une solution technique alternative n'est possible ailleurs ou sauf prouver que le projet, dans la mise en oeuvre de dispositions spécifiques, pourra compenser les impacts et être, au final, bénéfique pour la biodiversité. Ce bénéfice sera évalué à partir des éléments techniques et scientifiques de l'étude préalable d'aménagement. »



Carte 10 : Zones Ecologiques hors espace hors espaces de fonctionnalité biologique

- Pour les Espaces de Fonctionnalité Biologique, « Le principe associé à ce type d'espace est de **répertorier et de conserver, voire de renforcer**, des réseaux écologiques à l'occasion des procédures d'aménagements (PLU, remembrement, etc.). Les aménagements remettant en cause leur intégrité s'efforceront de minimiser les impacts en prévoyant des mesures compensatoires étudiées en conséquence. Les liaisons entre les différents espaces fonctionnels au sein du territoire du Parc, mais aussi avec les espaces hors Parc, devront également être recherchées. »

De plus, deux secteurs sur le territoire communal sont identifiés comme des « secteurs de vigilance pour mise en œuvre prioritaire de démarche de qualité ». Ainsi, sur la zone urbanisée du bourg ainsi que sur la zone exploitée de la carrière des Monteaux un objectif prioritaire à l'échelle du Parc doit être poursuivi à savoir « concevoir un urbanisme qualitatif et durable ». « Il s'agit des territoires les plus soumis à la pression foncière sans qu'ils soient pour autant considérés comme des paysages emblématiques. Cette pression n'est pas uniforme mais est présente sur l'ensemble du territoire. Elle influe considérablement sur les modes d'organisation du territoire et tend à la banalisation des paysages. ». A ce titre, « Les valeurs naturelles et culturelles, qui s'expriment au travers des paysages « du quotidien » (par opposition aux paysages emblématiques), ne sont pas encore considérés à part entière comme des ressources potentielles de développement local. La préservation et la valorisation des éléments du patrimoine font cependant partie intégrante de la qualité de vie que les communes s'engagent à respecter. Dans le cadre des procédures d'aménagements qu'elles pilotent, les communes mettront donc en avant l'approche patrimoniale en appliquant ces principes d'urbanisation durable. »

B. INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

Outre leurs fonctions essentielles d'interceptions des pollutions diffuses, leurs intérêts faunistiques et floristiques, leur rôle dans la conservation de la biodiversité, les zones humides concourent à réguler le

débit des cours d'eau et des nappes souterraines et ainsi à limiter les effets de crues. Elles jouent un rôle fondamental à différents égards et peuvent ainsi être assimilables à des « infrastructures naturelles », c'est pourquoi, lors de l'élaboration d'un PLU, l'ensemble de dispositions réglementaires doivent être prises pour assurer leur conservation et leur mise en valeur.

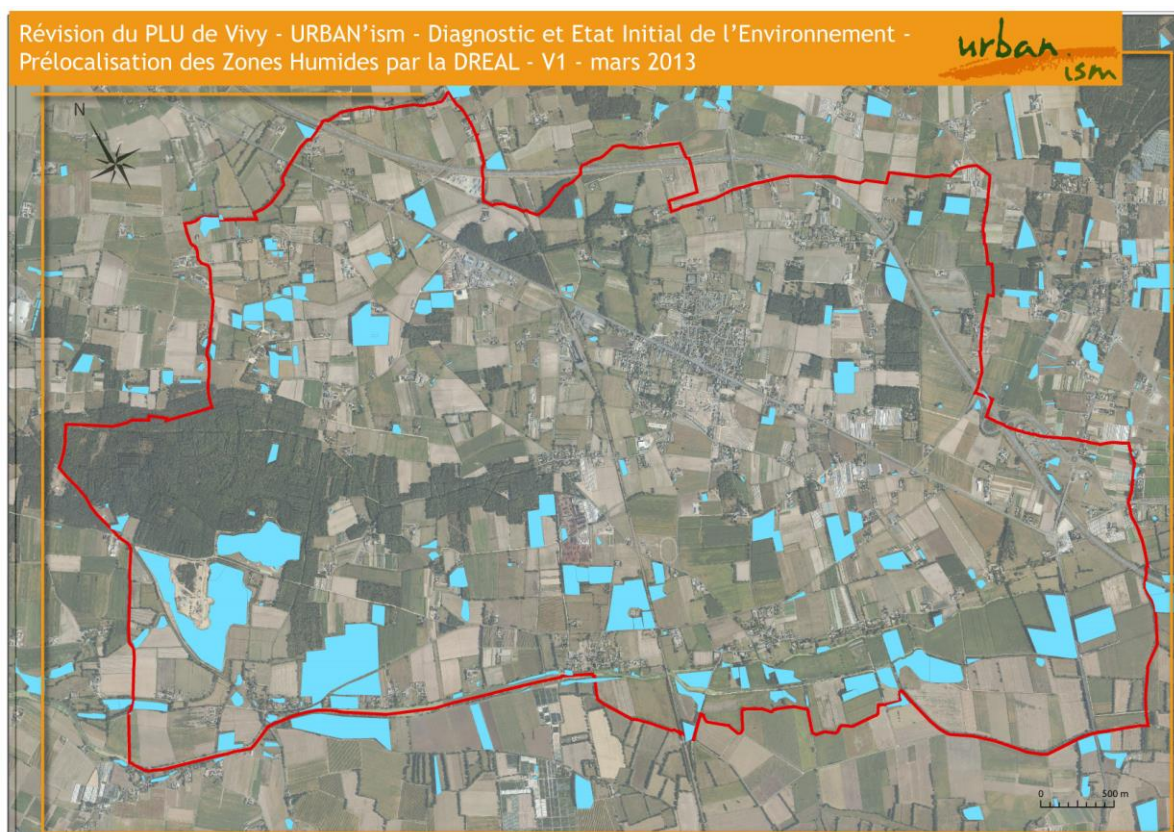
Le SDAGE du bassin Loire Bretagne 2010-2015 signale que « Les zones humides présentant un intérêt environnemental particulier (article L.211-3 du code de l'environnement) et les zones humides dites zones stratégiques pour la gestion de l'eau (article L.212-5-1 du code de l'environnement) sont préservées de toute construction même partielle.

Toutefois, un projet susceptible de faire disparaître tout ou partie d'une telle zone peut être réalisé dans les cas suivants :

- Projet bénéficiant d'une déclaration d'utilité publique, sous réserve qu'il n'existe pas de solution alternative constituant une meilleure option environnementale ;
- Projet portant atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000 pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, dans les conditions définies aux alinéas VII et VIII de l'article L.414-4 du code de l'environnement. »

Ainsi, il est nécessaire de prendre en compte les connaissances en matière de localisation des zones humides sur le territoire concerné.

La DREAL des Pays de la Loire tient une liste non exhaustive des zones humides potentielles sur son territoire. Plusieurs zones sont recensées à Vivy.



Carte 11 : Inventaire non exhaustif des zones humides recensées à Vivy

Enjeu : Localiser les zones humides pour en assurer leur préservation notamment dans les zones de développement futur

C. LA TRAME VERTE ET BLEUE

La Trame verte et bleue est un ensemble de continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques les reliant.

L'expression « corridor écologique » (ou « *Biocorridor* ») désigne un ou des milieux reliant fonctionnellement entre eux différents habitats vitaux pour une espèce ou un groupe d'espèces (habitats, sites de reproduction, de nourrissage, de repos, de migration, etc.).

La Trame verte et bleue est constituée d'une composante bleue, se rapportant aux milieux aquatiques et humides, et d'une composante verte, se rapportant aux milieux terrestres, définies par le Code de l'Environnement.

- **Composante verte (article L. 371-1 II) :**

1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;

2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;

3° Les surfaces mentionnées au I de l'article L. 211-14.

- **Composante bleue (article L. 371-1 III) :**

1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L. 214-17 ;

2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L. 211-3 ;

3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.

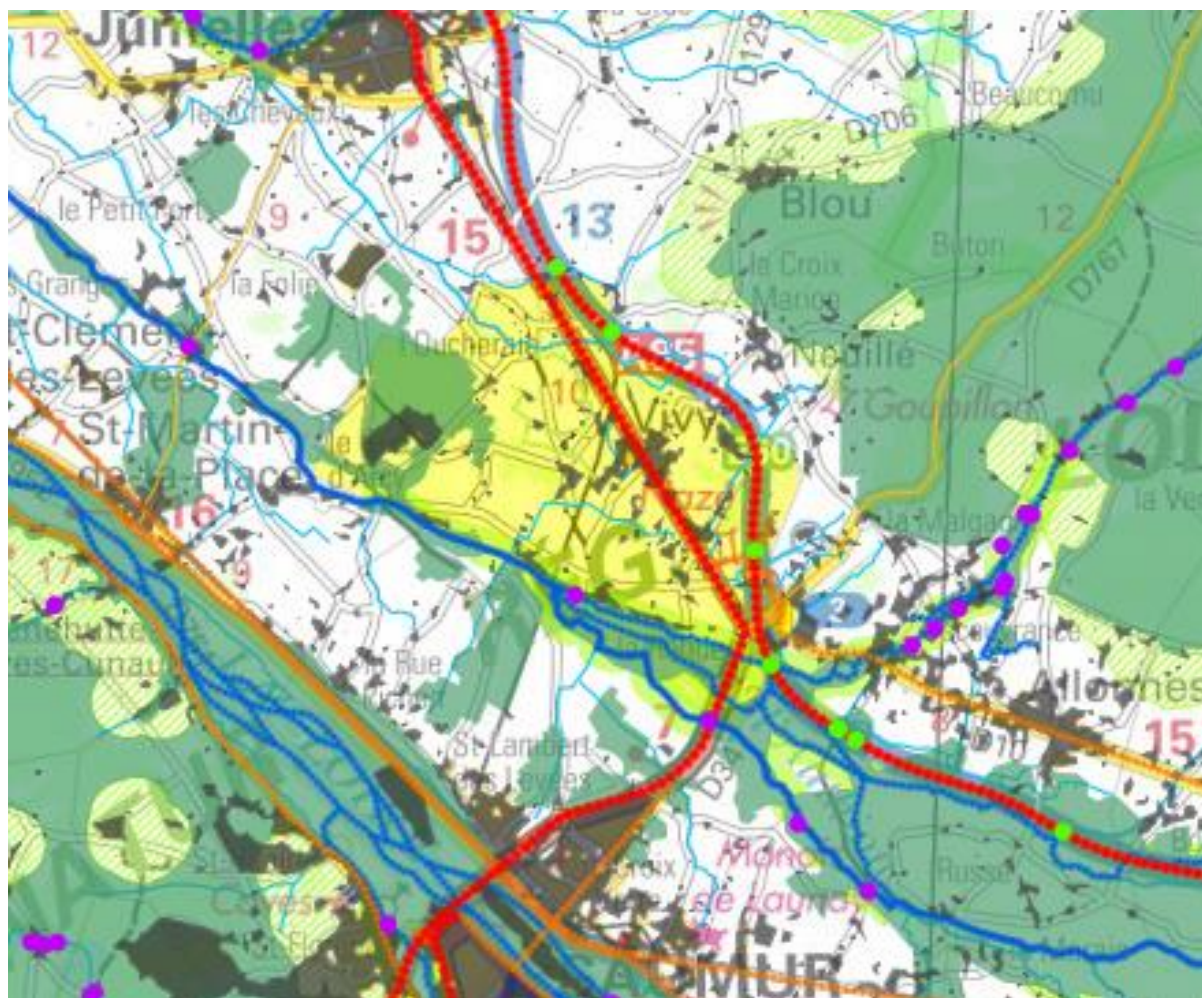
1. Contexte régional

Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte les Schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE). Celui des Pays de la Loire a été adopté par arrêté du préfet de région le 30 octobre 2015.

Le SRCE est un outil défini par la loi Grenelle II visant à diminuer la fragmentation écologique du territoire, sur lequel doit s'appuyer la définition de la trame verte et bleue du PLU. Il est constitué d'un diagnostic croisé des enjeux écologiques et socio-économiques à l'échelle régionale, d'une identification et d'une hiérarchisation des continuités écologiques cartographiée à l'échelle du 100 000ème, ainsi que d'un plan d'action qui constitue la partie opérationnelle du SRCE.

La carte des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques est présentée ci-après. Elle matérialise les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques potentiels ainsi que l'ensemble des éléments fragmentant cette diversité.

Extraits de la carte interactive du SRCE des Pays de la Loire (septembre 2016 / <http://carto.sigloire.fr>) :



Éléments permettant le maintien des continuités écologiques

Ouvrages permettant le maintien des continuités

- Passage à faune
- Viaduc

Éléments de fragmentation

Éléments fragmentant ponctuels

- Référentiel des Obstacles à l'Écoulement (2015)
- ✗ Ruptures potentielles aux continuités écologiques

Éléments fragmentant linéaires

- ~ Éléments fragmentant linéaires de niveau 1
- ~ Éléments fragmentant linéaires de niveau 2
- ~ Éléments fragmentant linéaires de niveau 3

Éléments fragmentant surfaciques

- Tâche urbaine
- Projet d'aéroport

Continuités écologiques

Réservoirs de biodiversité

- ~ Sous-trame des milieux aquatiques
- ~ Sous-trame boisée ou humide ou littorale ou bocagère ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs sous-trames

Corridors écologiques potentiels (dont l'emprise doit être précisée localement)

- ~ Cours d'eau corridors
- ~ Corridors écologiques linéaires
- ~ Corridors vallées
- ~ Corridors territoires

Le SRCE met en évidence :

Des éléments fragmentant linéaires :

L'autoroute A85 ainsi que la RD347 fragmentent le territoire ne laissant que peu de possibilité de passage (hormis les passages aménagés sur l'autoroute) pour la faune.

Des éléments fragmentant surfaciques :

Ainsi le bourg de Vivy et les hameaux communaux sont identifiés comme constituant des éléments participant à la fragmentation du territoire. De même les carrières Vivy 1 et 2 sont considérées comme des éléments fragmentant.

Des réservoirs de biodiversité :

L'Authion et le Bois des Monteaux sont identifiés comme étant des réservoirs de biodiversité pour les sous-trames aquatique et sous-trame boisée ou humide ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs trames respectivement.

Des corridors écologiques potentiels :

Les petits cours d'eau traversant le Val d'Authion et parcourant le territoire communal sont identifiés comme pouvant participer potentiellement au SRCE.

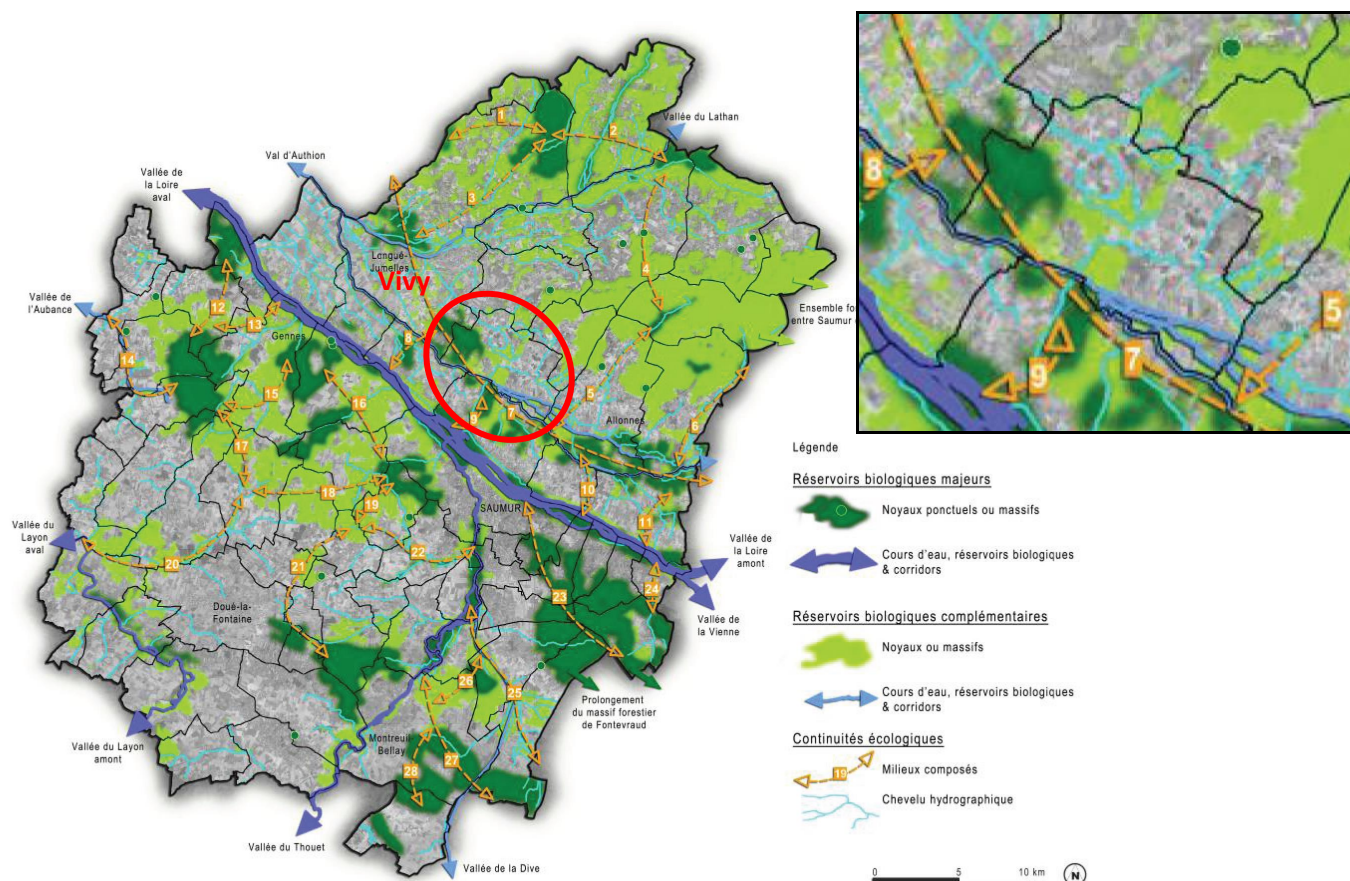
2. Contexte local

Le PNRLAT a défini sa trame verte et bleue à l'échelle de son territoire. Le travail réalisé par le PNR a été repris dans le cadre du diagnostic environnemental réalisé sur le territoire du SCoT du Grand Saumurois. Le SCoT a déterminé différents corridors écologiques sur son territoire reliant des réservoirs d'importance majeurs et complémentaires.

Ainsi, la vallée de la Loire est définie comme un couloir écologique majeur du territoire. Les zones humides jouent en particulier un rôle majeur dans l'accueil d'espèces et de populations d'oiseaux d'eau patrimoniales en notamment migrateurs et le refuge d'espèces nicheuses.

Le Val d'Authion constitue un corridor d'importance secondaire relié au corridor d'importance majeur. Le réservoir complémentaire bocager, prairial et humide qui le caractérise est complété par le Bois des Monteaux qui constitue quant à lui un réservoir biologique majeur. Ce système bocager et prairial associé au réservoir forestier et au cours d'eau l'Authion concourent à la continuité écologique d'Est en Ouest le long de cette vallée. De plus, une seconde continuité écologique liée au Bois des Monteaux, dont une part significative appartient au territoire vétusien, a été identifiée perpendiculairement à celle de la Vallée de l'Authion jusqu'à la Vallée de la Loire, de Longué-Jumelles à Saint-Martin de la Place.

Toutefois, au sein de la commune de Vivy, de fortes coupures sont à noter notamment au niveau de l'A85 où peu de franchissements sont possibles et de l'urbanisation linéaire marquée par la traversée de la RN 347 en centre-bourg qui fragmente le territoire entre Nord et Sud. De plus, la 2x2 voies aménagées récemment entre La Ronde à Saumur constitue de même une rupture dans les continuités écologiques actuelles contraignant les liaisons Est-Ouest.



Carte 12 : Trame verte et Bleue du SCoT du Grand Saumurois

Source : Application du SCoT volet trame verte et bleue, document de travail, février 2013

Enjeu : Aux portes de l'Agglomération de Saumur et au cœur de la vallée de l'Authion, Vivry possède un patrimoine naturel qui doit être préservé et qui mérite d'être valorisé.

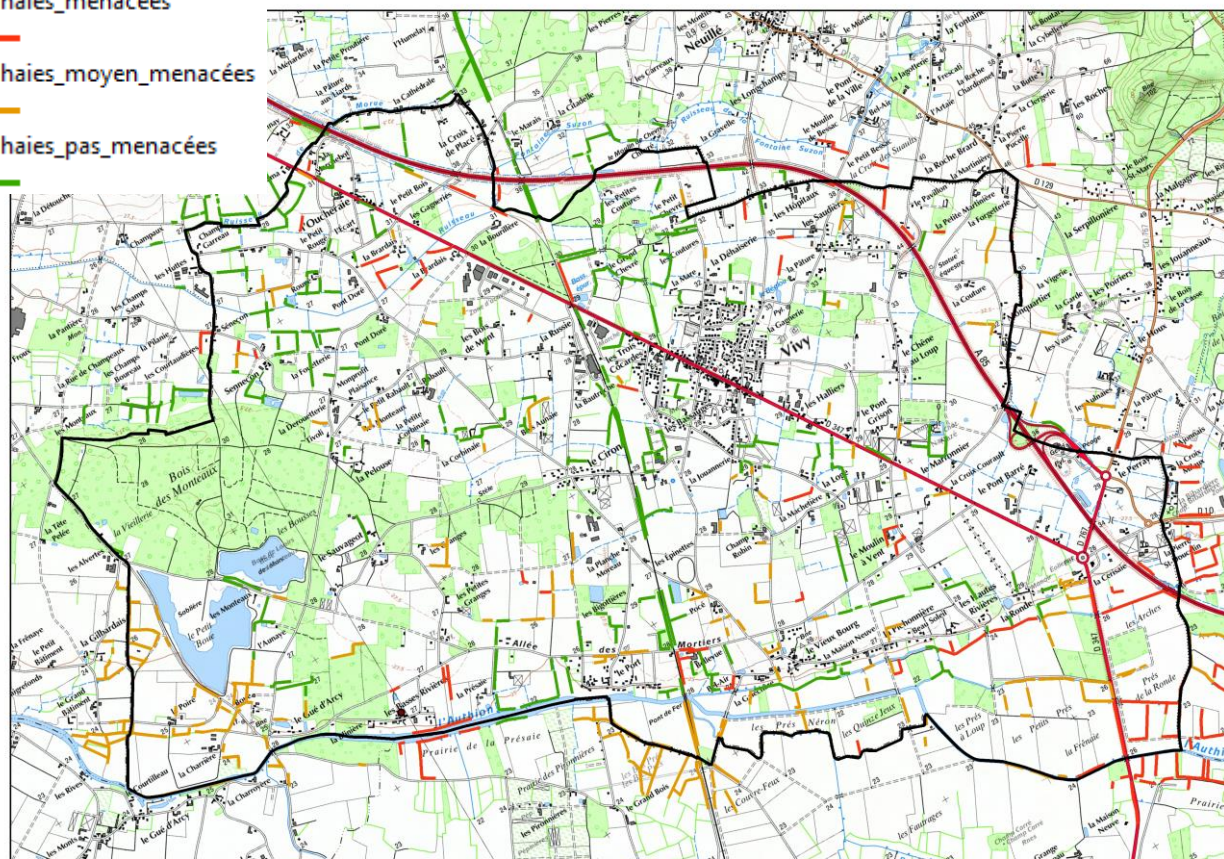
Les corridors écologiques identifiés devront donc être maintenu et les noyaux remarquables préservés.

Lors de la définition de sa TVB, le PNRLAT a procédé à un relevé terrain des haies de la commune de Vivry. Illustré ci-après, cet inventaire a proposé de catégoriser les haies selon plusieurs critères (qualité, menaces de disparition, état de conservation, intérêt dans la TVB).

haies_menacées

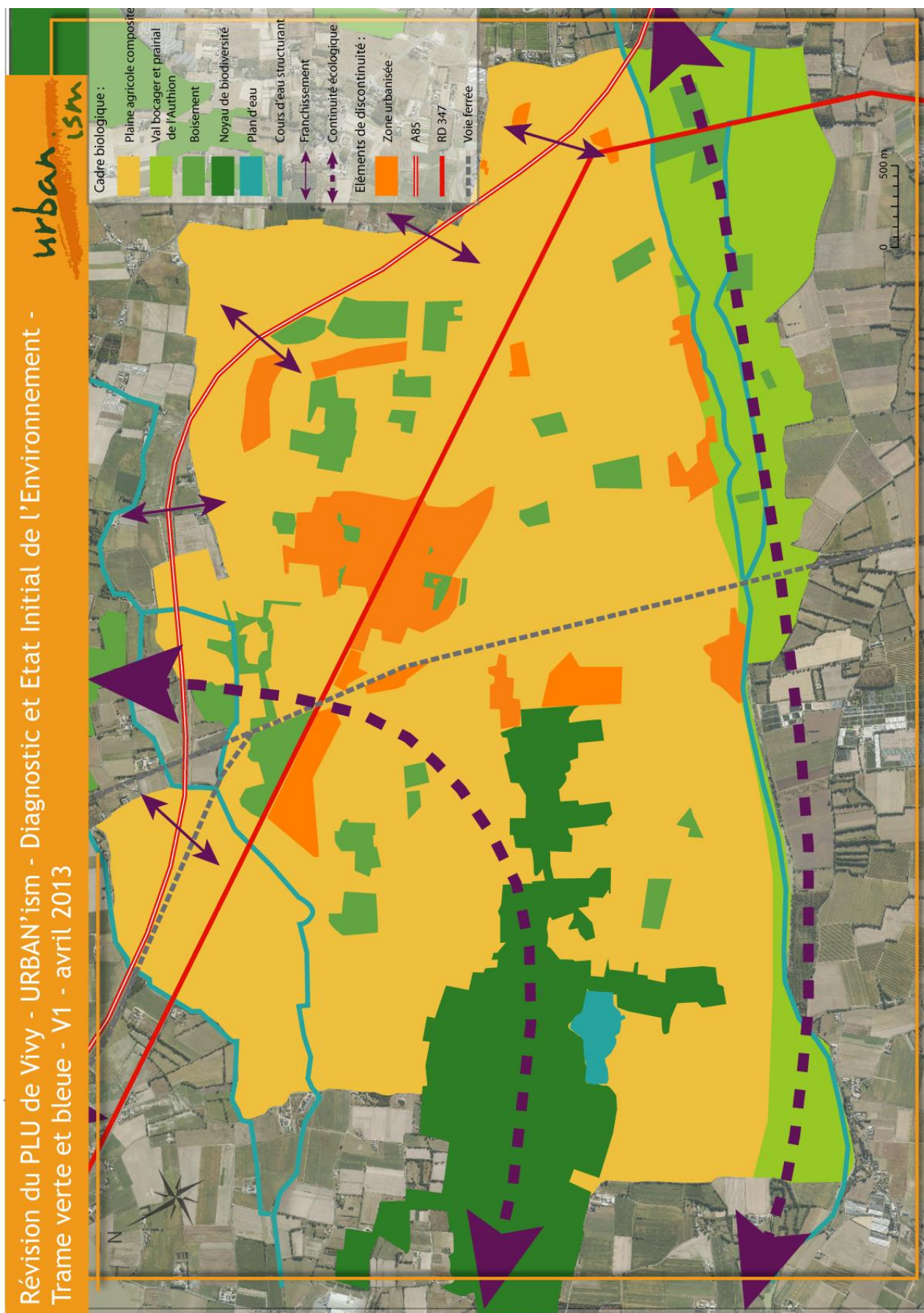
haies_moyen_menacées

haies_pas_menacées



Carte des haies (sources : PNRLAT, 2014 / IGN)

Enjeu : Prendre en compte les haies dans le patrimoine naturel de la commune.



Carte 13 : Trame Verte et Bleue à Vivy

III. ANALYSE PAYSAGÈRE

Implantée sur un territoire à dominantes agricole et maraichère, Vivy est composée de diverses unités paysagères qui lui confèrent un environnement particulier.

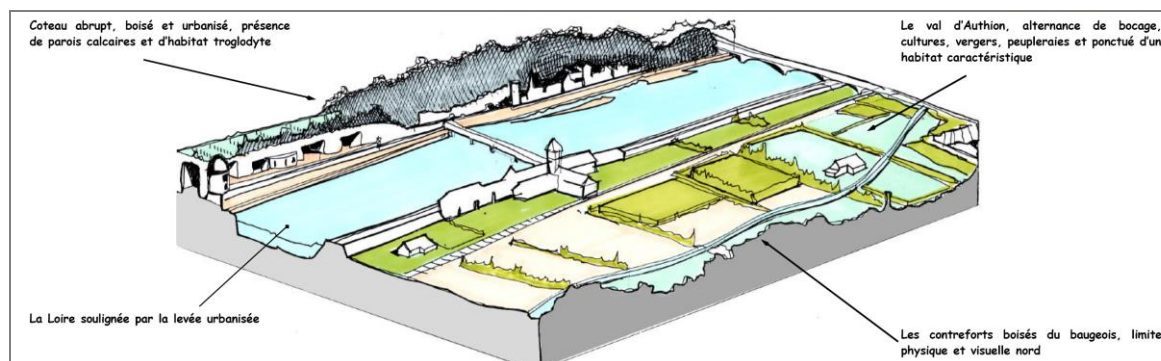


Figure 1 : Morphologie du Val d'Anjou

Source : Atlas des Paysages de Maine-et-Loire

En effet, le territoire communal est structuré autour de **quatre entités principales** que sont :

- **Une urbanisation à géométrie variable** avec des hameaux dispersés sur le territoire et au centre, l'espace urbain qui longe la RD 347 reliant Saumur à Angers. Cet axe de circulation représente une véritable barrière physique dans le bourg dont la traversée n'est principalement marquée que par l'imposante place Auguste Harrault, place centrale regroupant la Mairie, l'Eglise et la bibliothèque,
- A l'Ouest, **des étendues boisées** et notamment le Bois des Monteaux qui ferme le paysage vers Longué-Jumelles,
- En périphérie du bourg et jusqu'à l'Est, **une mosaïque de parcelles cultivées** ponctuellement morcelées par de **nombreuses fermes isolées**, empruntées de la tradition culturelle passée aujourd'hui relayée par la spécialisation des cultures, le maraichage et la céréaliculture.
- A l'extrême Sud, **la coulée verte de l'Authion**, symbole d'une identité vétusienne et élément fort de la structuration de l'espace dans ce secteur de la commune.

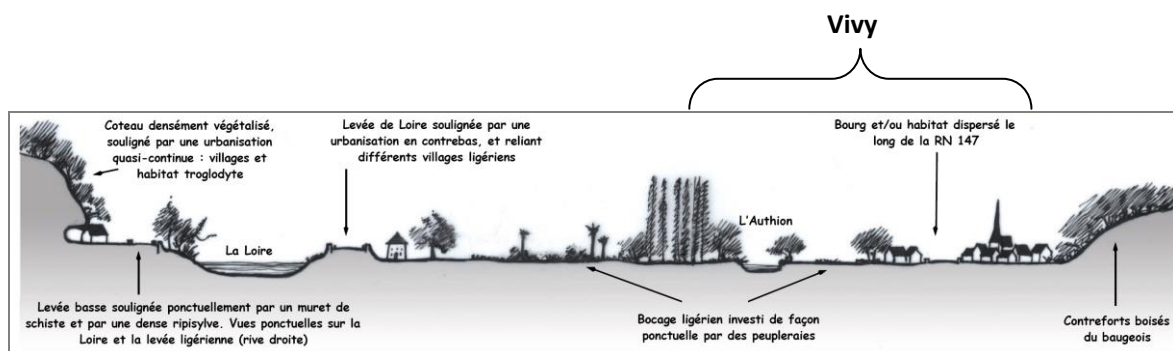


Figure 2 : Structure du paysage du Val d'Anjou

Source : Atlas des Paysages de Maine-et-Loire

A. URBANISATION À GÉOMÉTRIE VARIABLE

L'habitat du Val d'Authion, et a fortiori celui de Vivy, est organisé autour du bourg et de petits hameaux dispersés sur le territoire communal. L'identité angevine est fortement marquée dans le bâti traditionnel dont le matériau principal est le tuffeau et les éléments architecturaux (escaliers, fours, puits...) révèlent un caractère authentique à ces habitations.

Les hameaux du Sud communal longent l'Authion d'Est en Ouest. L'aspect des bâtiments et la typologie de leur implantation concourent à donner à ce secteur un caractère authentique.

Le centre-bourg de Vivy s'articule autour de la RD 347, sa traversée étant essentiellement ponctuée par l'imposante place de l'église et la mairie. La sortie en direction de Longué revêt une physionomie bien différente, laissant place à un espace économique assurant la « transition » avec le milieu rural environnant.

Les constructions neuves et réhabilitations réalisées sont principalement localisées le long des axes principaux dans une gamme de construction respectant plus ou moins les traditions architecturales de la vallée de la Loire.

B. ÉTENDUES BOISÉES

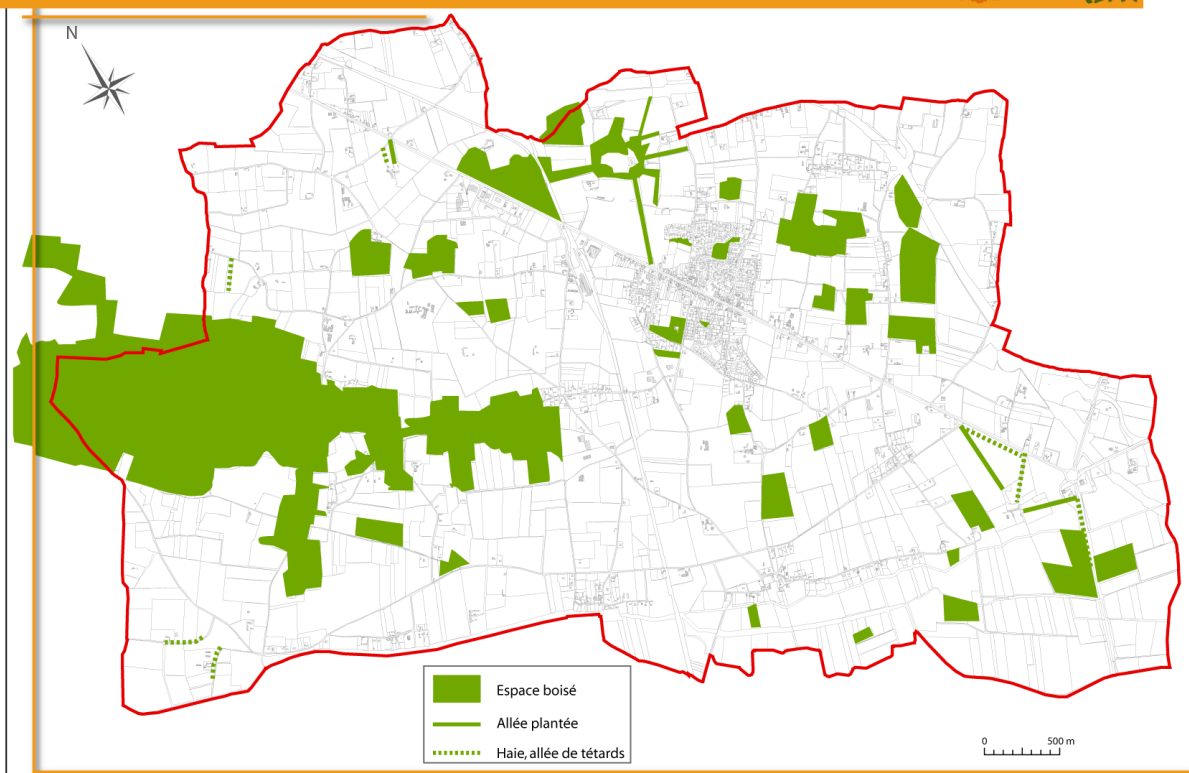
La commune regorge de boisements épars et notamment le Bois des Monteaux qui ferme le paysage à l'Ouest par un boisement important et dense mais qui ne représente pas un intérêt paysager en tant que tel du fait de sa composition de feuillus et de pins et de sa structure ponctuellement en taillis. Toutefois, il représente l'élément vert structurant de l'Ouest vétusien offrant un cadre fermé plutôt agréable à la base de loisirs qui l'occupe pour partie.

Des haies et alignements de têtards intéressants structurent ponctuellement la plaine agricole et le val bocager rompant ainsi la monotonie paysagère de manière assez agréable à l'œil dans certains secteurs.

De plus, marquant l'entrée de propriétés fermées dont les bâtiments (châteaux ou manoirs) ne sont généralement pas visibles depuis les voies publiques, de belles allées plantées viennent accentuer ces ruptures ponctuelles avec la platitude et l'ouverture quasi systématique du territoire vétusien.

Révision du PLU de Vivy - URBAN'ism - Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement - Allées, haies et boisements - V1 - avril 2013

urban
ism



Carte 14 : Allées plantées, haies et espaces boisés à Vivy

Enjeu : Le secteur des Monteaux, les différents alignements de têtards, de haies et les allées plantées de propriétés constituent des cadres boisés contribuant à dynamiser le paysage rural et représentent donc des atouts paysagers pour Vivy qu'il convient de préserver.

C. MOSAÏQUE DE PARCELLES CULTIVÉES ET DE FERMES ISOLÉES

Vivy se caractérise par une uniformité paysagère relayée par la présence d'un bâti rural regroupé en hameaux ou parfois isolés de ça de là dont la desserte se fait soit en arrière-plan, soit en accès direct avec les voies communales.

La RD 347 relie les bourgs et villes de la vallée de l'Authion et est soulignée par une urbanisation quasiment continue et ancienne. Le Val d'Authion est composé de prairies bocagères dont la trame se lit parfois difficilement tant le paysage est ouvert. Elles sont investies ponctuellement par quelques parcelles de peupliers et boisements sans réels intérêt et ponctuées par un habitat dispersé dense et un réseau de fossé plutôt dense.

L'ambiance paysagère est dominée par l'horizontalité des surfaces cultivées et les rythmes des lignes de cultures et du maraîchage, ainsi que par la verticalité des masses végétales animant et ponctuant le paysage (bocage ligérien composé de frênes têtards). La plantation parcellaire de peupleraies, en nombre assez restreint, ponctuent la perception d'ensemble et tendent à refermer le paysage.



Photographie 3 : Espaces agricoles vétusiens

L'urbanisation est dispersée et constitue une multitude de points d'appel. Un agencement aléatoire de maisons de vallées, paysannes et de maître, de châteaux et de manoirs, compose ce paysage désordonné entre grandes cultures, cultures spécialisées (petits fruits, pépinières, maraîchage), bocage, peupleraies, urbanisation traditionnelle et volumes imposants des structures industrielles.

D. COULÉE VERTE DE L'AUTHION : VAL BOCAGER

La partie Sud du territoire de Vivy appartient au PNR Loire-Anjou-Touraine, son ensemble paysager est reconnu d'intérêt majeur, à fort intérêt biologique. Son système bocager présente en effet des intérêts ornithologique (pis grièche écorcheur, passereaux en migration) et botanique (prairies à Fritillaire pintade, prairie de fauche et marécageuses) ainsi que des zones à fortes potentialités alluviales, prairie et bocage.

Longtemps structurant dans l'aménagement du Vieux Bourg, l'Authion, qui traverse le territoire par la sud, constitue donc aujourd'hui un vecteur moindre en termes économiques mais d'une importance reconnue d'un point de vue écologique et paysager.

Territoire relativement monotone, le plateau de Vivy se structure au sud autour d'une physionomie plus marquée. En effet, ce secteur constitue une identité bocagère caractéristique en vallée d'Authion qui lui confère un aspect authentique sur lequel se sont développés, en enfilade, de petits hameaux, récents pour certains, plus anciens pour d'autres. Ces hameaux longitudinaux suivent le cours d'eau excepté le Vieux Bourg et le Canton du Port qui sont légèrement plus profond.

La composition phyto-géographique du secteur du bocage est tout à fait représentative des séries de bords des eaux et des prairies alluviales ligériennes. Le très vif intérêt du secteur sur le plan écologique et

phyto-géographique se situe dans l'existence d'un bocage à frêne qui a subsisté jusqu'à nos jours, malgré de fortes pressions de l'agriculture intensive qui a gagné l'essentiel du val d'Authion.

L'élément constitutif de base du maillage bocager est le frêne, taillé en têtard, associé à diverses espèces ligneuses constituant la strate arborescente des haies. D'autres espèces apparaissent selon les conditions édaphiques et le contexte écologique : bords de cours d'eau ou de fossés, limites de bocage et zones de contact avec les secteurs de céréaliculture.

Le parcellaire, très découpé, comprend principalement des prairies de fauche et des pâtures. Néanmoins, avec le déclin de l'élevage et la quasi disparition de la vaine pâture, des prairies ont été laissées en jachère et sont colonisées par des plantes adventices. D'autres, au contraire, ont été mises en culture en même temps que se mettait en place la grande céréaliculture du val d'Authion ; les parcelles cultivées restent cependant encore minoritaires dans le bocage conservé.

Au sein de ce bocage traditionnel, des parcelles boisées sont apparues avec l'introduction du peuplier en cultures monospécifiques. Si le peuplier était jadis présent dans le bocage en association avec le frêne, la plantation de micro-peupleraies est loin de donner entièrement satisfaction, tant sur le plan sylvicole, écologique, hydraulique ou paysager.

Cependant le bocage de Vivy présente encore un très grand intérêt écologique par la diversité des espèces présentes et par son potentiel biologique. Plus que la présence d'espèces rares ou remarquables, c'est surtout cette biodiversité qui donne au bocage toute sa valeur. De plus, à l'intérêt écologique se greffe l'intérêt patrimonial pour un paysage ancien et relictuel qui offre ponctuellement une vue directe sur le château de Saumur.

Enjeu : Les villages de l'Authion ainsi que la rivière et son environnement bocager représentent deux axes majeurs de valorisation du patrimoine paysager, il convient donc de renforcer la coulée verte de l'Authion et mettre en valeur le massif forestier des Monteaux.

E. PRÉGNANCE DES INFRASTRUCTURES, TRAVERSÉE ET ENTRÉES DE VILLE

1. Les infrastructures

Si le territoire communal bénéficie d'une bonne desserte par des axes de communications de premier ordre (A 85 et RD 347 Saumur-Angers), son paysage n'en reste pas moins marqué par l'implantation de ces infrastructures qui n'invite pas à la « flânerie visuelle ».

La RD 347 traversant le territoire dans une trajectoire Sud-Est / Nord-Ouest crée une véritable coupure physique à l'échelle du territoire et plus encore du centre-bourg. Entre les premières habitations proches du bourg (côté Saumur) et les dernières activités de la ZA du Bois de Monts (côté Angers), la traversée urbaine s'étend sur environ 3 km. Peu d'espaces de respiration (ouvertures sur le grand paysage, recul des constructions, abords aménagés etc...) ont été conservés. Par contre, les haies arborées accompagnant l'ancienne voie ferrée ainsi que les allées arborées et le parc du Château des Coutures participent pleinement à la construction du paysage, puisque s'ils « ferment » le paysage par leur densité, ils jouent aussi un rôle important d'appel visuel végétal. La canopée accompagne et structure les perspectives sur le grand paysage depuis la RD347.

Si le front urbain du bourg ancien de Vivy est de bonne manufacture, les entrées de villes sont toutefois très marquées par des activités qui n'ont pas cherché à s'intégrer dans le paysage. La zone artisanale du Bois de Mont se démarque par la présence d'entrepôts artisanaux, commerciaux (casses automobiles) et de service agricole (MIN) qui ont majoritairement occupé l'espace entre les bâtiments et la route par du stationnement, stockage etc. Comme aucun aménagement fort contribuant à leur intégration paysagère n'est mis en place, la perspective en arrivant d'Angers n'est que peu valorisante. À l'entrée

d'agglomération sud, depuis Saumur, on retrouve une entreprise qui a également installé son espace de stationnement et stockage au bord de la départementale sans intégration paysagère particulière.

Sur le reste du territoire, les activités restent tout autant présentes avec le site de Faliénor au cœur de la zone rurale, la zone d'activités de la Ronde à la sortie de l'autoroute et les nombreux artisans éparpillés dans la zone agricole.



Photographie 4 : Installations au carrefour de la Ronde



Photographie 5 : Passage de l'A85 à Vivy

L'autoroute sur les franges Nord et Est de la commune surplombe de plusieurs mètres les terres environnantes et marque ainsi profondément la zone rurale et agricole, créant une coupure structurelle et visuelle importante.

De même la voie ferrée de trajectoire Nord-Sud marque également visuellement profondément l'unité paysagère tant en secteur non bâti qu'en cœur de bourg. L'usine TERRENA, face l'ancienne gare, renforce cette rupture tant par l'emprise occupée par ces installations que par la hauteur du silo existant.

Enjeu : Il est nécessaire de prendre en compte la configuration et les contraintes liées à ces implantations en cherchant à améliorer les liaisons paysagères entre ces équipements, les espaces ruraux et les zones de vie et ainsi à offrir une image plus agréable à ces différents secteurs en garantissant une parfaite intégration des nouvelles constructions et des équipements les accompagnant.

2. Les entrées et la traversée du bourg

Un des points noirs de la commune de Vivy est sa traversée d'agglomération. La départementale 347, classée voie à grande circulation et désignée pour le passage de convois exceptionnels, présente un caractère routier fort par le trafic quotidien, les aménagements essentiellement minéraux et vieillissants et le manque d'aménagement de sécurité.

Aussi, en parallèle du PLU, la commune de Vivy s'est engagée dans le programme Anjou Cœur de Ville. Ce programme a été élaboré par Le Conseil Général, le CAUE et la SODEMEL. Ils ont conçu une méthode qui leur permet d'accompagner les villes qui se portent volontaires dans la définition d'un projet urbain opérationnel d'ampleur et de qualité. Cette opération, qui s'étalera sur plusieurs années, permettra de redonner au centre de Vivy tous les atouts nécessaires à un développement dynamique et réfléchi. Les 3 acteurs du programme apportent leur soutien tout au long du programme qui se décompose en 4 temps (plan de référence, diagnostic détaillé, d'une étude opérationnelle et de la mise en œuvre). Actuellement, la commune est en phase de validation du diagnostic. De plus en parallèle de ce programme, la commune a lancé une étude pour l'aménagement de la traversée d'agglomération avec les agences « La Ville est Belle » et « Soderef ». Le périmètre d'étude s'étale sur la portion de la RD 347 de l'entrée nord (feux tricolores) à l'entrée sud et prend en compte la place de la mairie/église aujourd'hui mobilisée pour du stationnement. Actuellement, l'étude en est au stade de l'avant-projet pour le secteur concernant le cœur de ville (place de l'église et traversée au droit de cette place).

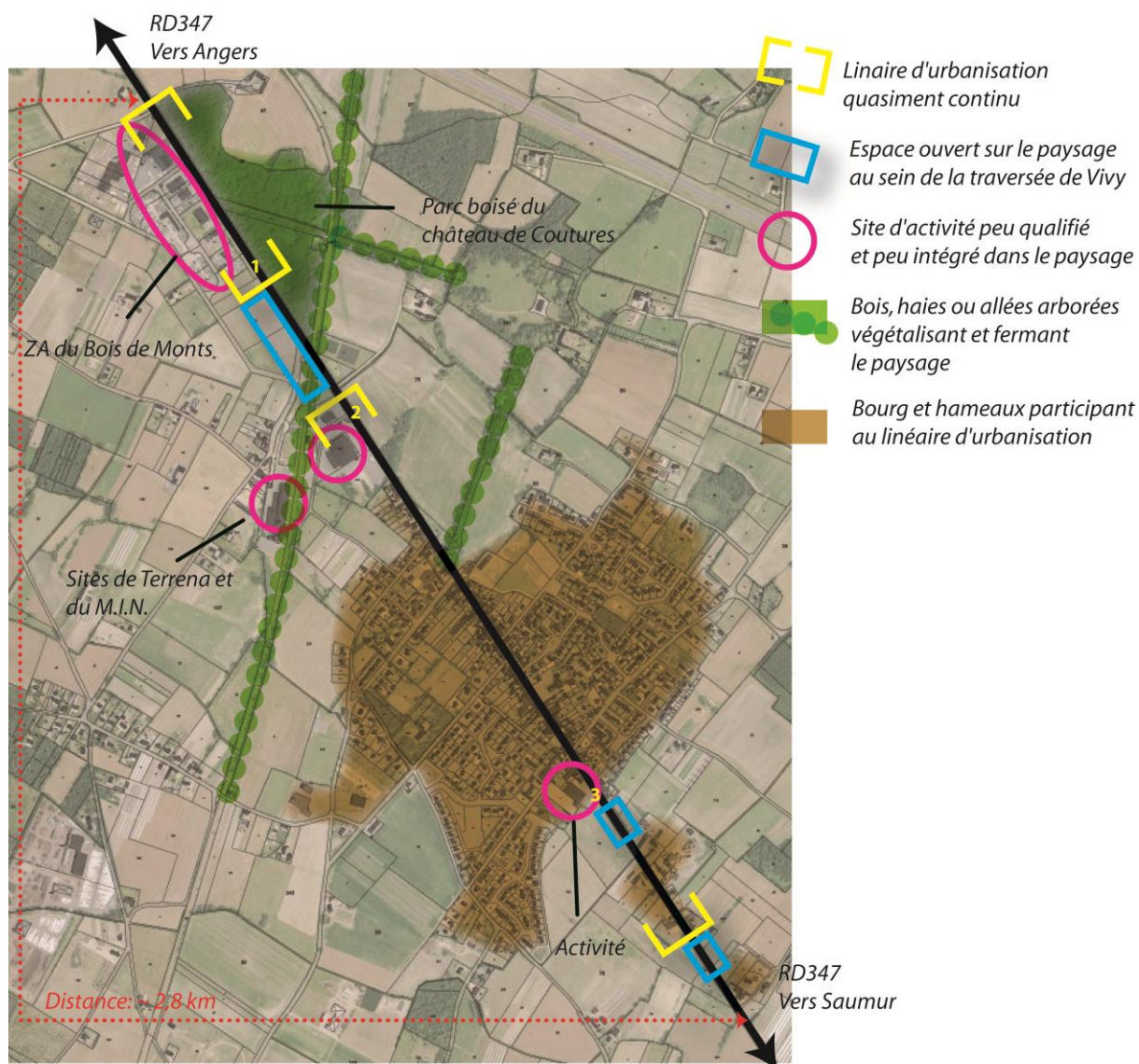


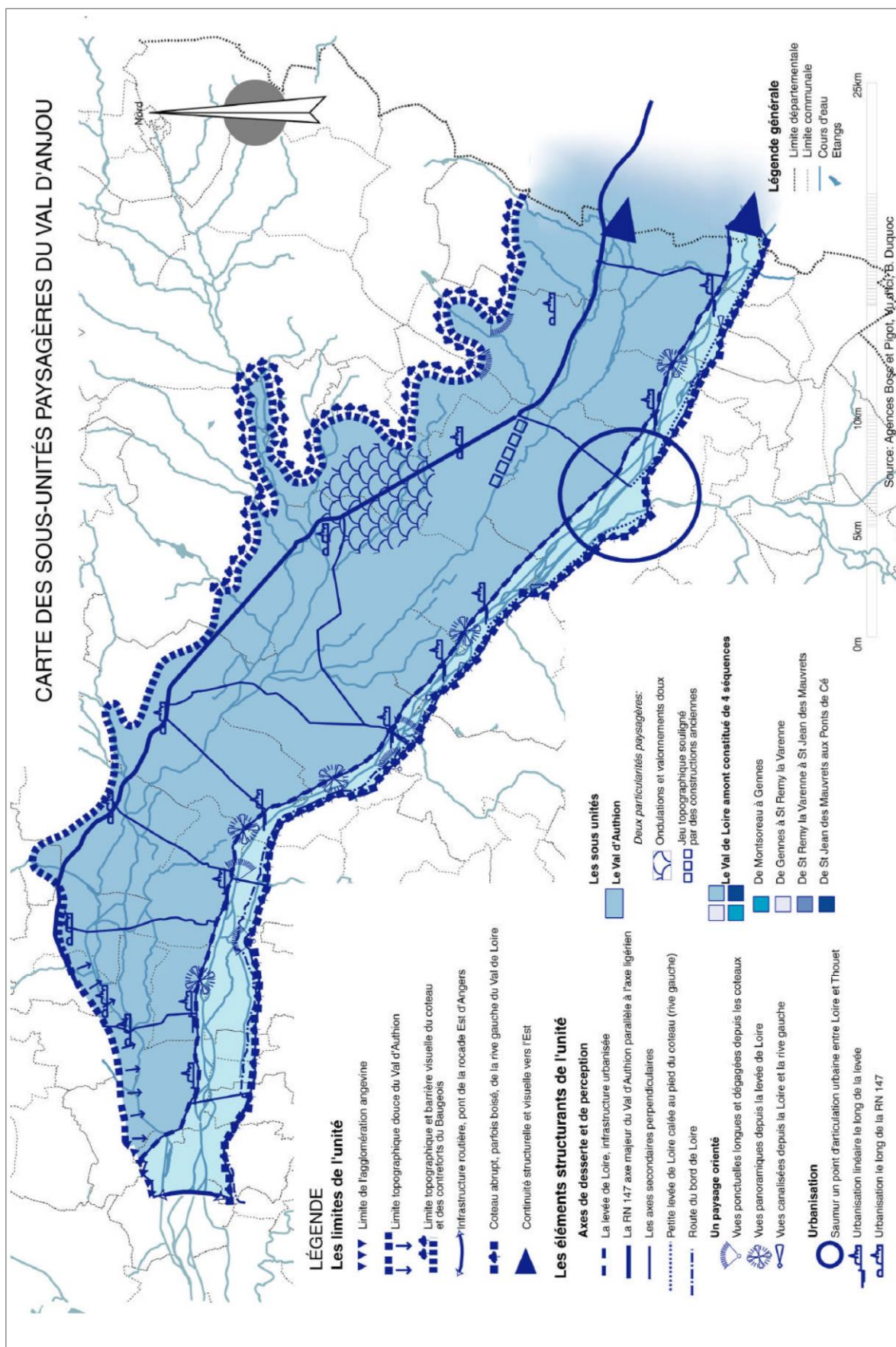
Illustration de la traversée du bourg de Vivy



Entrée de ville nord au croisement de l'Avenue de la Poitevinière

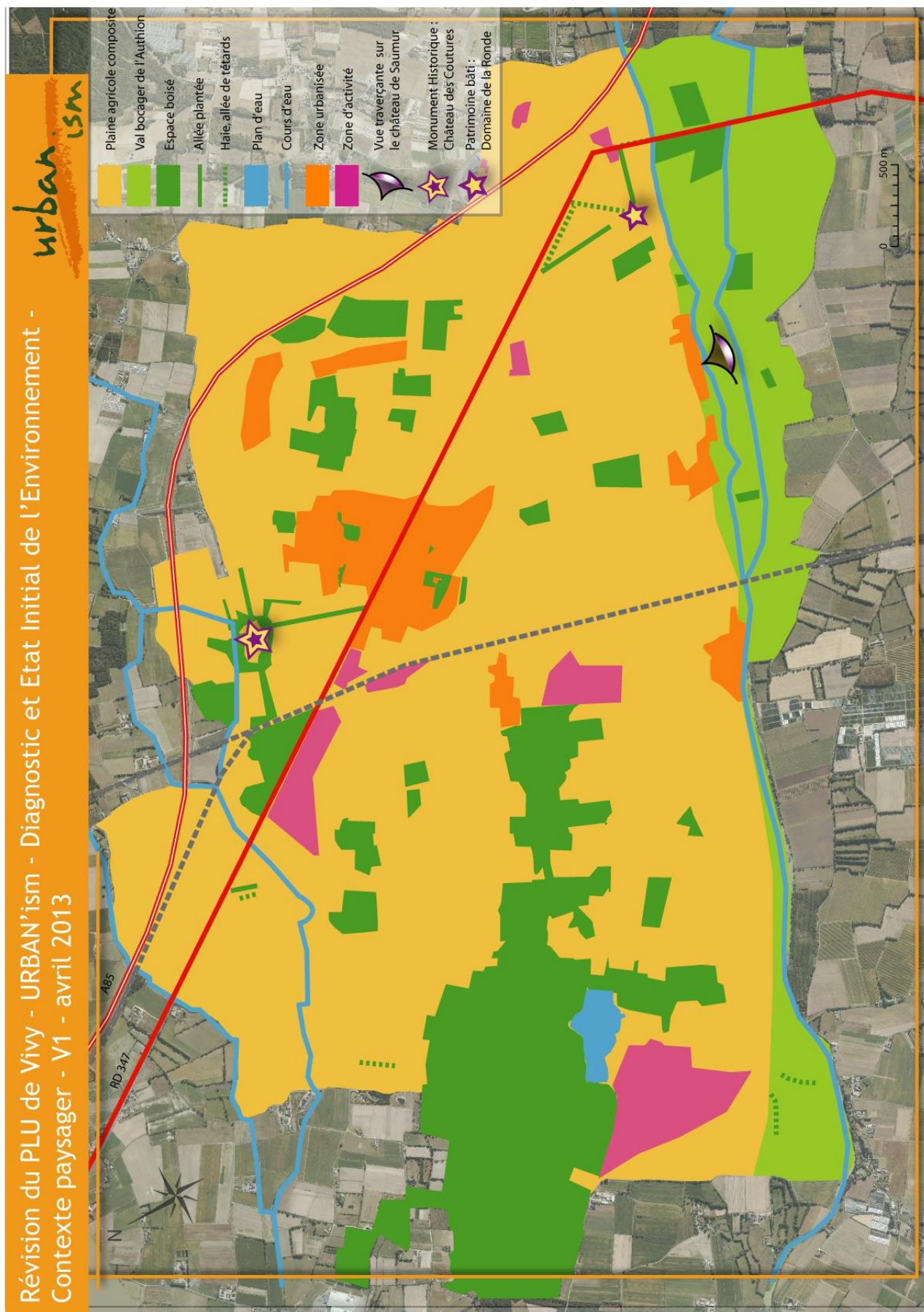
Source : GoogleStreetView, 2013

Enjeu : Il est nécessaire de favoriser dans le PLU les aménagements possibles permettant d'améliorer la qualité paysagère de la traversée du bourg ainsi que les aménagements d'entrée d'agglomération.



Carte 15 : Carte des sous-unités paysagères du Val d'Anjou

Source : Atlas des Paysages de Maine-et-Loire



Carte 16 : Contexte paysager

IV. PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL

A. LES ENTITÉS ARCHÉOLOGIQUES

La commune compte divers sites, et indices de sites, parsemés sur son territoire, relevant d'un intérêt historique et culturel reconnu. Les secteurs concernés sont identifiés comme **zones de sensibilité archéologique** aussi doivent-elles faire l'objet d'une trame particulière au sein des documents graphiques du PLU. Ainsi, plusieurs entités archéologiques sont recensées :

- N°1811039 – Les Monteaux 3 (foyer)
- N°1814289 – Le Pont Barré Vivy VII (puits)
- N°1816520 – Rue Maurice Ravel (fossés)
- N°181993 – Le Vieux Bourg I
- N°181994 – La Pichonnière
- N°181995 – La Gagnerie
- N°181996 – Les Trois Cocardes
- N°181997 – Le Port
- N°181998 – La Maison Neuve
- N°181999 – Les Epinettes – Le Champ Robin
- N°182000 – Les Epinettes (villa)
- N°182001 – Les Bigottières (bâtiment)
- N°182002 – Le Vieux Bourg (église)
- N°182497 – Le Gué d'Arcy
- N°182498 – Le Port
- N°18594 – La Pierre Saint-Doucelin (bloc)
- N°186018 – Nazé (maison forte)
- N°186386 – (chemin)
- N°186593 – La Prezaye (demeure)
- N°18836 – Le Pont du Gué d'Arcy
- N°188258 – Le Moulin de Placé (silo)
- N°188259 – La Croix de Placé (silo)
- N°188260 – Le Clou Doré (silo)
- N°188261 – Les Petites Coutures (fosse)
- N°188262 – Les Petites Coutures (chemin)
- N°188263 – Montquartier 1 (fosse)
- N°188436 – Le Pont Barré Vivy VII
- N°188437 – Le Perray 2
- N°188438 – Montquartier 2 (puits)
- N°188462 – Le Perray 1 (puits)
- N°189058 – Les Monteaux 2

B. LE PATRIMOINE BÂTI PROTÉGÉ



Photographie 6 : Château des Coutures

Source : cartes-postales.delcampe.fr

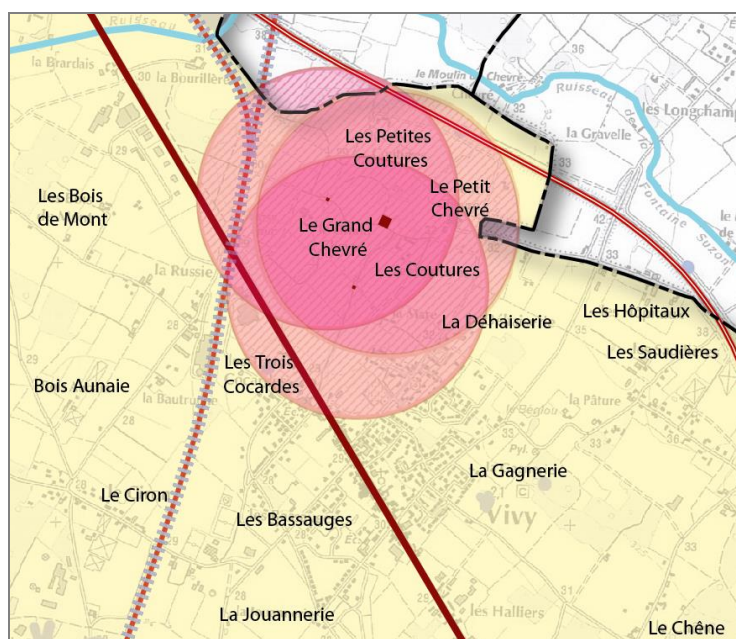
Vivy possède un édifice inscrit partiellement au titre des monuments historiques depuis le 15 novembre 1996, le **Château des Coutures**. Ce monument néo-classique a été édifié entre 1835 et 1841 par l'architecte nantais Gilee. Ses communs et sa ferme ont été construits deux ans après l'achèvement des travaux du bâtiment principal, puis complétés par de nouvelles constructions en 1882 et 1901.

Les façades et les toitures de l'ensemble des bâtiments composant le château, le jardin potager, la basse-cour et les allées ouvrant les perspectives sur le château, ainsi que les grilles de clôture sont inscrits. Un périmètre de protection de 500 mètres autour des éléments inscrits permet la protection de l'ensemble du site, la ferme, les communs, la maison et l'élévation y compris (cf. cartographie).



Photographie 7 : Domaine du Château des Coutures

Source : Géoportail



Carte 17 : Périmètre de protection de 500m autour du Château des Coutures

Jouxtant, la commune de Saumur, Vivy doit tenir compte dans ses projets de territoire, de l'existence d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager afin de conserver une cohérence à l'échelle de du Val d'Authion.

C. PATRIMOINE BÂTI NON PROTÉGÉ MAIS D'INTÉRÊT RECONNU

La qualité du patrimoine bâti de la commune repose également sur la présence de **nombreux édifices remarquables non protégés** mais dont l'intérêt a été relevé notamment par l'action du service départemental de l'inventaire du patrimoine qui cherche à améliorer la connaissance en matière de patrimoines et notamment de patrimoine présentant un intérêt architectural ou historique avéré. Aussi, suite à un inventaire normalisé, 24 édifices ou ensembles ont été sélectionnés pour leur intérêt patrimonial. La base de données Mérimée (base de données de référence du Ministère de la Culture et du Patrimoine) liste ces bâtiments.

Localisation	Edifice/site	Epoque
Place de l'Eglise	Eglise paroissiale Saint-Paul	19 ^{ème} siècle
Rue de la Jouannerie	Ecole primaire (école de filles)	19 ^{ème} siècle
16 rue Nationale	Maison	19 ^{ème} siècle
45 rue Nationale	Maison	19 ^{ème} siècle
46, 48 rue Nationale	Maison	19 ^{ème} siècle
47 rue Nationale	Maison	19 ^{ème} siècle
65 rue Nationale	Maison	19 ^{ème} siècle
	Château des Coutures	19 ^{ème} siècle
La Ronde	Maison de maître	17 ^{ème} siècle
Les Saudières	Maison de maître dite le pavillon des Saudières	18 ^{ème} – 19 ^{ème} siècle
Les Saudières	Ferme	18 ^{ème} – 19 ^{ème} siècle
Petit Bois	Ferme	19 ^{ème} siècle
La Présaie	Manoir Saint-Martin, Château	15 ^{ème} – 16 ^{ème} – 18 ^{ème} – 19 ^{ème} siècle
Les Bassauges	Manoir	18 ^{ème} – 19 ^{ème} siècle
Le Vieux-Bourg	Croix de chemin	17 ^{ème} – 19 ^{ème} siècle
Vivy	Presbytère	19 ^{ème} siècle
Les Coutures	Château	19 ^{ème} – 20 ^{ème} siècle
	Ecart, Village	18 ^{ème} – 19 ^{ème} siècle
Le Vieux-Bourg	Village le Vieux Vivy	17 ^{ème} – 18 ^{ème} siècle
Naze	Manoir Notre-Dame-de-Bon-Réconfort	19 ^{ème} siècle
Le Marchebot	Ecart	18 ^{ème} siècle
Rougé	Manoir	16 ^{ème} - 18 ^{ème} - 19 ^{ème} siècle
	Maisons et fermes	17 ^{ème} - 18 ^{ème} - 19 ^{ème} siècle
	Présentation de la commune	

Tableau 2 : Base de données Mérimée

Ainsi, l'**Eglise paroissiale Saint-Paul**, le **Presbytère**, la **Mairie** ou encore l'**école primaire (école de filles)** rue de la Jouannerie et **plusieurs maisons** rue Nationale aux n° 16, 45, 46, 47, 48 et 65 sont autant d'éléments marquants du paysage en centre-bourg par leur architecture imposante en tufeau et pierre de taille.

D'autres entités, en-dehors du bourg, sont également à remarquer. En effet, outre certains **écarts**, des **fermes**, des **manoirs** et des **maisons de maîtres** parsemés sur le territoire communal offrent au paysage local un caractère particulier.

Le hameau dit du « Vieux-Bourg » matérialise l'emplacement du village initial de Vivy situé le long de l'Authion qui comprenait une église, détruite en 1846, ainsi qu'un presbytère et quelques maisons des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles qui subsistent aujourd'hui. La **Croix de chemin** qui y avait été dressée en pierre de taille en 1650, et refaite en 1880, existe toujours.



Photographie 8 : Croix de Chemin au Vieux-Bourg

L'insalubrité du Vieux Vivy et son isolement réprouvés par ses habitants dès la fin du XVIII^{ème} siècle entraînèrent son transfert vers le Nord, au bord de la route reliant Saumur à Longué. En 1804, une auberge et un relai de poste s'installent au lieu-dit « Les deux sœurs », suivront en 1832 la Mairie et l'école de garçons, la nouvelle église en 1846 puis le presbytère en 1851 et l'école de filles en 1857.

Parallèlement à l'implantation de ces édifices publics, de nombreuses habitations voient le jour de part et d'autre de l'axe sur près d'un kilomètre formant un village rue. La base de données Mérimée fait également état d'un intérêt particulier pour l'écart « **Le Marchebot** » qui est formé de trois maisons, de parties agricoles et de puits communs du XVIII^{ème} siècle. La façade de la maison Nord a été remaniée au XX^{ème} siècle. Le four à pain et le bâtiment situés de part et d'autre de la maison Sud ont quant à eux été détruits.

Les maisons de maître aux lieux-dits « La Ronde » et « Les Saudières » datent respectivement des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. La première se situe au Sud-Est de Vivy, à l'entrée par la RD 347, au rond-point desservant les routes départementales menant à Bourgueil et à Vernantes. Son architecture a cependant été dénaturée au cours du XX^{ème} siècle. L'édifice abrite aujourd'hui un restaurant, le Relais de la Ronde. La seconde, dit « pavillon des Saudières », est en pierre de taille pour le gros œuvre et la façade Sud. Les autres parties ainsi que les dépendances sont édifiées en moellon. L'ensemble a été restauré.



Photographie 9 : Pavillon des Saudières

Les fermes présentant un intérêt patrimonial sont localisées au lieu-dit « Les Saudières » ainsi qu'au « Petit Bois ». La première, plus ancienne, date du XVIII^{ème} siècle. Elle a été agrandie courant du XIX^{ème} par l'ajout d'une étable à chevaux, d'une remise et d'une porcherie. L'autre a été construite dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Cette dernière se compose d'une cour, d'étables et d'une remise. Elle possède également un four à pain. Son escalier de distribution extérieur lui confère un caractère particulier. Une troisième ferme construite entre le XVII^{ème} et le XX^{ème} siècle est également référencée dans la base de données Mérimée.

Quatre manoirs sont recensés sur la commune :

- Le **Manoir Saint-Martin**, situé au lieu-dit « La Présaie », a été construit durant la première moitié du XV^{ème} siècle mais a connu jusqu'au XIX^{ème} siècle diverses modifications tant dans sa structure que dans sa destination. En effet, le manoir initial de la Présaie se composait de deux bâtiments au Nord et d'une Chapelle dédiée à Saint Martin au Sud. Au cours de la deuxième moitié du XVI^{ème} siècle, la morphologie du lieu a évolué laissant désormais apparaître un château constitué des deux entités initiales reliées par un logis agrémenté d'une tour carrée au Sud-Ouest et d'un colombier à l'angle Sud-Est de la cour dont il ne reste aujourd'hui que la base. L'ensemble devait être entouré de fossés dont les vestiges sont encore visibles côté Ouest. Le site exploité pendant longtemps comme ferme comporte également des parties agricoles, qui quant à elles sont plus récentes, des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Cependant, un incendie a détruit en 1983 l'ensemble des charpentes et toitures.



Photographie 10 : Manoir Saint-Martin

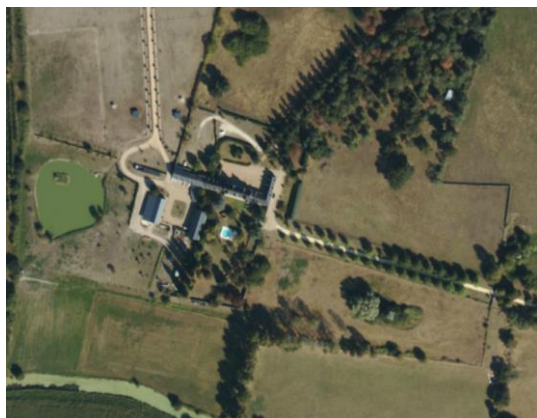
- Le **Manoir des « Bassauges »** relevait de la baronnie de Blou en 1460 mais son logis et les douves qui subsistent encore aujourd'hui sont plus récents (deuxième moitié du XVIII^{ème}). L'ensemble a été transformé en maison bourgeoise dans la deuxième moitié du XIX^{ème} par l'édification d'un corps en rez-de-chaussée surplombé d'une terrasse et de deux pavillons latéraux. Les parties agricoles ont aujourd'hui disparues.

- Le **Manoir Notre-Dame-de-Bon-Réconfort** au lieu-dit « Nazé » est mentionné comme fief et seigneurie au XII^{ème} siècle. La chapelle et le bâtiment Ouest du logis qui composent le site présentent des vestiges du XVI^{ème} siècle mais l'ensemble a été reconstruit autour de 1830 pour le Colonel Charles Salmon de Clerval dont les armoiries sont gravées au pignon.

- Le **Manoir du « Rougé »** a trouvé la forme qu'on lui connaît aujourd'hui après deux modifications successives. Tout d'abord, la façade du logis initial datant de 1564 a été reprise autour de 1768 en même temps que la construction des communs. Puis, au XIX^{ème} siècle, le bâtiment reliant le logis à l'aile Nord-Est des communs a été détruit parallèlement à la construction des porcheries et de la remise Sud.

La connaissance du patrimoine architectural médiéval angevin acquise par le service archéologique départemental lui permet d'intervenir à titre de conseil pour accompagner certaines restaurations.

Par ailleurs, le Département de Maine-et-Loire a mis en place depuis 2007 une **mission d'étude et de valorisation sur les parc et jardins remarquables du département**. Le parc et le château des Coutures font partie de cet inventaire. D'autres parcs et jardins représentent un intérêt particulier à ce titre : La Présaie, La Ronde, Nazé et Rougé.



Photographie 11 : Domaine de La Ronde

Source : Géoportail

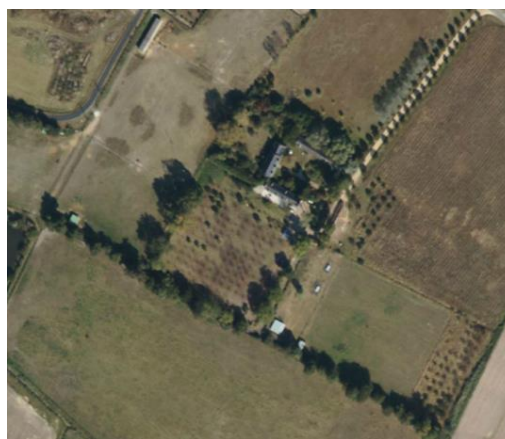


Photographie 12 : Allée plantée du Domaine de La Ronde



Photographie 13 : La Présaie

Source : Géoportail



Photographie 14 : Le Rougé

Source : Géoportail



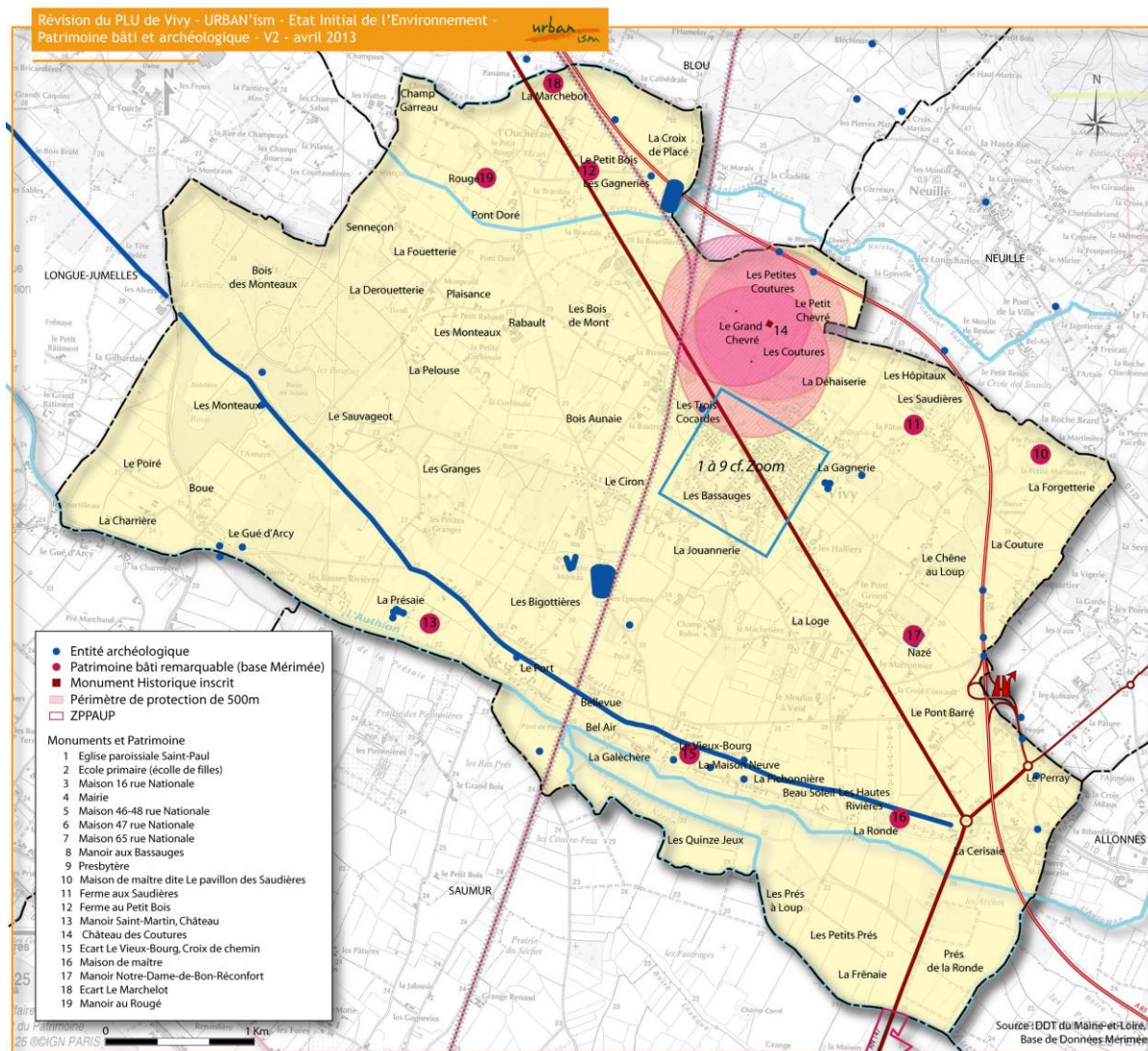
Photographie 15 : Château de Nazé

Source : Google Map

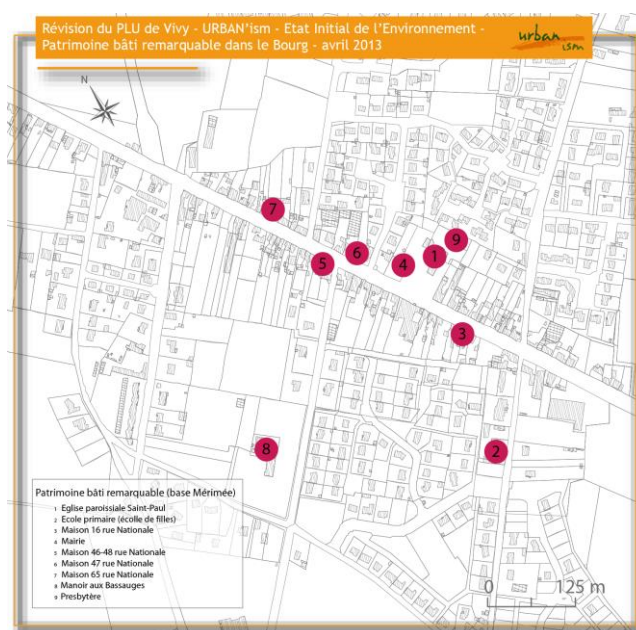


Photographie 16 : Parc et jardins du Château de Nazé

Source : Géoportail



Carte 18 : Contexte patrimonial de Vivy



Carte 19 : Patrimoine bâti en centre-bourg

L'intérêt patrimonial de la commune repose également sur l'existence d'une **identité architecturale** liée aux matériaux utilisés (tuf pour les façades avec parfois de belles frises, toitures en ardoises), à la colorimétrie (façades claires, toitures foncées), à la volumétrie (R+1 à R+2 principalement dans le centre bourg). La présence d'un **patrimoine vernaculaire** ponctuellement présent sur le territoire de la commune est le témoin de pratiques passées avec ses moulins, loges de vigne, four à pain, puits, croix de chemin... ainsi que sur **des curiosités locales** telles que la statue équestre en bordure de l'A 85 et l'éolienne du rond point de la ronde



Photographie 17 : Statue équestre (Sculpture ARCHEVAL)



Photographie 18 : Eolienne de la Ronde

D. ATTENTES DE L'ÉTAT ET ENJEUX EN MATIÈRE DE PROTECTION DU PATRIMOINE

« La partie diagnostic du rapport de présentation devra reprendre les informations relatives au patrimoine archéologique identifié sur le territoire communal : localisation des entités et description de la sensibilité archéologique de la commune.

Les documents graphiques feront apparaître, par une trame particulière, le périmètre des espaces sensibles du point de vue de l'archéologie.

Le règlement reprendra les dispositions relatives, en particulier, à l'obligation de déclarer toute découverte fortuite de vestiges archéologiques mentionnée à l'article L.531-14 du code du patrimoine et reprise à l'article L. 112-7 du code de la construction et de l'habitation. Il mentionnera également les dispositions de l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme, modifié par le décret du 5 janvier 2007.

La deuxième partie du rapport de présentation devra justifier les orientations du PADD et les mesures réglementaires adoptées pour assurer la préservation du patrimoine archéologique. » (Source : Porter à la connaissance du 12 septembre 2012)

Enjeux :

- ➔ Le patrimoine culturel et paysager doit s'inscrire dans l'identité communale et la valorisation d'espaces d'animation et de vie publique semble à intégrer.
- ➔ Des dispositions réglementaires visant à préserver les champs visuels et les perspectives monumentales, à protéger les éléments remarquables et à maîtriser et intégrer les formes urbaines dans le tissu existant doivent être prises.

V. RISQUES MAJEURS

La commune de Vivy est soumise à divers risques majeurs répertoriés dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM). En effet, elle est concernée par des risques naturels mais également par des risques technologiques.

A. RISQUES NATURELS

1. Risque d'inondations

La commune de Vivy est concernée par le **Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) Val d'Authion** approuvé le 29 novembre 2000 et partiellement révisé, pour six communes dont Vivy, le 22 mai 2006. Ce PPRI doit être à nouveau révisé courant du deuxième semestre 2013.

Le PPRI vaut servitude d'utilité publique c'est pourquoi **le PLU doit en tenir compte en adaptant les dispositions réglementaires dans les secteurs concernés.**

Le PPRI comporte :

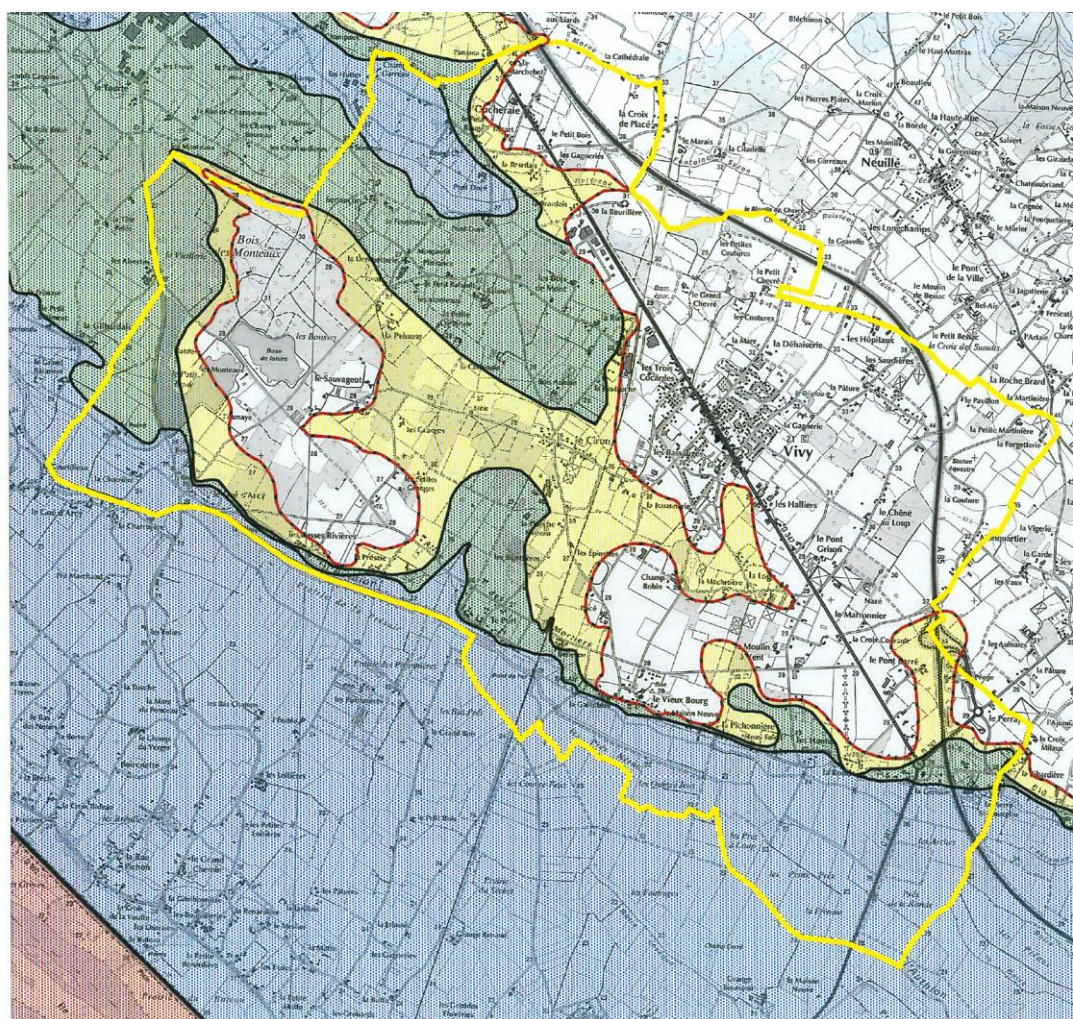
- Un rapport de présentation qui explique le cadre d'intervention et la portée de la politique de prévention des risques ainsi que le contexte local, géographique et historique, et ainsi l'étendu du risque dans les périmètres délimités,
- Un document graphique qui délimite les zones d'aléa en fonction de leur degré d'exposition,
- Un règlement qui fixe les conditions dans lesquelles des aménagements et des constructions peuvent être réalisés dans les différentes zones et qui préconise les mesures de préventions, de protection et de sauvegarde à prendre ainsi que les mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des constructions, des ouvrages et des espaces mis en culture ou plantés.

Quatre niveaux d'aléas existent en fonction de la profondeur de submersion et de la vitesse de l'eau dans le champ d'inondation de la Loire :

- **Le secteur d'aléa très fort** : il correspond au lit endigué du fleuve où la profondeur de submersion est supérieure à 2 m et la vitesse du courant moyenne à forte.
- **Le secteur d'aléa fort** : la profondeur de submersion est supérieure à 2 m (avec une vitesse du courant nulle à faible) ou comprise entre 1 et 2 m avec des risques de vitesse marquée.
- **Le secteur d'aléa moyen** : la profondeur de submersion est inférieure à 1 m avec une vitesse du courant marquée ou comprise entre 1 et 2 m avec une vitesse nulle ou faible.
- **Le secteur d'aléa faible** : ces surfaces sont localisées en marge du val et sur les parties hautes des bombements topographiques qui jalonnent le bord du fleuve, sur lesquels a souvent pris place l'urbanisation ancienne.

A chacune des zones d'aléas s'applique un règlement.

En ce qui concerne Vivy, elle n'est pas concernée par l'aléa très fort. Toutefois, **59,3% de son territoire est en zone inondable**, le bois des Monteaux ainsi que le Vieux Bourg pour partie et le Nord de la RD 347 et donc le bourg, étant épargnés.



Fond cartographique SCAN25 IGN 2007



0 500 1000
Mètres

Source : Porter à la connaissance du 12 septembre 2012

Carte 20 : Risque inondation à Vivy

De plus, à partir de la connaissance des plus hautes eaux connues, le PPRI définit deux types de zone :

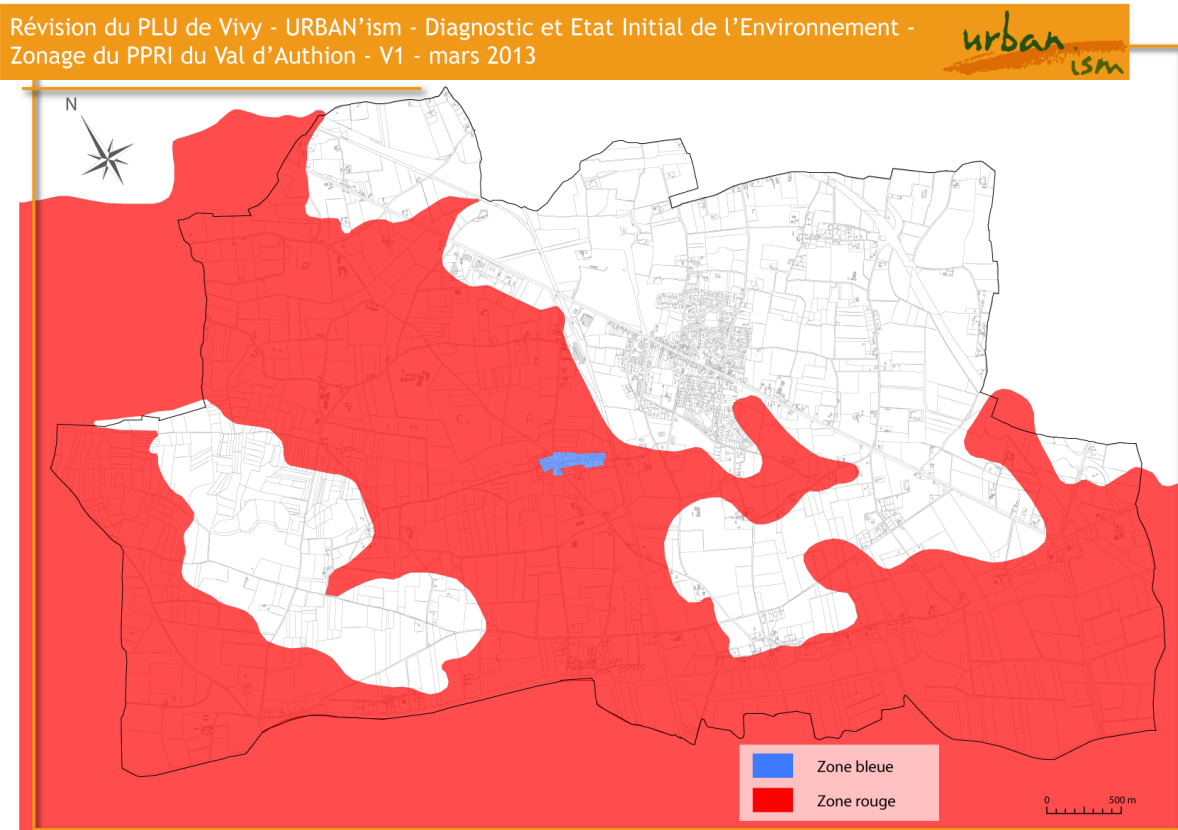
- **La zone rouge** correspondant au champ d'expansion des crues à préserver de toute urbanisation nouvelle afin de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et d'assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens.

- **Les zones bleues**, constituant le reste de la zone inondable pour lesquelles, compte tenu de leur caractère urbain marqué et des enjeux de sécurité, les objectifs sont :

- la limitation de la densité de population,
- la limitation des biens exposés,
- la réduction de la vulnérabilité des constructions dans le cas où celles-ci pourraient être autorisées.

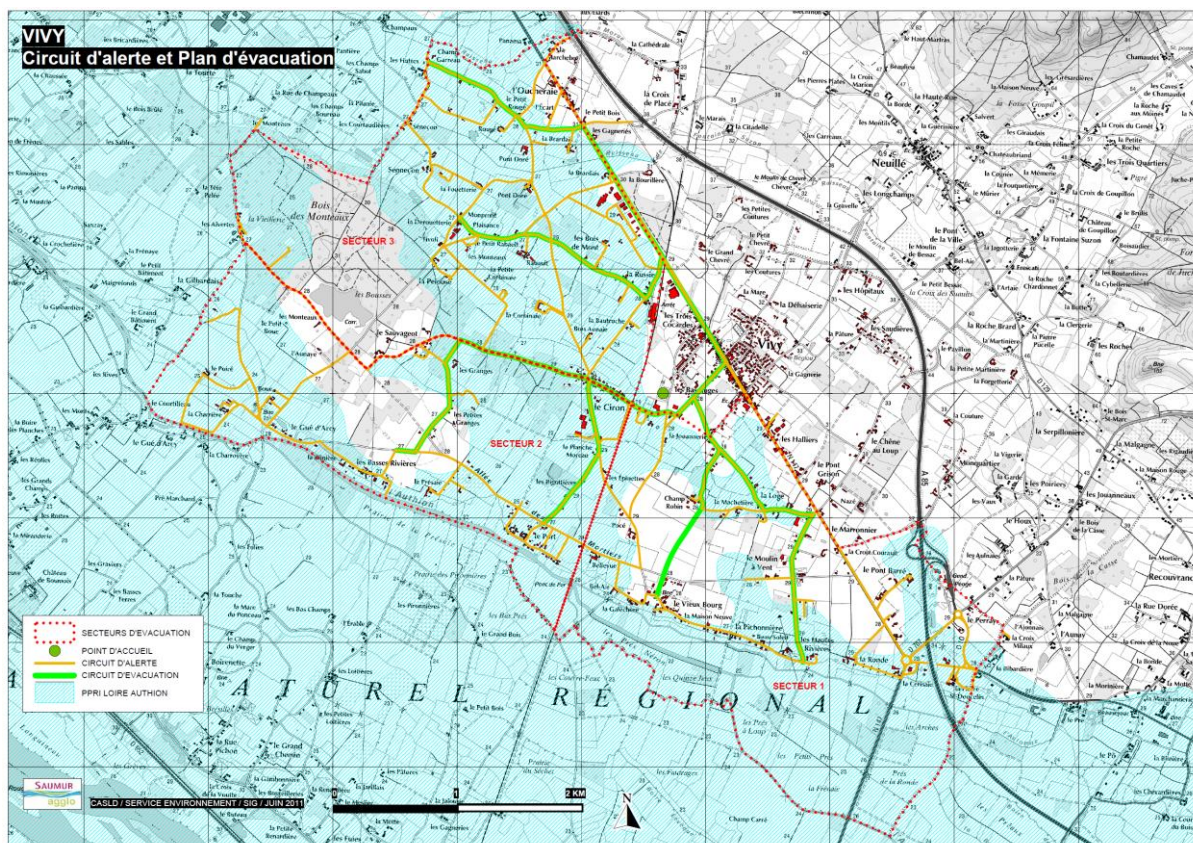
La quasi-totalité des zones construites au sud de la RD 347 sont donc placées en zone rouge excepté une partie du Vieux-Bourg et de Champ-Robin, le Moulin à Vent, La Croix Courault et la Maronnier ainsi que certaine construction au Sud de Bois des Monteaux. Le secteur de la Ronde est également fortement exposé. Le Centre-Bourg de Vivy, au même titre que le Nord de la RD 347, ne sont globalement pas concernés par le risque inondation.

Sur l'ensemble de la zone inondable de Vivy, seul le canton du Ciron est en zone bleue.



Carte 21 : Zonage du PPRI du Val d'Authion

Le plan communal de sauvegarde a été approuvé à l'unanimité par le Conseil Municipal le 26 mai 2011, le rendant ainsi applicable en cas de besoin. En effet, recensant les différents points d'accueil et les circuits d'évacuation à emprunter rattachés à trois secteurs, **il permet d'anticiper l'organisation d'éventuelles évacuations et ainsi d'améliorer la qualité des interventions en cas de nécessité.**



Carte 22 : Plan d'évacuation de Vivy

L'Etat, garant de la sécurité publique, a récemment défini une politique de gestion de l'urbanisation dans les zones inondables dans un souci de développement durable et de protection maximale des personnes et des biens.

Les objectifs fixés par le Plan Loire Grandeur Nature ont pour priorité fondamentale la sécurité des personnes. Le programme décidé comporte entre autre le contrôle strict de l'extension de l'urbanisation.

Cette **nouvelle politique de l'Etat dans les zones inondables** a pour objectifs :

- d'interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement, et de les limiter dans les autres zones inondables ;
- de préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées à l'amont et à l'aval ;
- de sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées

Enjeu : Il convient donc de **préserver les secteurs en zone rouge de toute urbanisation nouvelle** afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

2. Risque de mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau et de l'homme.

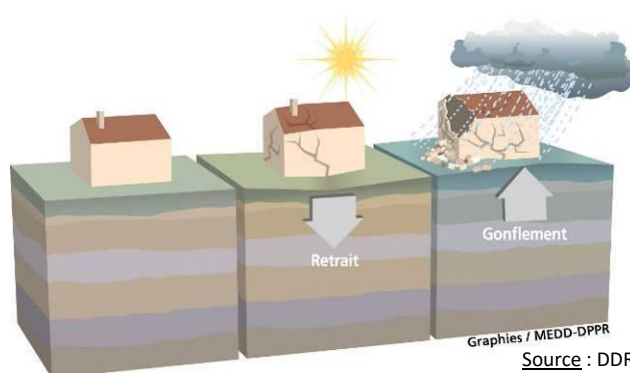
a) Cavités

L'Atlas des cavités souterraines de la région saumuroise de septembre 2010 ne recense aucune cavité sur le territoire communal alors que le site bdcavite du BRGM en recenserait une sans en préciser le type.

b) Retrait-gonflement des argiles

En fonction des conditions météorologiques et de la modification de la teneur en eau, le volume des sols argileux superficiels peut varier. Ainsi, on constate un retrait en période de sécheresse et un gonflement au retour des pluies.

Ce risque naturel, généralement consécutif aux périodes de sécheresse, peut entraîner des dégâts importants sur les constructions : fissurations en façade souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures.



Source : DDRM Maine-et-Loire, 2008

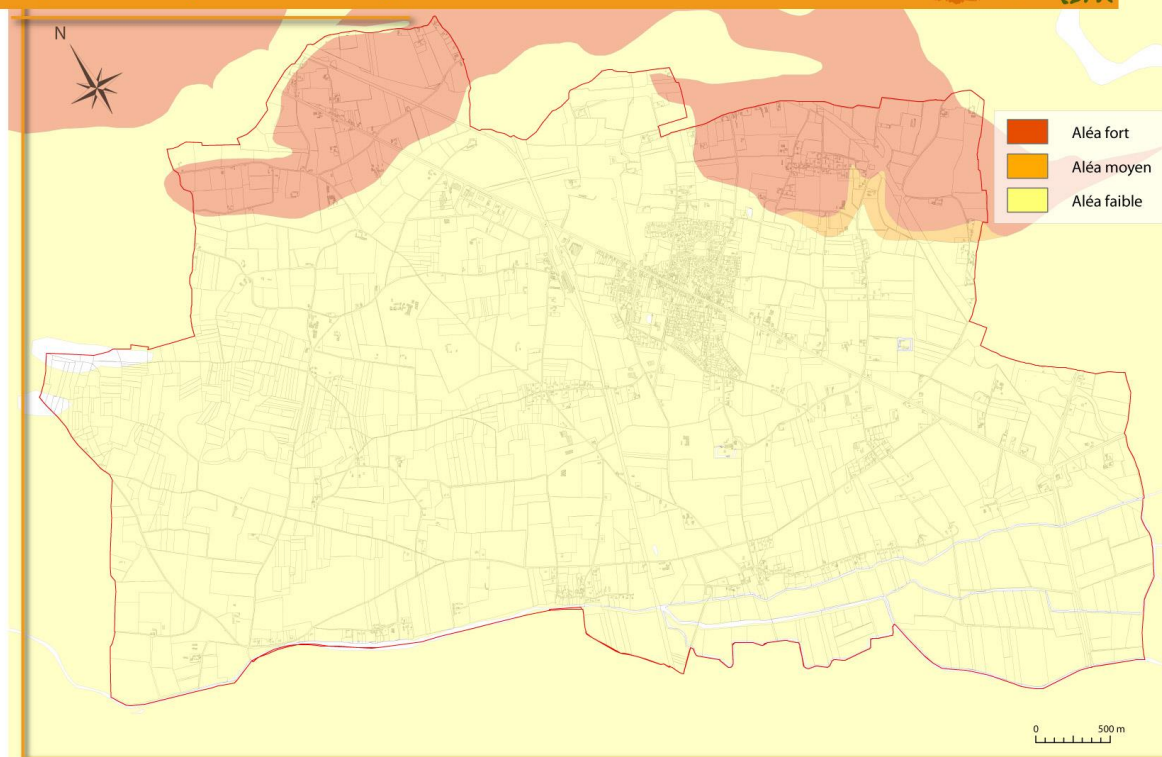
Figure 3 : Schématisation du phénomène de retrait-gonflement des argiles

Le risque de retrait-gonflement des argiles est gradué selon une échelle d'aléas variant de nul à fort. Les zones où l'aléa retrait-gonflement est qualifié de fort sont celles où la probabilité de survenance d'un sinistre sera la plus élevée et où l'intensité des phénomènes attendus est la plus forte.

Le Maine-et-Loire est concerné par le risque de retrait-gonflement des argiles susceptibles d'affecter les constructions. La commune de Vivy n'y échappe pas puisque, selon le BRGM, **son territoire est concerné principalement par un aléa faible et sur sa partie Nord et Nord-Est par un aléa moyen à fort**. Ainsi, plusieurs secteurs bâtis sont concernés : l'Oucheraie, la Croix de Place, Le Petit Bois, L'Ecart, le Champ-Rocnouë, le Petit Rougé, Le Champ-Garreau, les Hôpitaux, les Saudières, la Couture, le Pavillon, la Petite Martinière et la Forgetterie.

Révision du PLU de Vivy - URBAN'ism - Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement -
Risque de retrait-gonflement des argiles - V1 - mars 2013

urban
ism

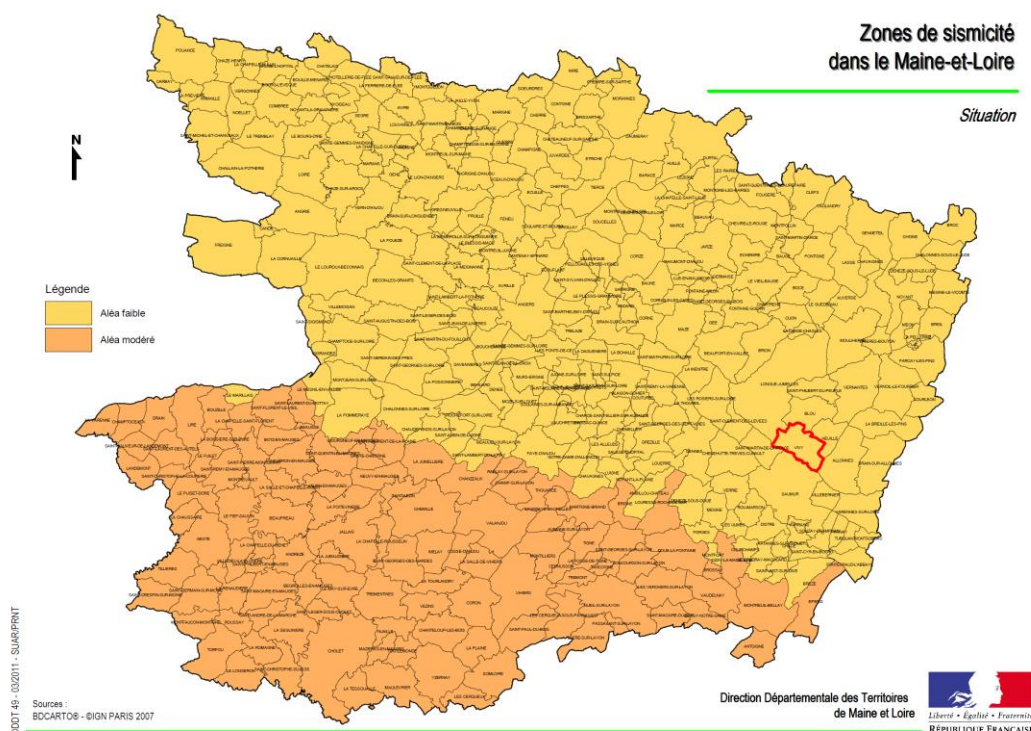


Carte 23 : Risque de retrait-gonflement des argiles à Vivy

Enjeu : Ce classement en aléas moyen à fort implique une vigilance particulière au regard des règles de construction dans ces zones. Les mesures préventives relatives aux modalités de mise en œuvre d'une construction doivent faire l'objet de recommandations. Ainsi, le chapeau du règlement des zones concernées peut indiquer que compte tenu de la nature argileuse des sols, des recommandations doivent être établies pour les dispositions constructives, par exemple d'effectuer une étude géotechnique afin d'adapter les fondations ainsi que les aménagements extérieurs.

c) Risque sismique

Suite à une nouvelle cartographie sismique du département servant de support au futur zonage sismique réglementaire, **la commune de Vivy se trouve en aléa faible.**



Carte 24 : Risque sismique dans le Maine-et-Loire

Enjeu : Les nouvelles règles de construction parasismiques entrées en vigueur à compter du 1^{er} mai 2011 s'appliquent à certaines catégories de nouvelles constructions (établissements scolaires, établissements recevant du public (1^{ère} à 3^{ème} catégorie), bâtiments d'habitation collective, à usage de bureaux, à usage commercial, industriel, sanitaires et sociaux, de sécurité civile,...) ainsi qu'aux travaux de remplacement ou d'ajout d'éléments non structuraux dans des conditions particulières (augmentation ou diminution de la surface hors œuvre nette supérieure à 30%) **et pour certaines catégories de bâtiments anciens** (bâtiments stratégiques : sécurité, défense, télécommunications, production d'eau potable,...).

B. RISQUES INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Maine-et-Loire de 2008 mentionne que le territoire **Vivy n'est directement concerné par aucun risque industriel, technologique, de rupture de barrage ou nucléaire**. En effet, aucun établissement classé SEVESO n'existe sur la commune, le plus proche se situe sur la commune voisine de Longué-Jumelles. De même, elle n'est pas touchée par le risque de rupture de barrage alors que Longué-Jumelles et Blou le sont (barrage de Rillé).

1. Risque de transport de matières dangereuses

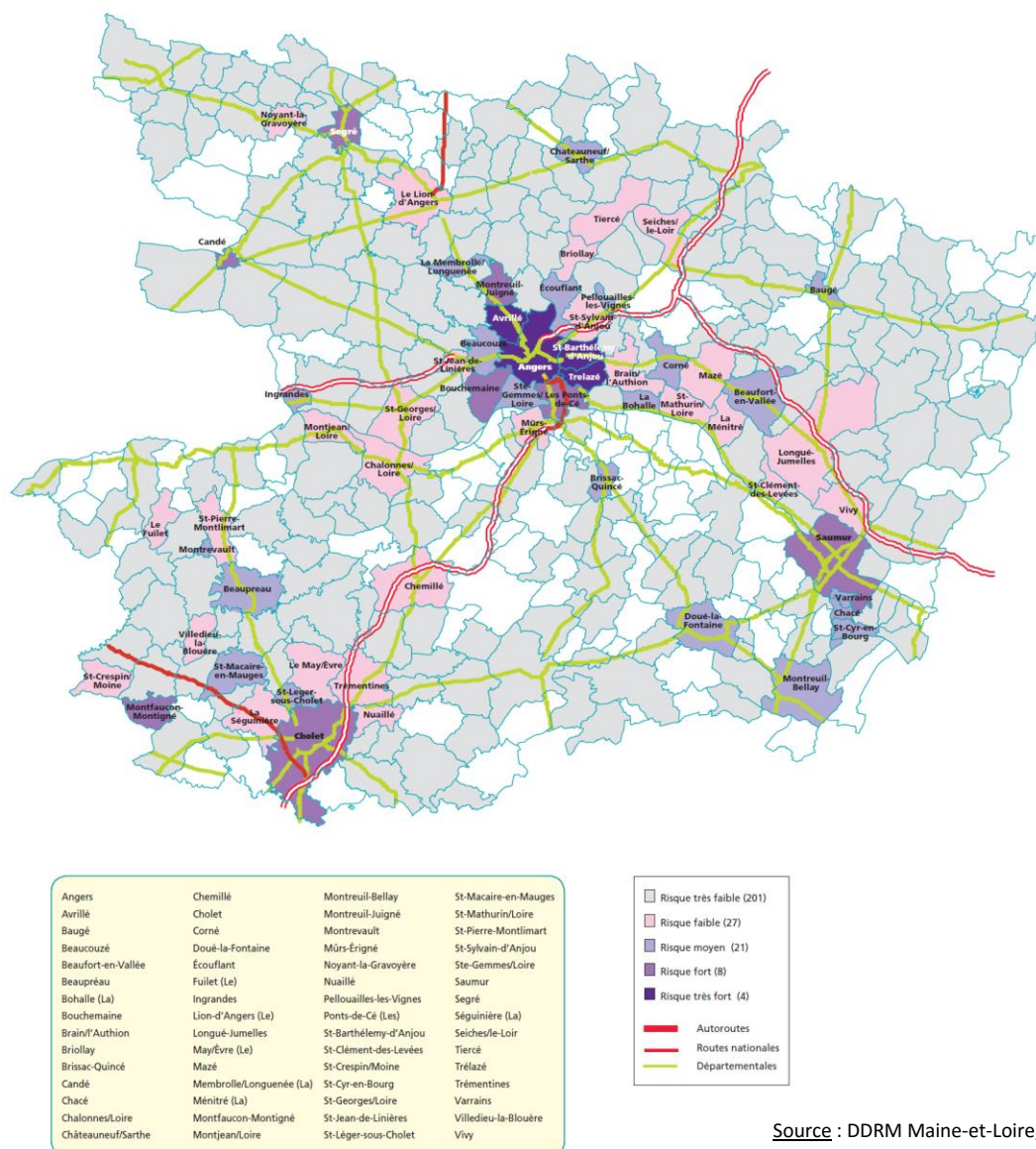
a) Par voie routière ou ferroviaire

Le risque de transport de matières dangereuses serait consécutif à un accident susceptible de se produire par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation. Il existe alors des risques d'explosion, d'incendie (60% des transports de matières dangereuses concernent des liquides inflammables) ou de

dégagement de produits toxiques dans l'atmosphère, l'eau ou le sol.

Les principaux itinéraires sont signalés dans la mesure où ils supportent les plus grands flux de transport de matières dangereuses. Ainsi, dans le département du Maine-et-Loire, des secteurs sont désignés comme plus ou moins à risque que d'autre. Ils se situent principalement sur des zones concentrant les axes majeurs de circulations telles que le long des autoroutes, des nationales et départementales et généralement dans les centres urbains concentrant les structures susceptibles d'avoir recours à des matériaux dangereux.

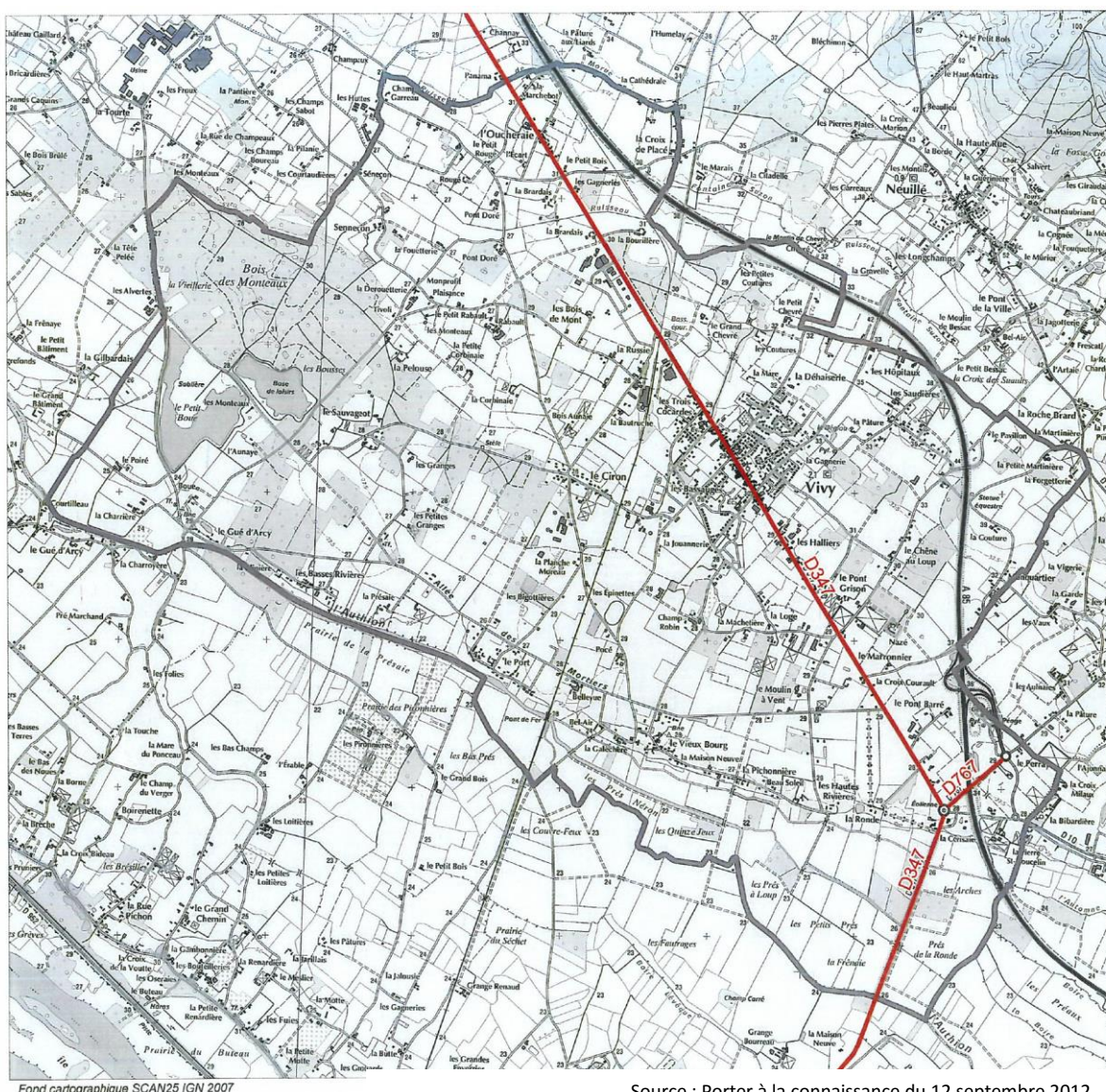
Selon le DDRM du Maine-et-Loire **ce risque est considéré comme faible sur la commune de Vivy.**



Source : DDRM Maine-et-Loire, 2008

Carte 25 : Risque de transports de matières dangereuses dans le Maine-et-Loire

Toutefois, le risque lié au transport de matières dangereuses est majoré le long des axes principaux de communications qui traversent la ville. En effet, deux routes passagères, la RD 347 et la RD 767 ainsi que l'autoroute A 85 passent sur le territoire communal. Selon le recensement de la circulation réalisé par Conseil général du Maine-et-Loire en 2013, la première cumule environ 12 000 véhicules par jour, la deuxième près de 5000 alors que la portion autoroutière en compte 11040 dont 10 à 14% de poids lourds.



Source : Porter à la connaissance du 12 septembre 2012

0 500 1000
Mètres

Carte 26 : Risque lié au transport de matières dangereuses à Vivy

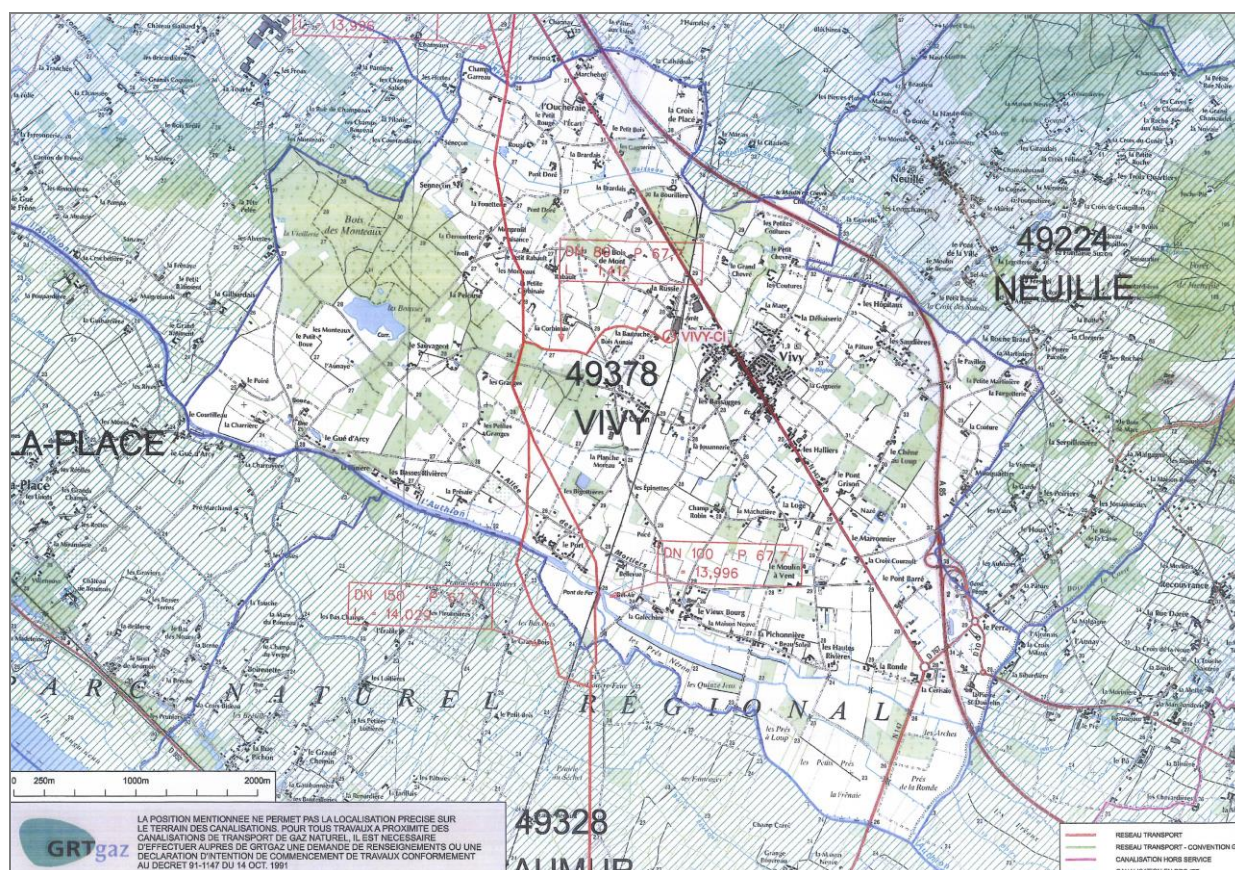
b) Lié au passage de canalisation

Des risques liés au passage de canalisations de transport de gaz est également à prendre en compte. En effet, **trois ouvrages traversent la partie Ouest de la commune et peuvent de ce fait présenter des dangers** pour le voisinage. Cependant, les accidents survenant sont essentiellement issus de dommages liés à des travaux effectués à proximité, d'où l'importance de la sensibilisation des riverains de l'ouvrage.

Exploitant de l'ouvrage	Fluide transporté	Désignation de l'ouvrage	IRE (en m)	PEL (en m)	ELS (en m)
GRT gaz	gaz naturel	Branchement de VIVY CI : DN 80 à 67,7 bar	15	10	5
GRT gaz	gaz naturel	Doublément LONGUE-JUMELLES - SAUMUR : DN 150 à 67,7 bar	45	30	20
GRT gaz	gaz naturel	PONTIGNE - SAUMUR : DN 100 à 67,7 bar	25	15	10

Tableau 3 : Ouvrages traversant Vivy induisant un risque de transport de matières dangereuses

Source : Porter à la Connaissance du 12 septembre 2012



Carte 27 : Réseaux de canalisations induisant un risque de transport de matières dangereuses

Source : Porter à la Connaissance du 12 septembre 2012

Deux scénarii d'accident peuvent être envisagés : la fuite de la canalisation (par fissure ou corrosion) et la rupture franche (par agression externe). Le deuxième cas de figure est le plus redouté et donc le modèle retenu dans le cas où la canalisation n'est pas protégée. La rupture d'une telle conduite pourrait aboutir à l'inflammation du panache de gaz et non à des dégagements toxiques ou à une explosion (produit non toxique et atmosphère non confinée).

Enjeux : Il convient donc d'identifier les secteurs à risque et de rendre compte de la réalité de l'exposition afin d'éviter l'urbanisation à proximité de ces itinéraires et installations et ainsi limiter le risque.

2. Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

La commune de Vivy compte une installation classée soumise à autorisation. En effet, la carrière exploitant sables et graviers située au Bois des Monteaux bénéficie d'une autorisation d'exploiter depuis janvier 1985 au profit de la Société TPPL. Cette autorisation a été renouvelée et étendue en février 1998 avant la dernière extension accordée le 27 juillet 2005 par arrêté préfectoral. **L'emprise globale de l'installation couvre aujourd'hui environ cinquante hectares du territoire communal.** (Source : Porter à la Connaissance du 12 septembre 2012)

L'instruction des ICPE relève de la compétence de l'Etat et leur législation est indépendante du code de l'urbanisme. Toutefois, constituant un mode particulier d'affectation des sols, elles peuvent être réglementées par le PLU à ce titre.

Enjeux : Les documents graphiques et le règlement pourront interdire ou soumettre à conditions spéciales les constructions et installation dans les secteurs concernés en justifiant les orientations du PADD en termes de délimitation de zones d'activités pour éviter toute l'implantation d'installations susceptibles de présenter des dangers ou des nuisances dans des secteurs au titre de l'environnement ou à proximité de zones habitées.

VI. POLLUTIONS ET NUISANCES

A. REGISTRE FRANÇAIS DES ÉMISSIONS POLLUANTES

Le registre français des émissions polluantes a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production de déchets dangereux des installations industrielles et des élevages. Ce registre, réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau, contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement.

Sur la commune de Vivy, **un établissement est inscrit au registre français des émissions polluantes**, Falienor – Terreaux de France qui extrait des minéraux pour l'industrie chimique et des engrais naturels et rejette ses émissions dans l'eau (émissions directes dans le milieu naturel et indirectes dans la station d'épuration). Elle est toutefois soumise à des réglementations, les directives 2003/87/CE (quota CO2), 96/61/CE (IPPC) et GIC 2001/80/CE.

B. POLLUTION DES SOLS

La pression démographique et la concentration des populations dans les zones urbanisées créent une demande foncière forte : des terrains laissés sans usage depuis de nombreuses années sont alors redécouverts, parfois pour y implanter de nouvelles activités industrielles, mais également pour y construire de l'habitat. La découverte de pollutions oubliées à cette occasion appelle une réponse adaptée à ces enjeux qui sont au croisement des préoccupations de santé publique, de protection de l'environnement et d'utilisation durable de l'espace.

Deux bases de données du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service), réalisée avec le BRGM,
- BASOL, base de données des sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

***Remarque importante :** L'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante a occupé ou occupe le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.*

Sur la commune de Vivy, **aucun site BASOL** n'est recensé.

Cinq sites BASIAS sont recensés sur le territoire, principalement à l'Ouest et au Sud-Ouest du bourg :

Identifiant	Type d'activité polluante (Nom de l'entreprise)	Localisation	Etat d'occupation du site
PAL4902987	Litières, engrais (FALIENOR)	Le Ciron	En activité
PAL4902525	Garage (M.Vilette)	RD 347	En activité
PAL4902948	Stockage de céréales (CAVAL)	La Russie	En activité

PAL4902826	Traitement de véhicules hors d'usage (SARL Ayroles Auto Recuper)	Zone d'activité	En activité
PAL4903318	Décharge d'Ordures Ménagères (Commune de Vivy)	Lieu dit Le Port	Activité terminée

Tableau 4 : Sites BASIAS recensés à Vivy

Enjeu : Une évaluation des risques sera donc nécessaire si une modification de l'état des lieux est envisagée.

C. QUALITÉ DE L'AIR

1. Généralités

La qualité de l'air observée est la résultante de la qualité de "l'air standard" (non affecté par la pollution et composé d'un mélange largement dominé par l'azote et l'oxygène, outre quelques composés très secondaires) et de diverses altérations pouvant selon les cas (et de façon simplifiée) être :

- des pollutions gravimétriques ("poussières"),
- des pollutions chimiques (émissions spécifiques principalement émises par des entreprises ou des usines),
- des pollutions issues de gaz de combustions, plus ou moins complètes : vapeur d'eau, dioxyde et monoxyde de carbone, dioxyde de soufre, ...

La principale origine de la pollution de l'air est la combustion, combinaison de l'oxygène avec les éléments composant les matières combustibles.

Les polluants sont très variables et nombreux ; ils évoluent en particulier sous les effets des conditions météorologiques lors de leur dispersion (évolution physique, chimique,...) ; aux polluants initiaux (ou primaires) peuvent alors se substituer des polluants secondaires comme l'ozone, les aldéhydes, des aérosols acides,...

Des **directives de la communauté européenne** fixent les concentrations en dioxyde de soufre, poussières, plomb, dioxyde d'azote et ozone qui ne doivent pas être atteintes (valeurs limites) ou qu'il est souhaitable de ne pas dépasser (valeurs guides : objectifs de qualité à atteindre). Ces directives ont pour la plupart été traduites en droit français (décret 91-1122 du 25.10.91).

Dans les **recommandations de l'OMS** (Organisation Mondiale de la Santé), le nombre de composés pris en compte est plus important (28 descripteurs). L'objectif de cette recommandation est d'apporter des aides à la décision pour fixer des conditions normatives en considération les aspects uniquement sanitaires (impact des composés sur la santé des individus) et parfois sur les écosystèmes (cas des polluants tels que le dioxyde de soufre (SO₂), les oxydes d'azote (Nox), l'Ozone (O₃)).

Les articles R221-1 et suivants du Code de l'environnement fixent les objectifs de qualité de l'air, les seuils d'alerte et les valeurs limites définis à l'article 3 de la Loi du 30 décembre 1996 sur « l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ».

La qualité de l'air n'est pas surveillée sur la commune de Vivy. Les données les plus proches sont celles de

l'agglomération angevine (seule à rassembler plus de 100 000 habitants en Maine-et-Loire) qui dispose de stations de mesure gérées par l'association agréée Air Pays-de-la-Loire (réseau ATMO).

2. Suivi de la qualité de l'air sur l'agglomération angevine

Le suivi de la qualité de l'air sur l'agglomération angevine est assuré à partir de trois stations de mesure fixes (gérées par l'association « Air Pays de la Loire », agréée par le ministère en charge de l'environnement) qui permettent de mesurer en permanence la pollution atmosphérique :

- deux sites urbains au sud et au centre d'Angers, installés rue des apprentis et dans les jardins du musée des Beaux-arts,
- un site périurbain installé à Bouchemaine.

Ce dispositif est complété par des mesures de benzène (impact trafic) rue Paul Bert (centre).

Le rapport annuel 2011 d'Air Pays de la Loire sur la qualité de l'air à Angers indique les résultats suivants :

	Dépassement	Commentaires
Valeurs limites	non	Respect des valeurs limites pour tous les paramètres mesurés
Seuils de recommandation-information	non	Dépassement des seuils pour les poussières PM10
Seuils d'alerte	non	Respect des seuils d'alerte pour tous les paramètres mesurés
Objectifs de qualité	oui	Dépassement des objectifs de qualité pour l'ozone rue des Apprentis (114 dépassements pour la moyenne 8-horaire) et à Bouchemaine, Dépassement des objectifs de qualité pour les particules fines PM2,5 pour le site des Beaux-arts

Tableau 5 : Situation par rapport aux seuils de qualité de l'air dans l'agglomération angevine en 2011

Les dépassements des objectifs de qualité de l'ozone à Bouchemaine s'expliquent par le fait que ce polluant se forme par réaction chimique de gaz précurseurs (oxyde d'azote, composés organiques volatils) d'origine automobile et industrielle, qui, sous l'effet du vent sont dispersés en périphérie et en zone rurale où ils réagissent pour former l'ozone.

L'ozone s'accumule alors dans les masses d'air, et peut atteindre des concentrations en milieu rural supérieures à celles mesurées au sein des agglomérations.

On notera que le territoire communal n'est pas situé sous l'influence des vents dominants par rapport aux émissions de l'agglomération d'Angers.

3. L'Indice de la Qualité de l'Air ATMO

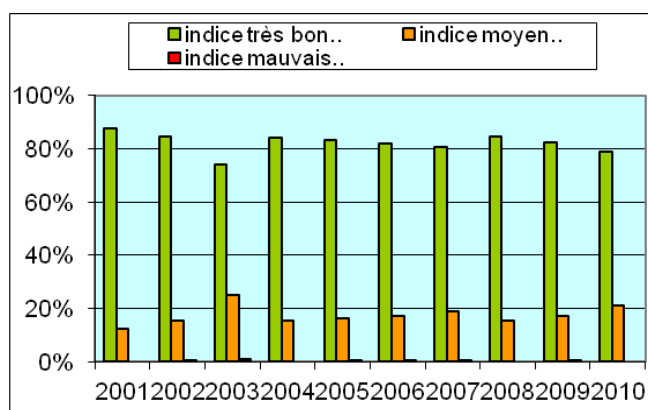
L'indice ATMO est un indicateur global de la qualité de l'air pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants : il s'agit d'un nombre compris entre 1 et 10 (voir ci-contre) calculé chaque jour à partir des concentrations de quatre polluants (l'ozone, le dioxyde d'azote, le dioxyde de soufre et les particules en

suspension PM10). Chaque polluant est affecté d'un sous-indice suivant ses concentrations. L'indice ATMO est égal au plus grand des quatre sous-indices.

En 2010, l'agglomération d'Angers a bénéficié de bons indices de qualité de l'air près de 75 % des jours de l'année, soit moins qu'en 2010 (76%) et 2009 (80 %).

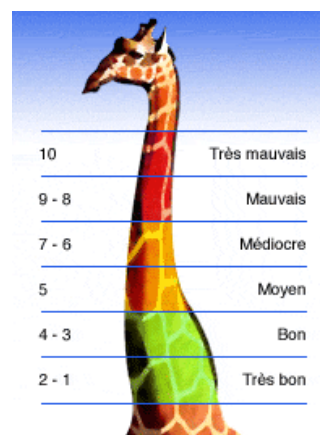
L'indice de 8 synonyme d'un air de mauvaise qualité a été atteint lors de deux journées en 2011 (épisodes de pollution par les particules fines). L'indice maximal de 7 a été atteint en 2010 durant sept journées, en janvier, février, juin et juillet du fait d'une augmentation des niveaux de particules fines PM10 en hiver et de ceux de l'ozone au printemps et en été.

Comme le montre le graphique suivant, de 2001 à 2010 inclus, l'Indice ATMO angevin a été qualifié de très bon à bon environ 80% du temps (soit près de 300 jours par an), sauf en 2003, année particulièrement chaude et ensoleillée, ce qui a favorisé la formation d'ozone. C'est en effet majoritairement l'ozone qui fixe l'indice ATMO. Arrivent ensuite les particules en suspension et le dioxyde d'azote.



Source : Air Pays de la Loire

Figure 4 : Evolution de l'indice ATMO à Angers de 2001 à 2010



4. Qualité de l'air sur la commune de Vivy

En l'absence de station de mesure fixe sur la commune Vivy, l'analyse de la qualité de l'air repose sur le recensement des sources de pollution.

Les principales sources d'émissions de polluants atmosphériques recensées sur le territoire communal sont :

➔ La circulation automobile

La pollution atmosphérique d'origine automobile est issue de la combustion des carburants (« gaz d'échappement »). L'émission de polluants atmosphériques varie ainsi avec le nombre de véhicules, la puissance, la vitesse, l'état du véhicule ainsi qu'avec le type de carburant utilisé.

Le bourg est traversé par RD 347 et la RD 767 qui supportent respectivement 12000 véhicules par jour et près de 5000, ainsi que par l'autoroute A 85 qui cumule sur la portion passant à Vivy 11040 véhicules par jour dont 10 à 14% de poids lourds. (source : Recensement de la circulation, CG 49, 2013)

La circulation y est donc dense mais reste fluide en journée ce qui, dans un contexte ouvert favorable à la dispersion des polluants, limite l'incidence de la circulation automobile sur la qualité de l'air. Cependant, cette observation est à relativiser aux heures de pointes où le trafic s'intensifie les embouteillages sont fréquent à proximité et dans le bourg.

➔ Les établissements industriels émetteurs de pollution atmosphérique

L'établissement Terrena à proximité de l'enveloppe urbaine de Vivy est à l'origine d'altération de la qualité de l'air sur le territoire communal du fait des poussières elle dégage.

➔ Les sources fixes de type résidentiel et tertiaire (émission diffuse dépendant notamment du mode de chauffage utilisé)

Les émissions du secteur résidentiel et tertiaire sont principalement liées au chauffage et à la production d'eau chaude. Ce secteur produit une part importante des émissions de CO₂, SO₂ et poussières. Précisons que ces émissions sont saisonnières avec un maximum durant la période hivernale.

➔ Les sources agricoles

L'activité agricole est source d'émissions de polluants tels que :

- le protoxyde d'azote (N₂O), émis essentiellement à la suite des épandages d'engrais,
- le méthane (CH₄) produit par les processus digestifs de la plupart des espèces animales et particulièrement des bovins,
- l'ammoniac lié essentiellement aux élevages,
- les oxydes d'azote, principalement produits par les véhicules agricoles,
- les phytosanitaires ; transférés dans l'atmosphère lors de leur application, par érosion éolienne et surtout par volatilisation, ils s'y trouvent sous différentes formes : en vapeur, associés à des aérosols, dissous dans des gouttelettes de brouillard ou de pluie des nuages. Ils y sont plus ou moins dégradés puis retombent au sol.

La station d'épuration (lagune aérée située au lieu dit Le grand Chevret réalisée en 1983 et agrandie en 2002) ne semble quant à elle pas poser des nuisances olfactives.

Enjeux : Le PLU devra donc prendre en compte les nuisances liées aux voies de circulations, à l'activité agricole ainsi qu'à celle de Terrena dans les choix futurs d'urbanisation et adapter son règlement pour limiter l'exposition des tiers.

D. NUISANCES SONORES

1. Notions générales

Le bruit est dû à une variation de la pression régnant dans l'atmosphère. Il est caractérisé par :

- Sa fréquence, exprimée en Hertz (Hz), qui correspond au caractère aigu ou grave d'un son. Un bruit est composé de nombreuses fréquences qui constituent son spectre.
- Son intensité ou niveau de pression acoustique, exprimée en décibel (dB), généralement pondéré : le décibel A. Il correspond au niveau de bruit corrigé par une courbe de pondération notée A, afin de tenir compte de la sensibilité de l'oreille humaine, inégale aux différentes fréquences. Le niveau sonore exprimé en dB(A) représente ainsi la sensation de bruit effectivement perçue par l'homme.

Les niveaux de bruit sont régis par une arithmétique particulière (logarithme) qui fait qu'un doublement du trafic, par exemple, se traduit par une majoration du niveau de bruit de 3 dB(A).

La gêne vis à vis du bruit est affaire d'individu, de situation, de durée ; toutefois, il est admis qu'il y a gêne, lorsque le bruit perturbe les activités habituelles (conversation, écoute de la TV, repos).

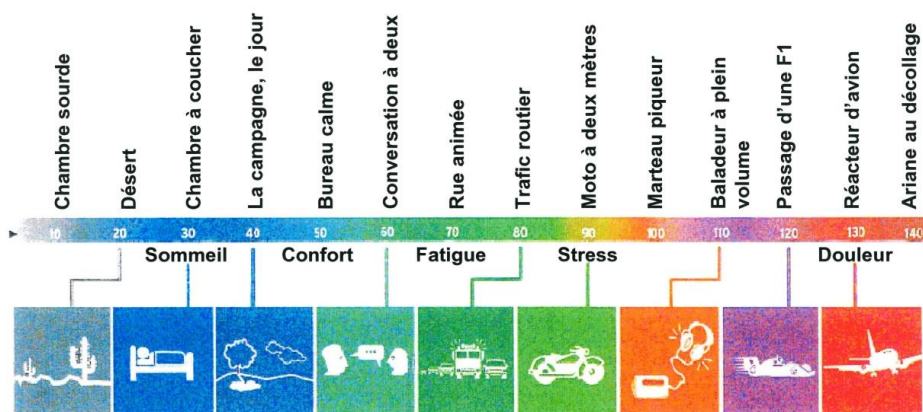


Figure 5 : Echelle de bruit

2. Classement sonore des infrastructures terrestres

La commune de Vivy profite d'une bonne desserte par des axes de communication majeurs à l'échelle du saumurois et de la région angevine notamment. La fréquentation de ces axes et la proximité avec le bourg de Vivy engendrent toutefois des nuisances sonores à leurs abords.

L'arrêté préfectoral SG-BCIC 2003-168 du 18 mars 2003 a identifié au titre du classement sonore des infrastructures de transport terrestre plusieurs voies sur le territoire :

Nom de la voirie	Début limite commune	Fin limite commune	Catégorie de l'infrastructure	Largeur affectée par le bruit de part et d'autre de la voie
A 85	Limite communale	Limite communale	3	100 mètres
RD 10	0 + 000	0 + 577	3	100 mètres
RD 347 (RN 147)	26 + 690	28 + 060	2	250 mètres
RD 347 (RN 147)	28 + 060	33 + 823	3	100 mètres

Tableau 6 : Voiries classées affectées par des nuisances sonores à Vivy

Source : Porter à la connaissance du 12 septembre 2012

Ce classement prescrit par l'article L.571-10 du Code de l'environnement (article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit) concerne les routes dont le trafic est supérieur à 5 000 véhicules par jour, ainsi que les voies ferrées les plus fréquentées.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 30 mai 1996, le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces infrastructures sont définis sur la base d'hypothèses de trafic à l'horizon 2015 en fonction des niveaux sonores de référence, comme indiqué dans le tableau suivant. A partir de la catégorie de chaque voie, on peut donc avoir une idée du niveau sonore au niveau des voies.

Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence L, en période diurne en dB(A)	Niveau sonore de référence L, en période nocturne en dB(A)	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure ⁽¹⁾
1	L > 81	L > 76	d = 300 m
2	76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	d = 250 m
3	70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	d = 100 m
4	65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	d = 30 m
5	60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	d = 10 m

⁽¹⁾ Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Tableau 7 : Classement sonore des infrastructures de transport terrestres

Les bâtiments édifiés aux abords de ces voies sont donc soumis à des normes d'isolement acoustique particulières. Les isollements acoustiques minimum à mettre en œuvre sont déterminés en fonction de la vocation des bâtiments (habitation, enseignement, santé...). La réglementation relative au classement sonore ne vise donc pas à interdire de futures constructions ni à réglementer leur implantation ou leur hauteur (elle ne constitue pas un règlement d'urbanisme) mais à faire en sorte que celles-ci soient suffisamment insonorisées (elle se traduit par une règle de construction).

Le PLU pourra toutefois, adapter la localisation des secteurs d'habitat en les éloignant de ces sources de nuisances (zones d'activités, grandes voies de circulation) afin de limiter les impacts sur la santé des riverains.

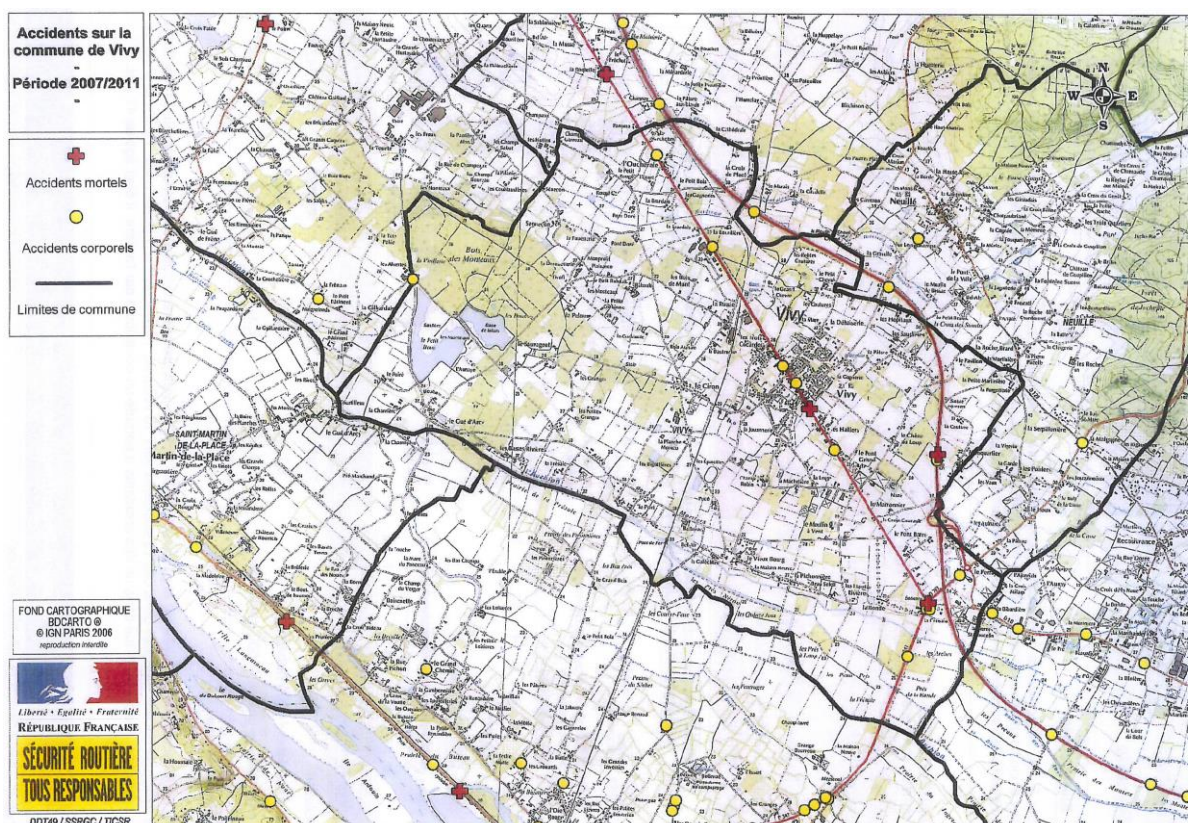
De plus, des habitants notamment ceux de la rue des Trois Cocardes à l'Ouest du centre-bourg se plaignent des nuisances sonores qu'engendre l'établissement Terrena.

Enjeu : Les nouvelles zones à urbaniser devront donc prendre en compte des distances d'isolement suffisantes et des règles particulières devront être imposées afin de garantir la protection des secteurs d'habitat.

E. ACCIDENTOLOGIE

Vivv est desservie par des infrastructures routières classées routes à grande circulation (A 85, RD 10, RD 347 et RD 767). La RD 347 ainsi que la RD 767 sont également classées itinéraires de convois exceptionnels.

Du fait des flux de circulation qu'implique la présence des axes de communications desservants et traversant le territoire, la ville de Vivv connaît des accidents corporels pouvant parfois entraîner la mort des individus concernés. Entre 2007 et 2011, treize accidents se sont produits à Vivv, la quasi totalité (10) sur la RD 347 et trois au cœur du centre-bourg. Sur l'ensemble des accidents sur la période, 22 véhicules ont été impliqués (dont 10 voitures et 7 poids-lourds) causant le décès de 3 personnes (2 conducteurs de véhicules légers (voiture ou utilitaire) et 1 cyclomotoriste).



Carte 28 : Accidentologie à Vivy et ses environs

Source : Porter à la connaissance du 12 septembre 2012

La gravité des accidents sur la commune a augmenté par rapport à la période 2002-2006 (20 tués pour 100 accidents entre 2002 et 2006, 23 de 2007 à 2011) surtout en 2010.

Rapporté au nombre d'habitants, le nombre d'accidents à Vivy est inférieur à la moyenne départementale (5,7 pour 1000 habitants à Vivy contre 6,1 dans le Maine-et-Loire). Cependant, le pourcentage de victimes graves est bien supérieur à celui du département (3,9 pour 1000 habitants à Vivy contre 2,9 dans le Maine-et-Loire).

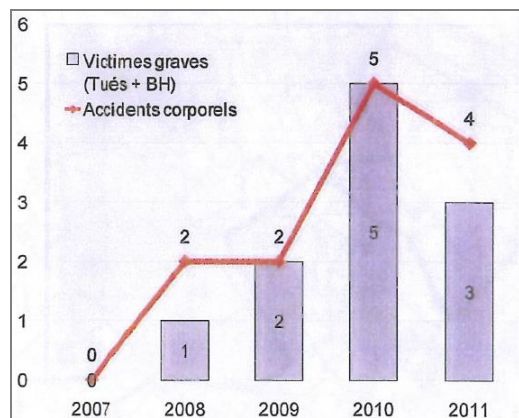


Figure 6 : Evolution des accidents corporels et des victimes graves

Source : DDT 49, Sécurité Routière, 2012

Enjeux : Il est nécessaire de prendre en compte la configuration et les contraintes liées à ces implantations afin de sécuriser le territoire et les zones de vie.

Les accès devront être réorganisés, les déplacements sécurisés et les liaisons dans le bourg améliorées.

Les conditions de dessertes de l'espace agricole et du Val d'Authion au contact de la Ronde et de la futur 2X2 voies vers Saumur devront faire l'objet d'une attention particulière.

VII. COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département de Maine-et-Loire est en cours de révision. Ce plan doit conduire à la mise en place des moyens de valorisation, de traitement, de stockage nécessaires, après un état des lieux de la production par catégorie, des modes d'élimination disponibles et des flux intra et inter départementaux.

La collecte des déchets de la commune de Vivy relève de la compétence du SMIPE Val Touraine Anjou qui regroupe 22 communes rassemblés au sein de trois EPCI (Communauté de communes Touraine Nord Ouest, Communauté de communes du Pays de Bourgueil et le Canton d'Allonnes.

A. COLLECTE DES DÉCHETS

La collecte des ordures ménagères se fait en porte à porte une fois par semaine, le vendredi, sur l'ensemble de la commune.

Les journaux, revues et magazines, les emballages légers alimentaires et les cartonnettes ainsi que le verre ménager ne sont plus, depuis le 15 avril 2011 collectés en porte à porte. Le syndicat a donc mis à disposition 88 Points d'apports Volontaires (PAV) sur l'ensemble de son territoire d'intervention, dont 7 à Vivy (2 dans le centre-bourg, 2 à proximité de la salle omnisports et de l'espace de loisirs et 3 en périphérie dans les cantons du Port, des Saudières et dans la zone artisanale).

Pour les déchets non ménagers des professionnels, une redevance spéciale, mise en place le 1^{er} juillet 2011, en fonction du volume des bas mis à disposition est définie pour chacun.

Le SMIPE gère cinq déchetteries. La plus proche de Vivy est localisée à Allonnes. Des déchets de différentes natures, tels que: encombrants, déchets verts, gravats, ferrailles, cartons, électroménager et déchets toxiques, peuvent y être déposés.

En moyenne sur le territoire dépend du SMIPE Val Anjou Touraine, 207,3 kg d'ordures ménagères par habitant ont été collectés en 2011, chiffre en diminution de 14,39% par rapport à 2010. Dans le même temps, le tonnage des déchets triés a augmenté de 6,63% par rapport à l'année précédente (2298,9 à 2451,4 tonnes).

Les apports volontaires en déchetterie ont de la même manière considérablement augmenté passant, en un an, de 5882 à 7106 tonnes.

B. TRAITEMENT DES DÉCHETS

Après la collecte, les bennes transportent directement les ordures ménagères au centre de transfert de Benais, exploité par l'entreprise Veolia, où elles les déchargent avant qu'elles soient rechargées à leur tour dans des caissons de 35 m² permettant d'optimiser le transport vers l'Unité de Valorisation Énergétique (usine d'incinération) de Lasse gérée par le SIVERT de l'Est Anjou.

VIII. GESTION DE L'EAU

Une charte départementale de l'eau ayant pour objectif de proposer un cadre de référence à l'action des intervenants dans le domaine de l'eau a été signée le 18 janvier 2010 afin d'assurer une meilleure gestion de la ressource et ainsi offrir à tous les meilleurs conditions d'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante. Cette charte servira de référence à la politique départementale de l'eau actuellement en cours de définition par les Conseil Général. Le Plan départemental de l'eau devra placer le département en position d'atteindre les objectifs de qualité précisés dans le SDAGE et le SAGE.

Vivy appartient au périmètre du SDAGE du bassin Loire-Bretagne, approuvé le 18 novembre 2009, fixant les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et avec lequel le PADD doit être compatible.

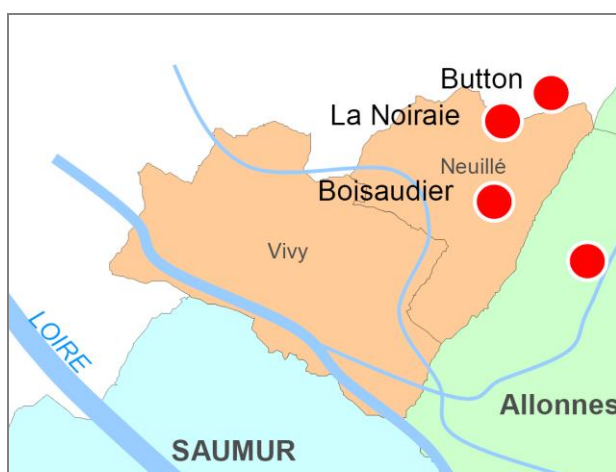
La commune est également associée au schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Authion, actuellement en cours d'élaboration, dont les enjeux exprimés relèvent d'une gestion quantitative, de la restauration des cours d'eau, du maintien de la qualité de l'eau, de la préservation du patrimoine écologique ainsi que la prise en compte des risques.

Par ailleurs, une étude est en cours pour l'élaboration d'un Contrat Territorial des Milieux Aquatiques (CTMA) ayant pour objectif de reconquérir la qualité de la ressource en eau des milieux aquatiques.

A. EAU POTABLE

La distribution de l'eau potable à Vivy dépend du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIMAEP) de Blou qui dessert près de 4900 habitants. Dans ce cadre d'intervention, la collectivité doit faire appliquer le règlement du service, s'occuper du fonctionnement, de la surveillance et de l'entretien des installations ainsi que du relevé des compteurs. Elle doit également accueillir les usagers, prendre en charge la facturation et le traitement des doléances des clients, mettre en place les branchements, entretenir les ouvrages et procéder aux travaux nécessaires au renouvellement des ouvrages.

1. Production



Carte 29 : Captage d'eau potable

Source : Saumur Agglo

L'eau distribuée à Vivy provient essentiellement du prélèvement de la nappe souterraine de Boisaudier à Neuillé dont la capacité nominale est de 40 m³/h et dont 43822 m³ ont été prélevés en 2011 (42,57% de moins qu'en 2010).

Ce forage est complété par un autre point de prélèvement à la Petite Rue Noire à Neuillé d'une capacité nominale de 50 m³/h et de celui de Buton à Vernantes de même capacité. Ces trois points de prélèvement représentent 345 293 m³ prélevés en 2011 soit 12,26% de moins qu'en 2010.

Le SIMAEP de Blou a passé deux conventions avec SIAEPA St CLEMENT St MARTIN pour l'export en 2009 et avec SI EST ANJOU en 2008 pour l'import et l'export, toutes deux pour une durée de quinze ans. Il a ainsi exporté 394 m³ en 2011.

2. Distribution

Le réseau de distribution du SIMAEP de Blou s'étend sur deux cent kilomètre dont dix-sept uniquement pour les branchements.

Les analyses d'eau effectuées ont mis en évidence une bonne qualité bactériologique et physico-chimique en conformité avec les exigences de la réglementation.

3. Consommation

En 2011, le SIMAEP de Blou a desservi 2398 abonnés soit une consommation de 275924 m³. La consommation des abonnés domestiques s'élevait à 111,63m³ sur l'année et le rendement du réseau de distribution a atteint 80,61% la même année (73% en 2010). Ainsi, 68 975m³ ont été prélevés mais non utilisés soit 1/5 du volume produit.

On peut donc estimer à 112 970m³ la consommation des 1012 abonnés de Vivy en 2011 et donc à 28240m³ le potentiel vétusien non consommé.

4. Schéma directeur d'alimentation en eau potable

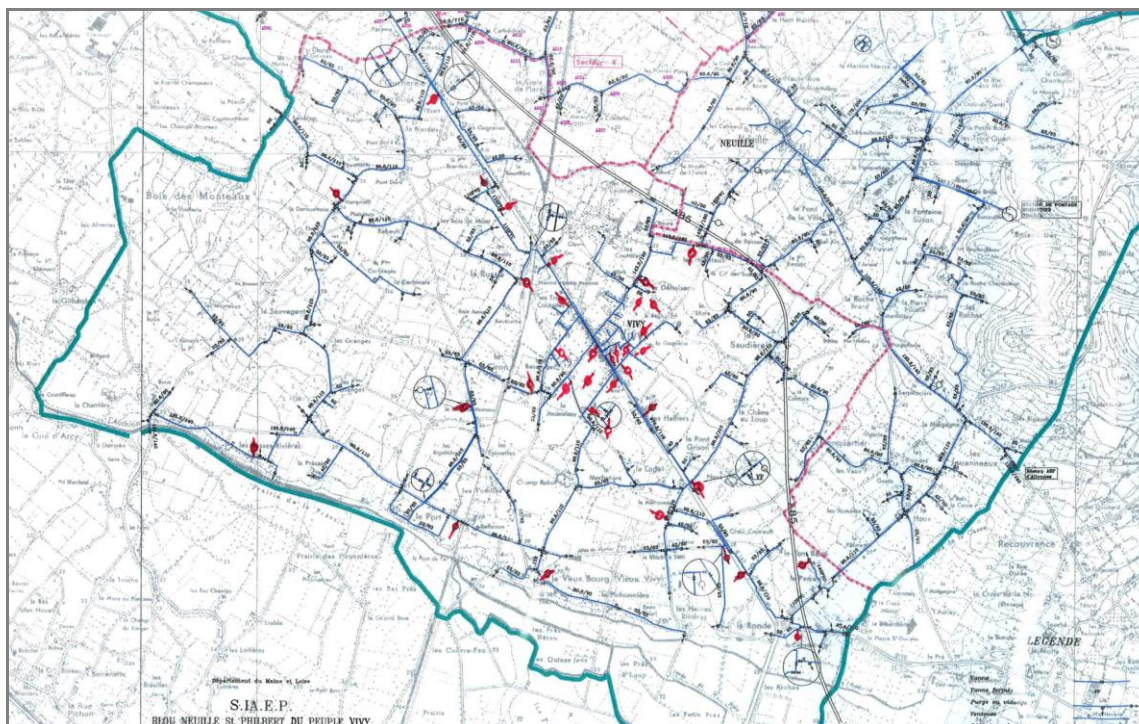
Le département de Maine-et-Loire est doté d'un Schéma directeur d'alimentation en eau potable qu'il a actualisé en 2007. Outil de planification et d'attribution des aides financières, il a pour objectifs d'assurer la satisfaction des besoins en recherchant l'amélioration et le développement des ressources disponibles et la sécurisation des approvisionnements existants.

Enjeux :

- Prise en compte de l'évolution quantitative des besoins,
- Sécurisation de l'alimentation.

5. La défense incendie

La défense incendie est sous la responsabilité de la commune, qui doit s'assurer du bon fonctionnement mécanique et hydraulique par des campagnes de contrôle.



Carte 30 : Défense incendie à Vivy

39 poteaux incendie sont répartis sur le territoire communal, essentiellement le long de la RD 347. Le contrôle qui a été effectué par le centre principal de Saumur en 2012 révèle que 5 points d'eau ont un débit insuffisant (au Pont Grison, à l'Oucheraie, à Monprofit, à la Basse Rivière et au niveau de la société Falienor) et que celui du Pont Barré est hors service.

Rappel : Les normes actuelles imposent en matière de défense incendie des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre situés à une distance maximale de 200 m par les voies d'accès des constructions les plus éloignées avec un débit minimum de 60 m³/heure pendant 2 heures sous 1 bar de pression résiduelle pour les lotissements réservés à l'habitation individuelle et aux établissements recevant du public, cette distance étant ramenée à 100 m pour les zones artisanales destinées à recevoir des établissements artisanaux et industriels non classés.

Enjeu : Ces points devront donc être améliorés et remis en service afin de renforcer la défense incendie et ainsi garantir la protection des zones concernées.

B. EAUX USÉES

Un Schéma départemental d'assainissement a été réalisé en 2005 par le Conseil Général de Maine-et-Loire avec l'appui de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et l'ensemble des acteurs du département dans le domaine de l'eau, puis actualisé le 23 mars 2009. Il constitue un outil d'aide à la décision permettant d'orienter et d'optimiser les choix des actions à financer.

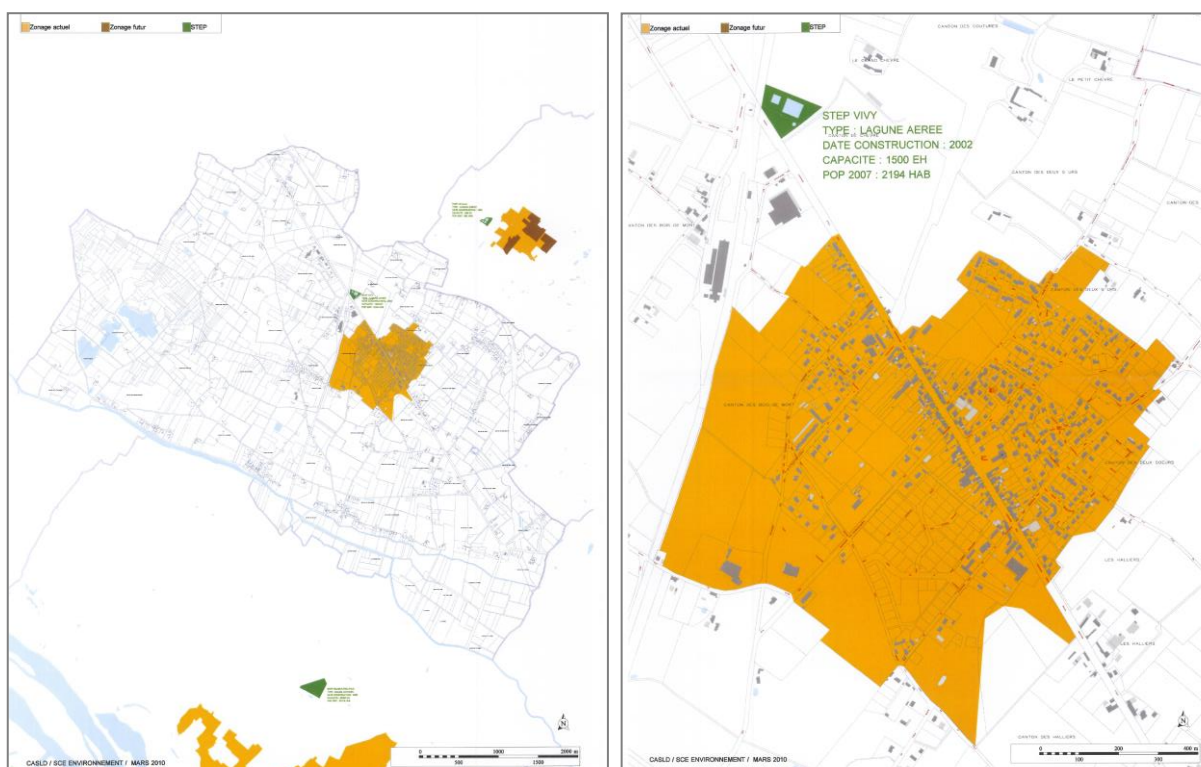
Chaque commune du département a été classée en fonction du niveau de priorité lié à la sensibilité du milieu récepteur et des caractéristiques de fonctionnement d'assainissement.

1. Assainissement collectif

Un système d'assainissement collectif (réseau séparatif et station d'épuration de type lagune aérée située au lieu-dit Le grand Chevret) a été réalisé en 1983. La station à laquelle sont raccordés 516 foyers du centre-bourg en 2015 a été agrandie en 2002, passant d'une capacité de 950 EH à 1500 (la charge nominale en débit est de 300 m³/j).

Plusieurs postes de refoulement sont également présents en partie Sud du centre-bourg et un poste principal permet d'assurer la liaison de l'ensemble du réseau d'assainissement collectif à la station d'épuration.

À ce jour, elle n'a pas encore atteint sa capacité maximale théorique (environ 1032 EqH utilisés pour 1500 possibles (en considérant 2,5 habitants/logement et 0,8 EH par habitant) ce qui permet d'envisager de nouveaux branchements (capacité théorique restante : 468 EH).



Carte 31 : Zonage d'assainissement collectif

Sources : CASLD/SCE Environnement, mars 2010

Le tableau suivant fourni par la SAUR et Saumur Agglo récapitule les résultats des deux bilans 24h (moyenne annuelle) réalisés sur la station d'épuration :

Année	Charge polluante à traiter en Eq/hab	Charge polluante / capacité de la station	Volume d'effluents à traiter en m ³ /j	Volume à traiter / capacité hydraulique
2015	1063	71 %	188	63 %
2014	959	64 %	172	57 %
2013	754	50 %	207	69 %
2012	778	52 %	155	52 %
2011	1100	73 %	137	46 %

Le dernier bilan en date de novembre 2015 présente une charge en entrée correspondant à 84% (soit 1267 EH) de la charge nominale organique. **En considérant uniquement ce dernier bilan, la station d'épuration présente une capacité résiduelle d'au moins 230 EH en charge organique.**

En terme de charge hydraulique, les 4 derniers bilans (2014 et 2015) font état d'une charge comprise entre 126 et 188 m³/j, soit au maximum 63% de la charge hydraulique.

Sur un plan épuratoire, sur les 4 derniers bilans, un s'est avéré non conforme (dépassement de la concentration du paramètre DBO5). A noter que les deux turbines d'aération ont été renouvelées en fin d'année 2015.

Du fait des difficultés d'écoulement liées à l'ancienneté du réseau, le remplacement de canalisations a été en 2014 rue Nationale entre la rue de la Poitevine et la rue de la Jouannerie. Le renouvellement des branchements d'eaux usées de chaque riverain a été effectué.

2. Assainissement non collectif

Le reste du territoire communal et une partie de la zone urbanisée du centre-bourg, n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif. Les foyers possèdent donc leur propre équipement autonome.

C. EAUX PLUVIALES

A l'échelle communale, la réglementation en matière d'eaux pluviales se réfère aux textes suivants :

- le Code Civil qui régit, entre autres, les écoulements des eaux de ruissellement ;
- la loi sur l'eau, transcrite dans le Code de l'Environnement, qui introduit la notion de « gestion globale de l'eau » et renforce celle de « respect du milieu naturel » ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales qui préconise notamment un zonage d'assainissement des eaux pluviales (article L. 2224-10).

« Le réseau d'évacuation des eaux pluviales de Vivy s'articule autour de trois bassins versants :

- « Fontaine Suzon », qui draine environ 360 ha, et couvre l'ensemble des écoulements issus du centre-bourg de Vivy, excepté la frange Est de celui-ci,
- « Authion », qui draine environ 400 ha, dont la frange Est du bourg de Vivy,
- « Automne-Authion » qui draine environ 250 ha en milieu rural. » (PLU 2006)

La collecte des eaux pluviales de la commune de Vivy est assurée par un réseau séparatif de canalisations dans le bourg et par un réseau de fossés bien constitué sur le reste du territoire communal. La commune ne fait état d'aucun dysfonctionnement majeur du réseau d'eaux pluviales. Le faible relief et le manque d'entretien ponctuellement de quelques fossés constitue cependant au cours du temps un obstacle à un bon écoulement des eaux.

Les documents d'urbanisme peuvent notifier des préconisations en termes de gestion des eaux pluviales et de maîtrise quantitative et qualitative des eaux de ruissellement (approche globale).

Enjeux :

- Prise en compte de l'évolution de l'imperméabilisation,
- Protection de la qualité des milieux récepteurs,
- Favoriser les techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales.

IX. POTENTIALITÉ ÉNERGÉTIQUE DE LA COMMUNE

Par la loi Grenelle 1, la France "s'engage à porter la part des énergies renouvelables à au moins 23 % de sa consommation d'énergie finale d'ici à 2020". Ce seuil est supérieur à l'objectif communautaire, qui porte à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de la Communauté européenne.

La SEM Anjou Energies Renouvelables a été créée fin 2009 par le Conseil Général de Maine-et-Loire et est mise à disposition des collectivités publiques du département pour réaliser et gérer des projets d'énergies renouvelables (photovoltaïque, biomasse et éolien).

A. LA CLIMATOLOGIE : UNE PRISE EN COMPTE NÉCESSAIRE POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES ÉNERGÉTIQUES DES CONSTRUCTIONS

La climatologie est une donnée à prendre en compte dans toute opération urbaine dans le cadre des économies d'énergie et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le bâtiment contribue à lui seul à 43% des dépenses énergétiques et 25% des Gaz à Effet de Serre. Depuis fin 2012, tous les permis de construire déposés sont assujettis à la norme Bâtiment Basse Consommation. La consommation d'énergie primaire (chauffage, eau chaude, ventilation, éclairage) doit être inférieure à 50 kWh par an et par m². Aujourd'hui, la consommation moyenne s'élève à 80-100 kW/an/m². En 2020, tous les nouveaux bâtiments devront répondre à une norme « énergie positive ».

Les techniques pour parvenir à ces objectifs d'économie d'énergie sont globalement connues et maîtrisées. Mais afin que cet objectif n'entraîne pas des coûts insupportables pour les ménages (précarité énergétique), les zones d'extensions urbaines et l'implantation des constructions doivent être choisies pertinemment (cf. illustrations), en recherchant :

- une optimisation de la **forme urbaine et du parcellaire**, afin de bénéficier des apports gratuits du solaire et se protéger du vent,
- une optimisation de **l'enveloppe des bâtiments** afin que le bâtiment ne perde pas d'énergie (isolation extérieure, densité...),
- une optimisation des **systèmes énergétiques** (pompe à chaleur, chaudière à condensation, chaudière bois, ventilation double-flux, puits canadien, éclairage basse-consommation...).

Si les deux premières étapes ne sont pas réussies, il faut les compenser par des techniques induisant des surcoûts financiers. C'est là qu'interviennent les données climatologiques, qui permettront de déterminer la meilleure orientation des constructions, notamment par rapport au vent et aux apports solaires :

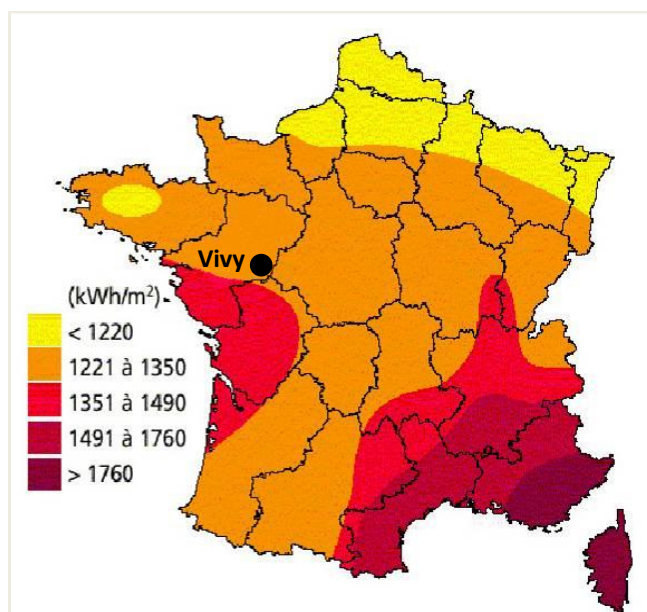
- **la prise en compte du vent** est importante pour la convivialité des espaces publics et collectifs, pour l'image du quartier, pour le confort des espaces extérieurs (jardins). L'infiltration à l'air d'un bâtiment entraîne une surconsommation énergétique. Il faut veiller à éviter les rues « couloir à vent » et l'effet « venturi » (phénomène d'accélération du vent suite à un rétrécissement de l'espace dû à des boisements, par exemple) ;
- **l'exposition au soleil** détermine la capacité du lieu à capter l'énergie solaire et donc à faire des économies d'énergie et optimiser la mise en place de panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques. Il est à noter que plus l'isolation des constructions sera optimale, moins la radicalité de l'orientation des constructions sera forte ;
- **l'amplitude des températures** a des conséquences sur l'isolation des constructions ;
- **la pluviométrie** conditionne l'évapotranspiration autour des constructions et la récupération des eaux de pluie.
- **l'amplitude des températures** a des conséquences sur l'isolation des constructions ;
- **la pluviométrie** conditionne l'évapotranspiration autour des constructions et la récupération des eaux de pluie.



Figure 7 : Prise en compte de la climatologie dans la construction

B. ENERGIE SOLAIRE : UN ENSOLEILLEMENT FAVORABLE À L'UTILISATION DE PANNEAUX SOLAIRES

Le potentiel d'énergie solaire de la commune est établi entre 1221 et 1350 kWh/m² en moyenne annuelle. Il s'agit d'une potentialité qui correspond à une économie de 115 L de fioul en moyenne par an et par mètre carré de panneau solaire thermique.



Source : ADEME

Quelques données chiffrées sur le solaire :

— par rapport à l'orientation principale du bâtiment, % des besoins couverts en énergie :

	BBC*	RT 2005**	Bâtiment
conventionnel			
orientation N/S	80%	50%	
30%			
orientation E/O	60%	35%	
20%			

L'orientation Est-Ouest permet des apports mais pas forcément au bon moment de la journée. Par ailleurs, les éléments architecturaux pour s'abriter des trop grands apports solaires sont plus conséquents (maison « à joues » pour une orientation Est-Ouest, maison « à casquette » pour une orientation Nord/Sud)

- 4 m² de panneaux solaires suffisent pour couvrir 50% des besoins en eau chaude solaire pour un foyer de 4 personnes
- 20 m² de cellules photovoltaïques sont nécessaires pour alimenter en électricité une habitation

* Bâtiment Basse Consommation
** Règlement Thermique 2005

A la demande des communes ou des EPCI, la SEM Anjou Energies Renouvelables réalise gracieusement une étude de faisabilité technique et économique des sites indiqués, en découle ensuite la signature de conventions d'exploitations permettant la mise en place des installations photovoltaïques et la production d'énergie souhaitées.

Dans ce cadre d'intervention, la SEM prend en charge le coût des travaux de la toiture, des installations photovoltaïques et de la maintenance contre une exploitation pendant 20 ans de ces derniers.

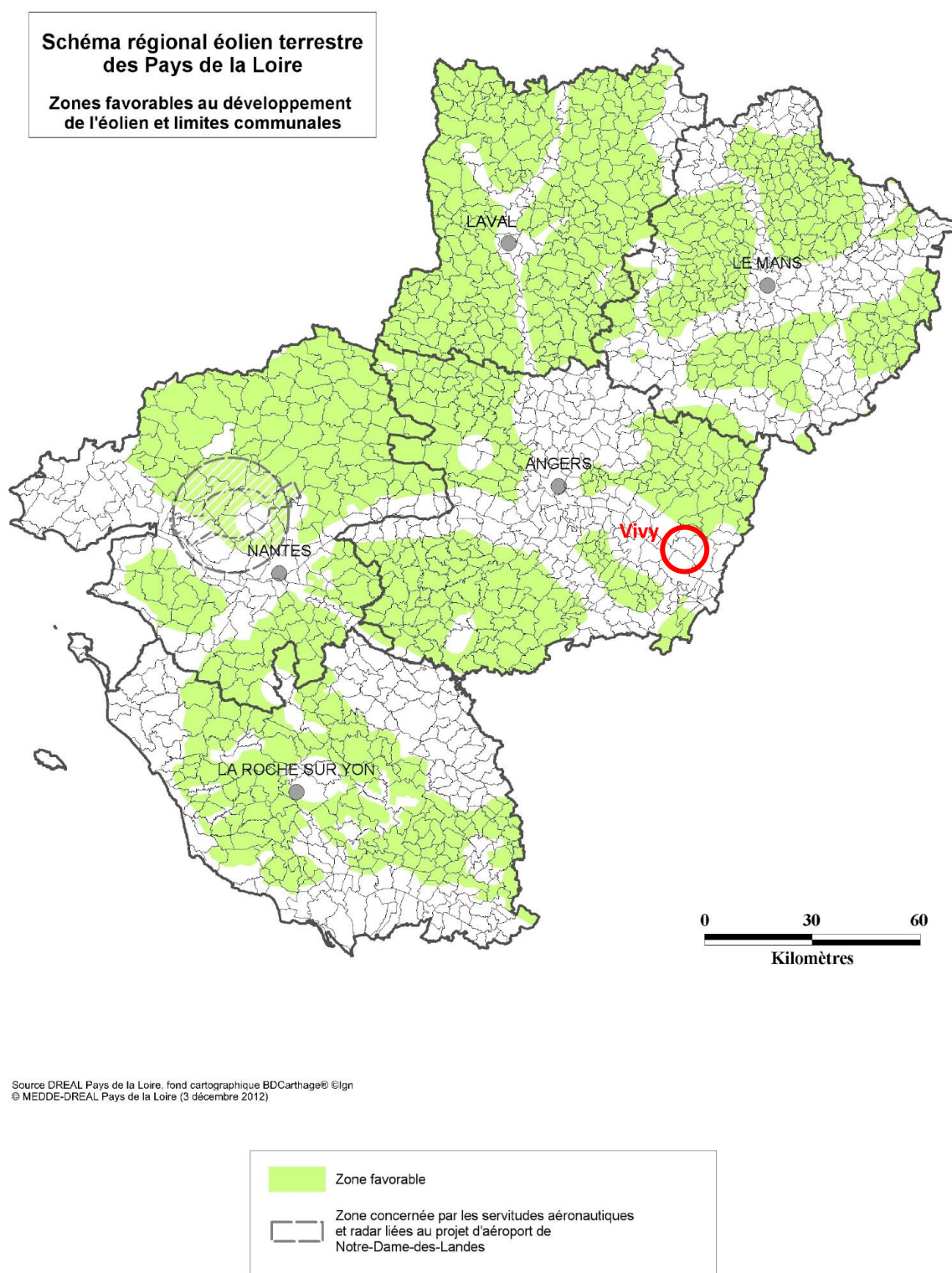
C. ÉNERGIE ÉOLIENNE : UN TERRITOIRE PEU PROPICE

Le Schéma régional éolien des Pays de la Loire a été adopté le 8 janvier 2013 par arrêté du Préfet. Il définit ainsi des objectifs à atteindre d'ici 2020 en matière de productions éoliennes sur le territoire régional.

Ainsi, un objectif de production régionale de 1750 MW est proposé supposant la réalisation de près de 1000 MW de puissance éolienne supplémentaire entre 2013 et 2020. Cette démarche, non prescriptive, révèle l'approche volontariste de la région en matière de développement de la filière éolienne terrestre qu'elle soutient. Toutefois, elle ne traduisant pas la totalité du potentiel éolien des Pays de la Loire, elle laisse ouvertes les possibilités d'émergence de nouveaux projets s'inscrivant dans un objectif régional à plus long terme après 2020.

Concernant la commune de Vivy, sa situation en vallée de l'Authion, constitue un élément important à prendre en compte dans l'éventualité d'un projet d'une telle ampleur. Le SRE vise à la préservation des

composantes identitaires exceptionnelles des paysages et, de ce fait, n'est pas favorable au développement de l'éolien dans ce secteur.



Carte 33 : Zones favorables au développement de l'éolien dans la région Pays de la Loire

Source : Schéma régional éolien terrestre des Pays de la Loire, janvier 2013

D. LA BIOMASSE

Quelques données chiffrées sur la biomasse :

- sur le rapport entre énergie consommée et énergie primaire (celle prélevée à la ressource) :
 - électricité : 1 kWh consommé pour 2.58 kWh d'énergie primaire (effet neutre en émission de CO₂, mais problèmes des déchets nucléaires)
 - gaz : 1 pour 1 (mais énergie non renouvelable)
 - fioul : 1 pour 1 (mais énergie non renouvelable)
 - bois : **1 pour 1 à 1 pour 0.6** (et effet neutre en émission de CO₂)
- 4 tonnes de bois correspondent à 1 tonne de pétrole et 1 m³ de bois déchiqueté coûte l'équivalent de 85 L de fioul (2000 L de fioul consommés par an en moyenne pour chauffer une habitation, dont 10% pour l'eau chaude).

Dans le domaine de l'énergie, le terme de biomasse regroupe l'ensemble des matières organiques pouvant devenir des sources d'énergie (bois, paille, déchets végétaux agricoles...). Elles constituent une source d'énergie respectueuse de l'environnement et les nouvelles chaudières à bois rencontrent un succès grandissant auprès des particuliers. Encore faut-il que les utilisateurs puissent facilement et à proximité s'approvisionner en copeaux bois ou en granulés.

Cette valorisation de la ressource bois nécessite toutefois une réflexion et une organisation sur un territoire plus vaste que celui de la commune.

Enjeux : Des orientations d'aménagement préconisant des formes urbaines, des réflexions sur l'orientation des constructions ainsi que le recours éventuel à des panneaux solaires pourraient être envisagées.

Les règles de l'article 11 devront être compatibles avec l'utilisation de matériaux ou de techniques constructives favorisant la maîtrise de l'énergie.

Partie 2 : Diagnostic

I. ANALYSE SOCIODÉMOGRAPHIQUE

Hors mention contraire, les données sont issues de l'INSEE, recensement de population 1968 à 1990, 1999, 2009 et 2013 (extrait du site internet www.insee.fr consulté en 2016)

A. CROISSANCE DE LA POPULATION

La population de la commune de Vivy a connu une **forte croissance démographique depuis 1968**, avec 1072 habitants supplémentaires, soit **74% d'augmentation en 40 ans**. Cette croissance s'est faite par paliers se calquant sur la réalisation des différents lotissements dans les années 1970 et 2000. En effet, Vivy a gagné 372 habitants entre 1968 et 1982 et 621 entre 1999 et 2013 portant la population communale à **2506 habitants**.

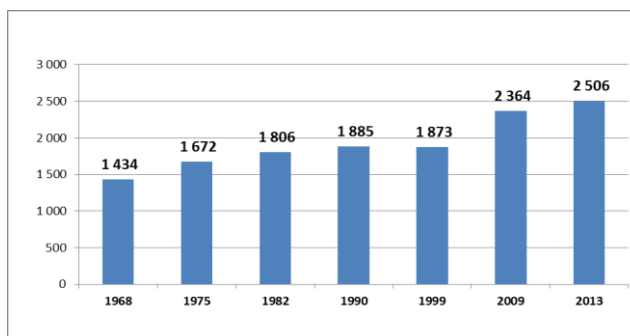


Figure 8 : Evolution de la population de 1968 à 2010

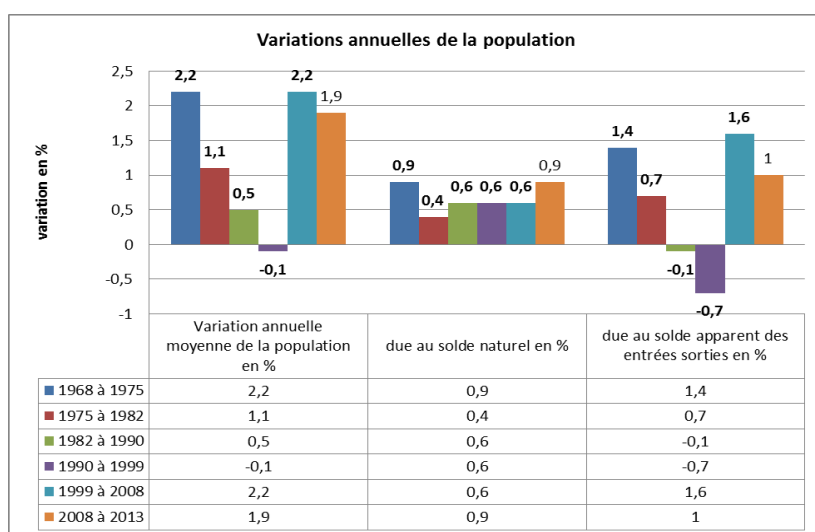


Figure 9 : Taux de variation annuel de la population

Depuis 1968, le taux de variation annuel est variable, avec deux pics à 2,2 sur les périodes 1968-1975 et 1999-2008 et un fléchissement entre 1982 et 1990 à +0,5%. Pendant la période 1990-1999, la commune a perdu de la population à hauteur de 0,1% par rapport à la décennie précédente.

Proche de l'agglomération de Saumur et du bassin angevin, la commune bénéficie des migrations résidentielles liées au phénomène de pression résidentielle conduisant à la péri-urbanisation. Vivy, grâce à sa grande accessibilité liée au passage de la RD 347 et à l'ouverture de l'A85, constitue un territoire propice au développement de cette dynamique.

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2013	Évolution 68/13
Vivy	1434	1672	1806	1885	1873	2364	2506	74,8%
Canton d'Allonnes	8883	9127	10080	10542	10692	12219	12352	39,1%
CASLD	58018	60066	61951	61478	61397	62724	62508	7,7%
Maine-et-Loire	585563	629849	675321	705882	733213	780082	801168	36,8%

Tableau 8 : Evolution comparée de la population de 1968 à 2013

La commune affiche une **dynamique démographique positive**, à l'instar de celle du canton d'Allonnes dans son ensemble, et connaît un taux d'évolution démographique (74,8%) supérieur à celui du département du Maine-et-Loire (36,8%) et de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement (7,7%).

Depuis 40 ans, le **mouvement naturel oscille entre 0.4 et 0.9 point par an**, mais connaît une stagnation à 0,6 point depuis 1982. **Les variations du solde migratoire sont plus marquées**, avec une baisse de 0,1 jusqu'à 0,7 point entre 1982 et 1999 suivie d'une forte poussée enregistrée entre 1999 et 2009 à + 1,7 point. On constate en effet une tendance à la hausse depuis 1999, après le contrecoup enregistré au cours des années 1980 suite à la très forte progression de la fin des années 1970 (+1,4 point).

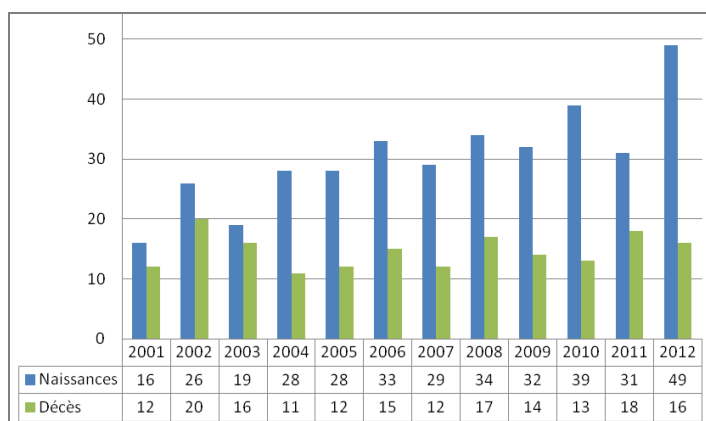


Figure 10 : Nombre de naissances et de décès de 2001 à 2012

B. LÉGER RAJEUNISSEMENT DE LA POPULATION

La part des 45-60 ans est restée quasi stable entre 1999 et 2009 alors que celle des 30-45 ans et des 15-30 ans a quant à elle diminuée (respectivement de 1,4 point et 0,8 point) au profit des 60-75 ans et surtout des moins de 15 ans (+1,4 point). Ces chiffres s'expliquent par la croissance globale de la natalité depuis 2001 couplée au phénomène de décohabitation des jeunes (départ pour les études, un travail et/ou un logement qui n'a pas été trouvé sur la commune).

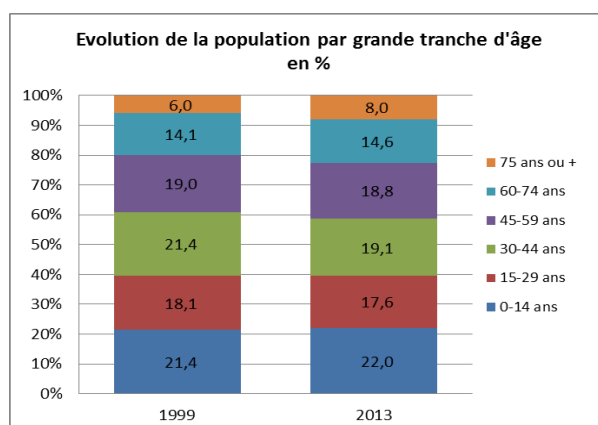


Figure 11 : Evolution de la population par grande tranche d'âge

La population de Vivy est de longue date une population relativement jeune. En effet, l'indice de jeunesse, depuis 40 ans, n'a jamais été inférieur à 1,3, atteignant son maximum à 2,7 en 1982.

Cet indice de jeunesse a évolué par paliers marqué par un vieillissement conséquent de la population entre 1982 et 1999. Depuis, la population de Vivy a légèrement rajeuni du fait de l'arrivée de jeunes ménages avec enfants.

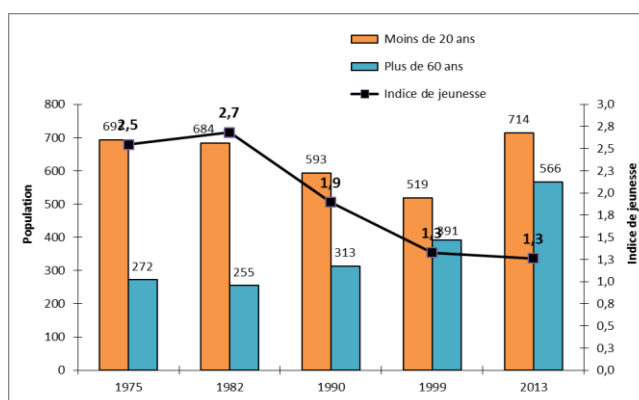


Figure 12 : Evolution de l'indice de jeunesse entre 1975 et 2009

La proportion des plus de 60 ans à Vivy est inférieure à celles du Canton, de Saumur Agglo et du département contrairement à celle des moins de 15 ans qui elle est nettement supérieure.

	Vivy	Canton	Saumur Agglo	Maine-et-Loire
0-14 ans	22 %	21.6%	19.2%	19.7%
15-29 ans	17,6%	15.5%	16.5%	19.3%
30-60 ans	37,9%	39.4%	39.1%	39.1%
60 ans et plus	24,6%	23.5%	25.2%	21.8%

Tableau 9 : Population par grande tranche d'âge en 2013

De nouvelles évolutions se font ressentir sur la commune d'une part suite à un afflux massif de ménages avec enfants généré par la création de lotissements et de l'autre par l'augmentation de 25,8% de la population scolarisée (2-24 ans) entre 1999 et 2009, les effectifs scolaires (école publique et privée) étant passés de 266 élèves à la rentrée 2003 à 345 pour 2012-2013. (Sources : Académie de Nantes et Mairie de Vivy)

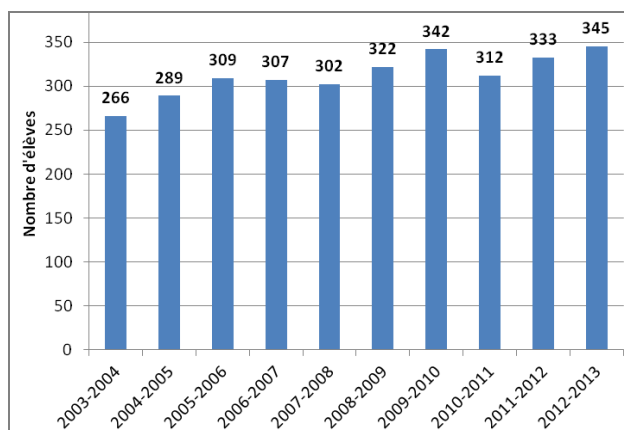


Figure 13 : Evolution des effectifs scolaires à Vivy

Avec 18 005 € de revenus nets déclarés moyens, les ménages imposés (55,1% des foyers fiscaux) présentent des revenus sensiblement comparables à ceux à l'échelle du canton d'Allonnes (19 710€) mais supérieurs à ceux de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement (16 399€). En revanche, les foyers de Vivy ont des revenus inférieurs à la moyenne départementale (21 479€).

C. ÉVOLUTION DE LA TAILLE MOYENNE DES MÉNAGES À LA BAISSÉ

La taille moyenne des ménages est en baisse constante importante depuis 1975, passant de 3,4 personnes par ménage à 2,5 en 2013.

Le niveau atteint en 2013 est cependant en accord avec la taille moyenne des ménages à l'échelle du Canton d'Allonnes (2,5), de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement (2,2) et du Maine-et-Loire (2,3).

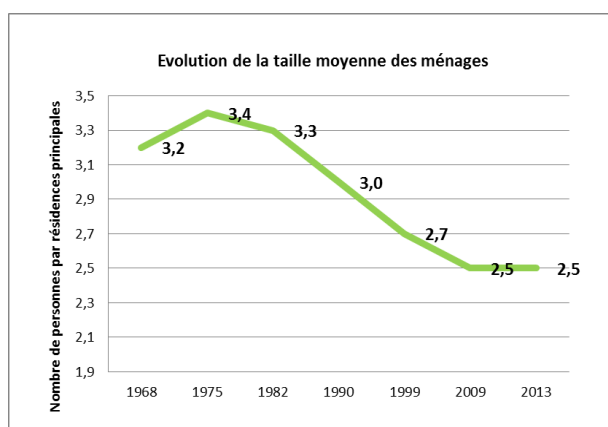


Figure 14 : Evolution de la taille moyenne des ménages

Cette évolution traduit un phénomène de décohabitation, avec le départ de jeunes adultes dans les familles qui se sont installées en nombre 15 à 20 ans plus tôt sur la commune. Il n'y a pas pour autant un effondrement complet de la taille moyenne des ménages, car l'augmentation de la population est toujours aussi soutenue.

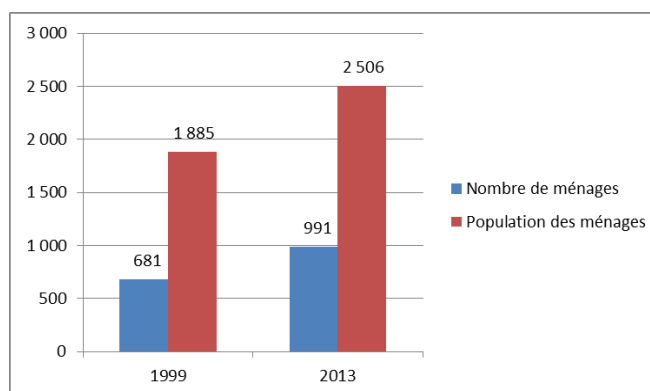


Figure 15 : Evolution de la taille moyenne des ménages

D. PRESCRIPTIONS ET ENJEUX SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Saumurois a été arrêté à l'été 2016. Le Plan Local d'Urbanisme de Vivy devra être compatible avec ce document suite à son approbation.

Le DOO arrêté propose la répartition suivante de la population :

GRAND SAUMUROIS	POP 2006	POIDS DANS SCOT	POP 2011	POIDS DANS SCOT	OBJECTIF POPULATION 2030	Effort éval. Population SCOT	effort 2006-2011	BESOIN FINAL 2030	poids effort logement	effort 2006/2011
POLE SAUMUROIS (Saumur, Distré, Chacé, Varrains)	32 438	32,7%	31 342	31,0%	32,6%	36 338	46%	32 24	41%	28%
Pôles d'équilibre	25 465	25,7%	25 558	25,6%	26,0%	29 403		21 086		
Montreuil-Bellay	4 060	4,1%	4 034	4,0%	4,0%	4 520		370		
Doué-la-Fontaine	7 442	7,5%	7 519	7,4%	7,5%	8 475		701		
Longué-Jumelles	6 892	6,9%	6 832	6,8%	7,0%	7 944		344		
Allonnes	2 838	2,9%	2 984	3,0%	3,2%	3 605		338		
Gennes/Les Rosiers	4 233	4,3%	4 189	4,4%	4,3%	4 859		334		
Pôles de proximité	41 368	41,7%	43 912	43,4%	41,4%	46 782		27 85		
SLD	22 554	22,7%	23 796	23,5%	22,7%	25 551		15 46		
DOUE	4 832	4,9%	5 259	5,2%	4,9%	5 537		270		
GENNOIS	5 296	5,3%	5 774	5,7%	5,3%	5 989		390		
LOIRE LONGUE	8 986	8,7%	9 083	9,0%	8,5%	9 605		580		
SCOT	99 271	100%	101 112	100%	100%	113 000	100%	82 95	1	100%
						arrondi				

La commune de Vivy étant considérée comme une commune non-pôle, elle n'a pas d'objectif démographique défini.

De plus, le PLH 2008-2014 du Grand Saumurois, fixe un objectif de redynamisation du territoire fondé sur un équilibre démographique favorisé par l'adaptation de la production de logements aux réalités territoriales (parcours résidentiels, ressources des ménages, parc disponible...).

Enjeux :

- ➔ Favoriser la mixité sociale et générationnelle sur la commune
- ➔ Éviter les à-coups démographiques
- ➔ Rechercher une évolution en adéquation avec les équipements de la communes

II. ANALYSE DU PARC DE LOGEMENTS

Hors mention contraire, les données sont issues de l'INSEE, recensement de population 1968 à 1990, 1999, 2009 et 2013 (extrait du site internet www.insee.fr consulté en 2016)

A. UN PARC DE LOGEMENTS EN FORTE AUGMENTATION

La forte croissance de la population entre 1968 et 2013 est directement liée à la forte augmentation du parc de logements (455 logements en 1968 contre 1079 en 2013). Cette dernière est supérieure à celle de la population sur la même période, du fait de la forte baisse de la taille moyenne des ménages évoquée précédemment.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Ensemble	455	505	601	666	726	938	1 079
Résidences principales	434	482	545	616	689	871	991
Résidences secondaires et logements occasionnels	4	7	18	22	15	9	12
Logements vacants	17	16	38	28	22	58	75

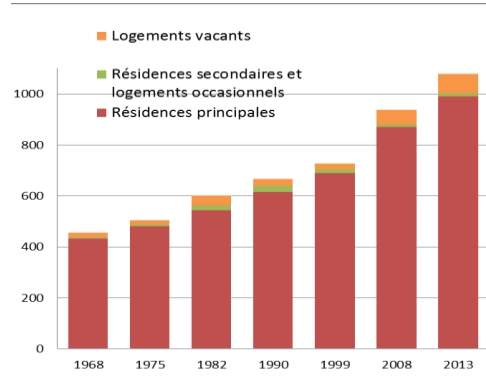


Figure 16 : Evolution du parc de logement entre 1968 et 2013 (en nombre)

En 2013, le parc de logements est composé à 91,8% de résidences principales, à 6,9% de logements vacants et à seulement 1,1% de résidences secondaires et logements occasionnels.

La part de résidences secondaires et de logements occasionnels est désormais très faible (12 unités).

La vacance quant à elle a fortement augmenté sur la dernière période avec 6,9% en 2013 contre seulement 3,0% en 1999 (soit +58 unités pour s'établir à 75 logements en 2013), une valeur supérieure à celle communément observée (4-5%). Cette augmentation a par ailleurs été très importante entre 2006 et 2008.

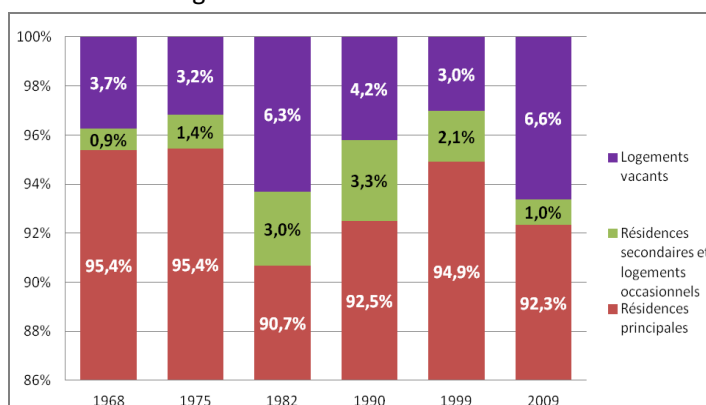


Figure 17 : Evolution du parc de logements entre 1968 et 2013 en %

	2006	2007	2008	2013
Nombre de LV	34	50	58	75
Part des LV par rapport aux RP	4.1%	5.6%	6.1%	7,6%

Tableau 10 : La vacance à Vivy

Source : INSEE, RGP

La vacance à Vivy concerne majoritairement le parc privé (ex : ~ 10 logements vacants au sein de la résidence des Jardins de Suzon), le parc public ne représentant que 1,6% des logements vacants en 2012 (5,5% pour le parc privé). (source : Diagnostic SCot habitat)

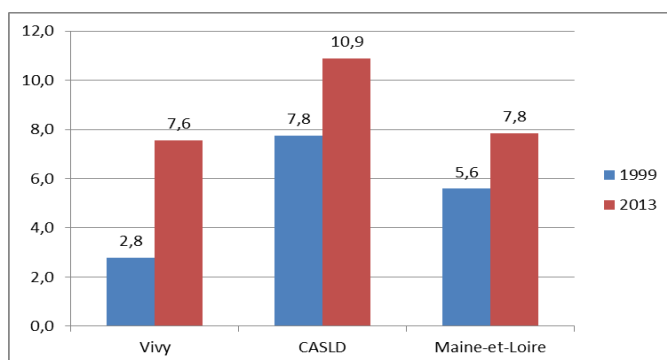


Figure 18 : Evolution du taux de vacance à Vivy

Par ailleurs, le taux de vacance à Vivy est inférieur à celui de Saumur Agglo (10,9%) mais en très forte progression par rapport à la communauté d'agglomération et au département : Vivy +240%, CASLD +56%, Département +67%.

Elle peut partiellement s'expliquer par le mauvais état de certaines résidences principales (7% en 2009) ayant conduit leur propriétaire (notamment exploitants agricoles) à délaisser leur habitation au profit d'une construction neuve. De même, la vacance de courte durée, notamment liée à la phase de transition lors du changement de locataire d'un logement, peut ponctuellement expliquer cette situation, d'autant que la part de ces locataires a augmentée d'environ 46 % entre 1999 et 2013, période durant laquelle la vacance a triplé.

B. UN RYTHME SOUTENU EN MATIÈRE DE CONSTRUCTIONS NEUVES

Le rythme de la construction neuve a fortement augmenté depuis 2001-2005 avec une moyenne de 25 constructions commencées par an entre 2001 et 2013 contre 12 pour la période 1996-2000 et 10 pour 1991-1995.

Cette dynamique peut s'expliquer par l'ouverture à l'urbanisation du lotissement au Sud du centre-bourg notamment.

Toutefois, ce rythme reste irrégulier d'une année à l'autre. (Source : Sitadel)

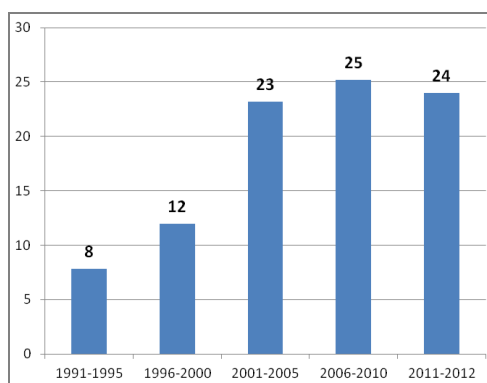


Figure 19 : Nombre moyen annuel de logements commencés

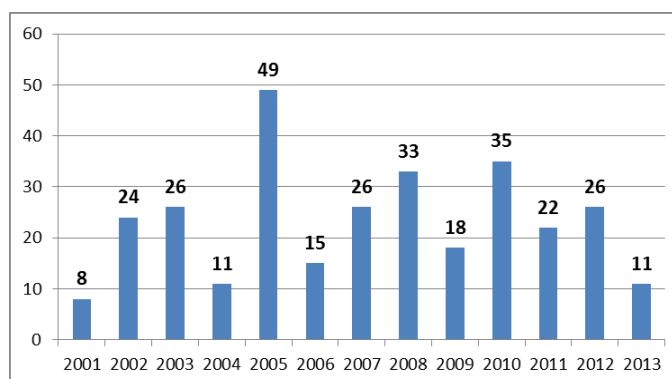


Figure 20 : Nombre moyen de logements commencés entre 2001 et 2013

Toutefois, si le nombre de constructions neuves a fortement augmenté entre 1968 et 2009 (+115%), la population n'a pas suivi une dynamique aussi intense, progressant tout de même de 65%.

Ainsi, la construction neuve ne s'accompagne pas automatiquement d'un accroissement de la population. Plusieurs facteurs liés à l'évolution du parc de logements peuvent aussi contribuer à augmenter la population sans recours à la construction neuve :

- ➔ **le renouvellement du parc** : création de logements, par découpage par exemple d'une habitation en plusieurs appartements, ou par changement de destination ;
- ➔ **la variation du stock des résidences secondaires et des logements vacants** : qui peuvent se transformer en résidences principales au gré des ventes ou des changements d'affectation ;
- ➔ **le resserrement des ménages** : lorsque la taille moyenne des ménages augmente, le nombre de résidences principales nécessaires pour accueillir un nombre égal de personnes sur une période donnée diminue.

Cette évolution intrinsèque au parc de logements génère des besoins ou des excès en logements. La somme de ces besoins ou excès donne le « **point mort** » ou un nombre de **logements « non démographiques »**, c'est-à-dire, **le nombre de logements nécessaires pour stabiliser le nombre d'habitants pendant une période donnée. En comparant la construction neuve effectivement observée à cette période, on voit si elle a participé ou non à combler les besoins non démographiques.**

utilisation de la construction neuve (en nombre de logements)	1990-1999	1999-2013	Explications pour la période 1999-2013
besoins liés au renouvellement	21	-25	construction de 327 logements, mais le parc a augmenté de 352 unités, soit une perte de 25 logements
besoins liés à la variation des RS et LV	-13	50	passage de 22 à 75 logements vacants et 15 à 12 résidences secondaires, soit 50 résidences principales en moins
besoins liés au desserrement	64	56	passage de 2.74 à 2.5 personnes/ ménages, générant un besoin de 56 logements pour loger autant de personnes
POINT MORT (nombre de logements pour stabiliser la population)	72	81	besoin de 81 logements pour stabiliser la population de 2013 au niveau de 1999
POINT MORT ANNUEL	7,2	8,1	
construction neuve	81	327	
logements ayant un EFFET DEMOGRAPHIQUE	9	246	327 logements construits donc un différentiel de 246 logements participant effectivement à l'augmentation de la population

Tableau 11 : Calcul du Point Mort

Entre 1990 et 1999, 81 constructions nouvelles ont été mises en chantier. La disparition de logements suite à des opérations de renouvellement (fusion de logements, destruction...) associée à la diminution du stock de résidences secondaires et de logements vacants ont juste suffi à compenser les besoins importants en logements issus du desserrement des ménages (passage de 3,02 à 2.74 personnes par ménage) pour stabiliser la population à son niveau de 1990. Au total ce sont donc 9 logements qui ont contribué à la hausse de population entre 1990 et 1999.

La période 1999-2013 se caractérise également par d'importants besoins en logements pour stabiliser la population communale. Ainsi, la forte hausse de la vacance a contribué à la disparition de 50 résidences principales, malgré la faible baisse du stock de résidences secondaires. Sur la même période, 25 nouveaux logements ont cette fois-ci été créés par renouvellement du parc (changement de destination de granges, découpages d'appartements...), tandis que le desserrement des ménages entraînait un besoin de 56 logements supplémentaires par rapport au stock de résidences principales de 1999 pour loger le même nombre de personnes. Au total, ce sont donc 81 logements qui étaient nécessaires, en 2013, pour stabiliser la population à son niveau de 1999. Sur les 327 logements mis en chantier, seul un différentiel de 246 logements a effectivement participé à l'augmentation de la population communale.

C. UN PARC PEU DIVERSIFIÉ

Statut d'occupation des résidences principales en 2013

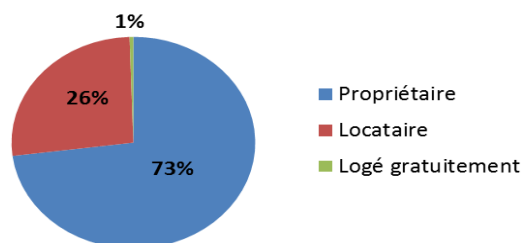


Figure 21 : Statut d'occupation des RP en 2013

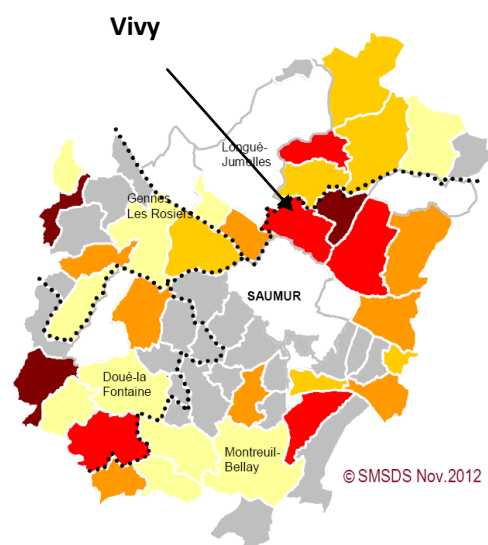
En 2013, 73% des résidences principales sont occupées par leur propriétaire.

En moyenne, un propriétaire occupe pendant 20 ans son logement alors que la durée moyenne d'occupation n'est que de 6 ans pour les locataires. Ainsi, la présence de logements locatifs sur le territoire vétusien favorise d'avantage le renouvellement de la population que les constructions destinées à être occupées par leur propriétaire.

Par ailleurs, le parc social a presque doublé en 13 ans (34 unités en 1999 contre 62 en 2009) et a connu l'une des plus fortes augmentations du Nord Saumurois.

Cependant, il reste insuffisant à l'échelle de la commune (6.2 % seulement des résidences principales en 2013).

Ce parc social est localisé dans le centre-bourg de Vivy. Il est composé de pavillons individuels et de petits collectifs. En effet, 2 petits immeubles se partagent 21 logements à caractère social rue de la Jouannerie, les 45 autres sont situés rue du four à pain, rue Marie Curie et rue Claude de Bussy.



SCoT : 34.9 %
Département : 4.2 %

- Plus de 80%
- entre 60 et 80%
- entre 40 et 60 %
- entre 20 et 40 %
- entre 1 et 20 %
- entre -20 et 0 %
- aucune donnée

Carte 34 : Evolution du nombre de RP occupées par un locataire HLM de 1999 à 2011

Source : Diagnostic habitat du SCoT du Grand Saumurois

Le parc de logements est relativement récent (71 % des résidences principales ont été construites après 1945) et dominé par la maison individuel à hauteur de 91,9% en 2013.

La plupart des logements sont grands. 76% des logements ont 4 pièces et plus en 2013. On compte 5 pièces en moyenne par maison et 3 par appartement. Il est à noter que la part des petits logements régresse globalement par rapport à celle des grands (plus de 4 pièces) alors même que 25% des ménages de la commune sont composés d'une seule personne, que 32% des ménages sont sans enfant et que 6.4% des ménages sont des familles monoparentales.

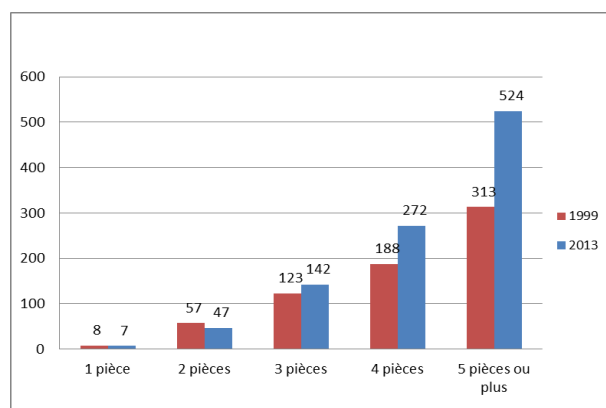
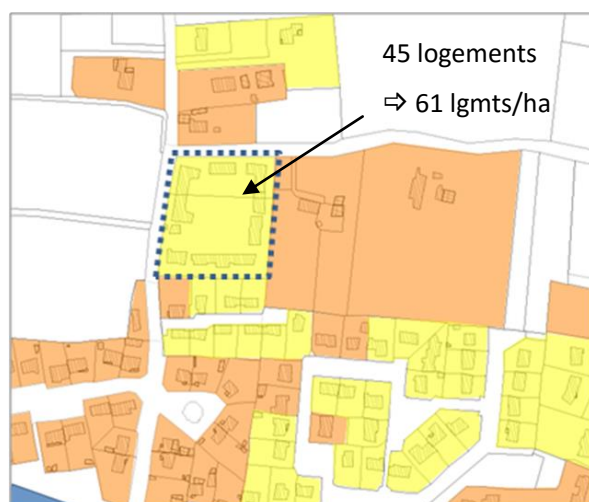


Figure 22 : Résidences principales selon le nombre de pièces

Entre 2004 et 2012, 235 logements ont été construits sur la commune de Vivy. Ces constructions nouvelles se sont essentiellement implantées sous forme organisée dans le centre-bourg, d'une part au sud du village-rue concourant à l'extension urbaine et d'autre part au nord des premiers lotissements vétusiens assurant un trait d'union avec l'urbanisation antérieure. Plus marginalement, de nouvelles constructions ont vu le jour dans les cantons et hameaux sur des parcelles en bordure de voie. Ainsi, sur l'ensemble du territoire de Vivy, près de 17 hectares ont été consommés pour le développement de l'urbanisation soit une densité moyenne de 13,8 logements par hectare.



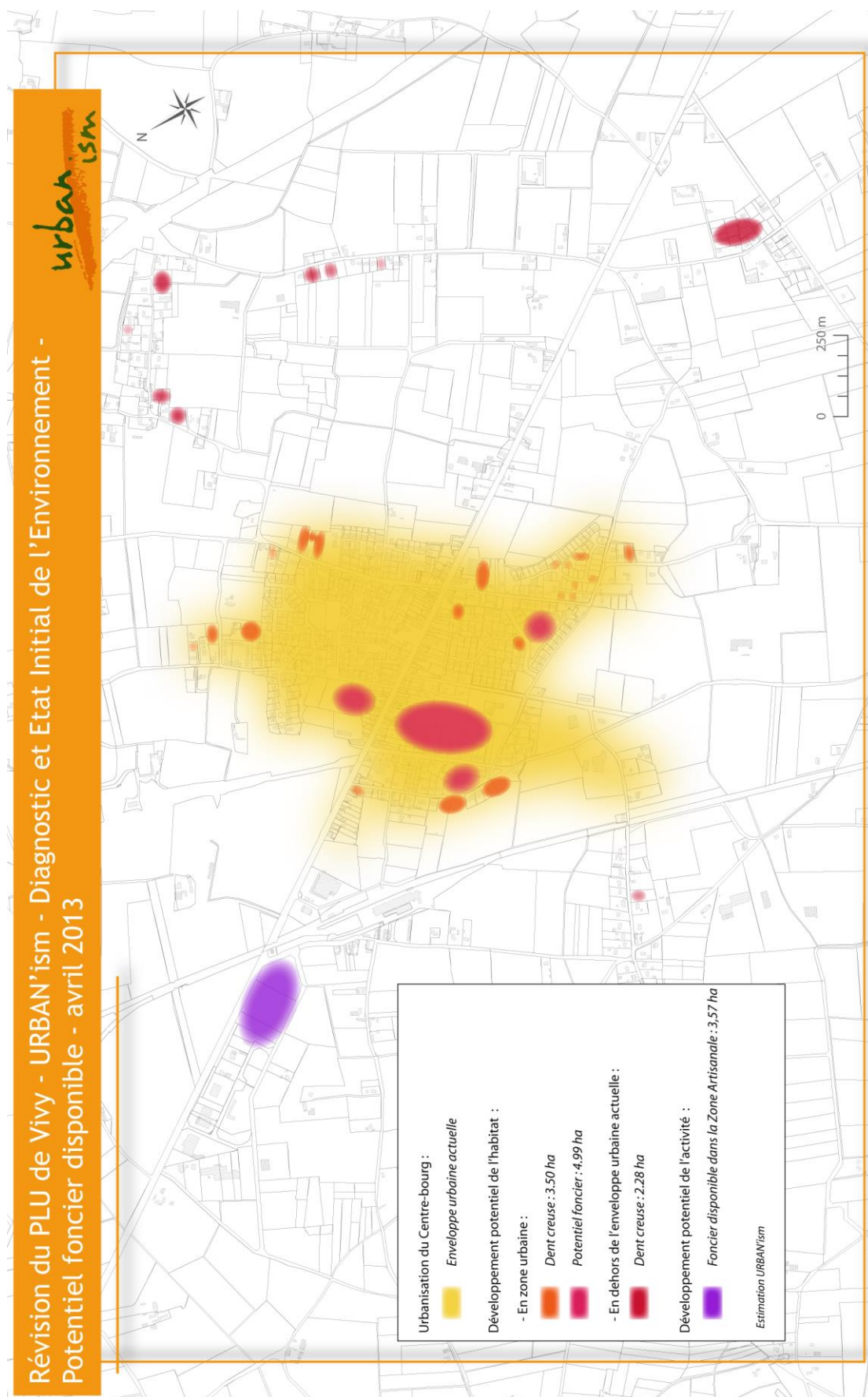
Carte 35 : Exemple d'opération dense dans le bourg de Vivy

Toutefois, cette densité moyenne doit être nuancée, le jeu des échelles et le type d'opération faussant les calculs, principalement dans le cas d'opérations très denses. En effet, au Nord du centre-bourg, une opération de 45 logements sur moins d'un hectare enregistre une densité de 61 logements par hectare. En faisant abstraction des cas particuliers, la densité moyenne est donc portée à environ 11,6 logements par hectare.

Aujourd'hui, le potentiel urbanisable restant notamment en comblement des dents creuses dans l'enveloppe urbaine actuelle est à même de répondre aux objectifs du PLH pendant au moins 10 ans sur une base de densité au moins égale à celle observée actuellement. En effet, les dents creuses du centre-bourg dans les lotissements sud et ouest ainsi que quatre secteurs situés en cœur d'urbanisation actuelle représentent près de 8,5 hectares mobilisables dans l'enveloppe urbaine. De plus, 2,3 hectares en comblement de dents creuses dans les cantons des Saudières, du Pont Grison, de la Croix-Courault et du Ciron sont également disponibles. Toutefois, ces constructions au coup par coup apparaissent très tributaires de la rétention foncière dans des zones où la construction suit une logique individuelle contrairement au bourg où l'urbanisation s'opère de manière organisée. Une réflexion sur l'ouverture ou non à l'urbanisation de certains de ces cantons devra donc être engagée afin de ne pas accroître le phénomène de mitage déjà observé.

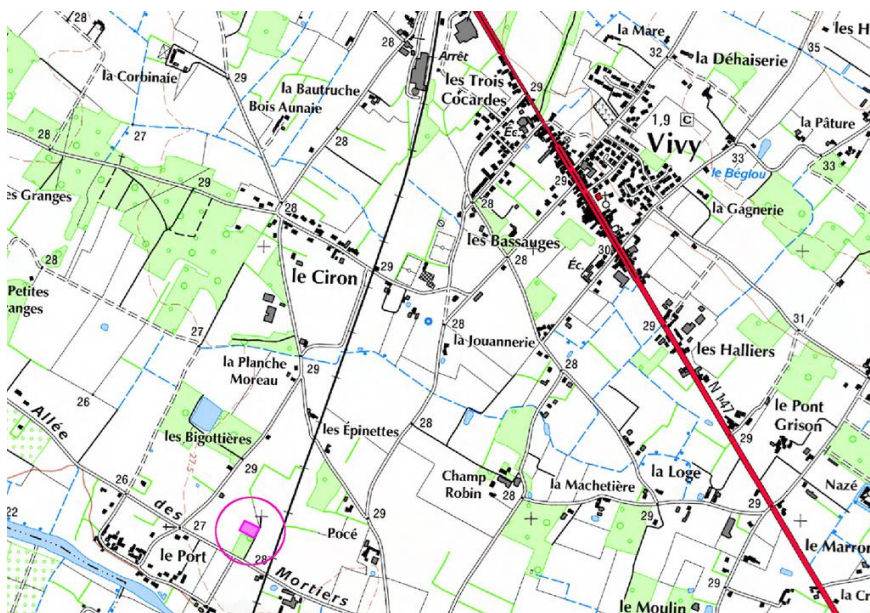
Révision du PLU de Vivy - URBAN'ism - Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement -
Potentiel foncier disponible - avril 2013

urban
ism



Carte 36 : Potentiel foncier disponible

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage (2011-2016) élaboré par le Département et l'Etat fixe des recommandations en matière de d'accueil des gens du voyage. Au niveau local, cette compétence relève de la CASLD qui doit proposer sur son territoire des aires d'accueil. Le schéma 2003-2009 préconisait la création de 6 aires de petit passage (10 places par aire). A ce jour, sur le territoire de la CASLD on dénombre 90 places : 40 et 14 places sur 2 terrains principaux et 3 aires des petits passages de 12 places dont une se trouve à Vivy, à 2,6km du centre-bourg.

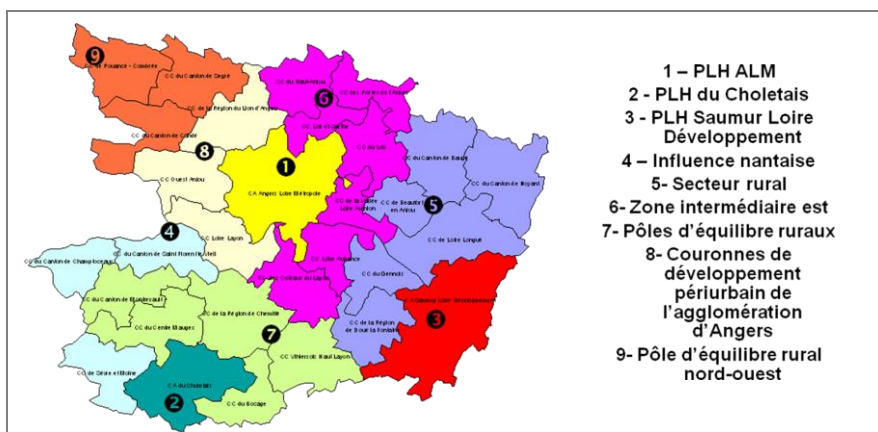


Source : DDT de Maine-et-Loire

Plusieurs familles des gens du voyage et du cirque se sont sédentarisées et ont achetés des terrains à bâtir sur la commune de Vivy essentiellement hors du bourg dans les lotissements privés.

Enjeu : Une réflexion relative à l'accès à la propriété de ces familles est donc à mener.

Le Plan Départemental de l'Habitat a été approuvé le 17/12/2007 par le Conseil Général du Maine-et-Loire.



Carte 38 : Sectorisation du PDH de Maine-et-Loire

Source : Conseil Général de Maine-et-Loire, 2008

Le PDH fixe huit objectifs globaux :

- ➔ Favoriser un développement harmonieux et diversifié de l'habitat,
- ➔ Encourager la maîtrise foncière pour la production d'une offre de logements aidés et accessibles à tous,
- ➔ Limiter l'étalement urbain de l'agglomération d'Angers,
- ➔ Promouvoir des formes urbaines moins consommatrices d'espaces,
- ➔ Renouveler, développer et adapter le parc social,
- ➔ Favoriser la requalification et l'adaptation du parc privé,
- ➔ Développer des formules innovantes de logements adaptés pour les personnes âgées,
- ➔ Favoriser des réponses locales en matière de logements spécifiques pour les jeunes.

En ce qui concerne le territoire de Vivy, il est situé en secteur rural du PDH et bénéficie à ce titre d'enjeux particuliers relatifs principalement à la diversification des formes urbaines dans l'objectif d'une gestion économe des sols ainsi qu'à la requalification et à l'adaptation du parc privé.



Carte 39 : Enjeux par secteur du PDH

Source : Conseil Général de Maine-et-Loire, 2008

Le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Saumurois** a été arrêté par le comité syndical le 28 juin 2016. Le Plan Local d'Urbanisme de Vivy devra être compatible avec ce document suite à son approbation, notamment dans son volet habitat et devra ainsi décliner ses orientations au niveau de la commune. Les grandes orientations définies dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT sont :

1. LE CADRE SPATIAL : Soutenir la valeur universelle exceptionnelle pour l'ensemble du territoire par un parti d'aménagement et une gestion patrimoniale dynamique

- 1.1. Une organisation urbaine pour renforcer la visibilité du Saumurois et valoriser ses espaces de vie (les pôles)
- 1.2. Une trame écologique pour valoriser et préserver les ressources naturelles et patrimoniales (la trame verte et bleue)
- 1.3. Un espace agricole, viticole et sylvicole pour préserver des activités primaires dynamiques
- 1.4. Inscrire le patrimoine mondial dans l'aménagement du territoire

2. L'ECONOMIE : Renforcer et développer une économie diversifiée en s'appuyant sur une stratégie touristique offensive

- 2.1. Structurer les infrastructures touristiques et la politique d'animation et d'accueil à l'échelle du Grand Saumurois pour soutenir les autres fonctions économiques du territoire
- 2.2. Organiser le développement des activités économiques dans des espaces de qualité
- 2.3. Relever le défi du changement climatique
- 2.4. Soutenir le développement et la diversification des activités primaires

3. LA VIE SOCIALE : Cultiver l'art de vivre en Saumurois pour renforcer la cohésion sociale

- 3.1. Organiser les mobilités pour un meilleur accès aux services et à l'emploi, et l'adaptation au changement climatique
- 3.2. Affirmer le commerce comme un facteur d'attractivité et d'urbanité
- 3.3. Organiser un développement résidentiel favorisant redynamisation des centre-villes, sociabilité, et mixité générationnelle et sociale
- 3.4. Réinventer une culture du risque partagée

Vivy appartient à la communauté d'agglomération de Saumur Loire Développement qui a établi un **contrat de territoire** avec les Conseil Général pour trois ans (2009-2012) comportant des objectifs globaux sur la production de nouveaux logements locatifs sociaux et sur la requalification du parc privé. Huit thèmes se dégagent :

- ➔ Le développement de nouvelles zones d'habitat,
- ➔ La production diversifiée de logements,
- ➔ La requalification du parc privé,
- ➔ Le développement durable dans l'habitat,
- ➔ Le développement de logements pour les publics spécifiques,
- ➔ Le développement de logements spécifiques pour les jeunes,
- ➔ L'information et le conseil en matière d'habitat

- La coopération avec l'observatoire départemental de l'habitat.

De même, sa politique de l'habitat devra être compatible avec le **PLH 2008-2014 de Saumur Loire Développement** modifié le 23 septembre 2010 qui poursuit trois grandes orientations :

- Développement territorial : Meilleur équilibre ville centre / secteurs ruraux
- Développement de l'offre : Réponse aux besoins peu ou mal couverts par le marché
- Modernisation du parc de logements
- Redynamisation démographique du territoire

Identifiée en secteur dit des communes de proximité, elle devra donc recadrer l'offre en construisant un parcours résidentiel complet, pour tout public, de la location à l'accession à la propriété. Faisant partie du territoire d'Allonnes, il s'agira de suivre les objectifs suivants :

- Diversifier les logements, y compris en accession
- Maintenir l'effort de production de logement social
- Favoriser la diversité dans la typologie de l'offre
- Favoriser le développement du parc conventionné dans l'ancien

De plus, les communes de proximité doivent construire un minimum de 109 logements par an. La répartition de ces constructions n'est toutefois pas définie. Il semble toutefois que Vivy ait à construire environ 8 logements par an (source : Saumur Agglo).

	Population en 2010	Objectif de production en fonction du poids démographique	Nombre de communes	Objectif de production en fonction du nombre de commune
Communes de proximité	24 127	109	17	109
Vivy	2413	11	1	6

Tableau 12 : Estimation de l'objectif de production de logements du PLH à Vivy

La commune devra donc changer radicalement la logique d'urbanisation qu'elle avait jusqu'alors en divisant par trois son rythme annuel de construction, construisant ainsi 80 logements sur 10 ans.

De même, le PLU de Vivy devra respecter les objectifs fixés par le **schéma départemental des gens du voyage 2011-2016** approuvé le 7 juillet 2011 et exécutoire à compter du 29 août 2011 pour une durée de six ans et prendre en compte ses préconisations.

Enjeux :

- Étudier le phénomène de vacance observé afin d'identifier les actions à porter pour limiter se phénomène en forte croissance,
- Diversifier l'offre en mixant les produits (prix, taille, architecture...) pour offrir une réelle possibilité de parcours résidentiel sur la commune,
- Favoriser de nouvelles formes urbaines en posant des règles pertinentes dans l'enveloppe constructible,

- ➔ Réussir une mutation qualitative du parc de logements en incitant aux économies d'énergie dans l'ancien notamment,
- ➔ Favoriser le renouvellement de la population et parvenir à une meilleure mixité sociale en renforçant le parc locatif social,
- ➔ Conserver les lieux d'accueil en lien avec le cadre urbain et le centre de vie (équipements, services)
- ➔ Engager une politique de maîtrise foncière pour répondre à ces enjeux.

III. ANALYSE EN ÉQUIPEMENTS ET SERVICES

A. OFFRE EN ÉQUIPEMENTS DÉVELOPPÉE CONTRIBUANT À L'ATTRACTIVITÉ DE LA COMMUNE

La commune de Vivy se caractérise par un nombre d'équipements suffisant pour permettre le développement d'une vie associative culturelle et sportive dynamique.

1. Les équipements scolaires et périscolaires

La commune dispose de **deux écoles**, situées en centre-bourg :

- ➔ L'école publique « La Vétusienne », comprenant une école maternelle et primaire (9 classes, 226 élèves à la rentrée 2012-2013),
- ➔ L'école privée du « Sacré Cœur » (5 classes, 119 élèves à la rentrée 2012-2013).

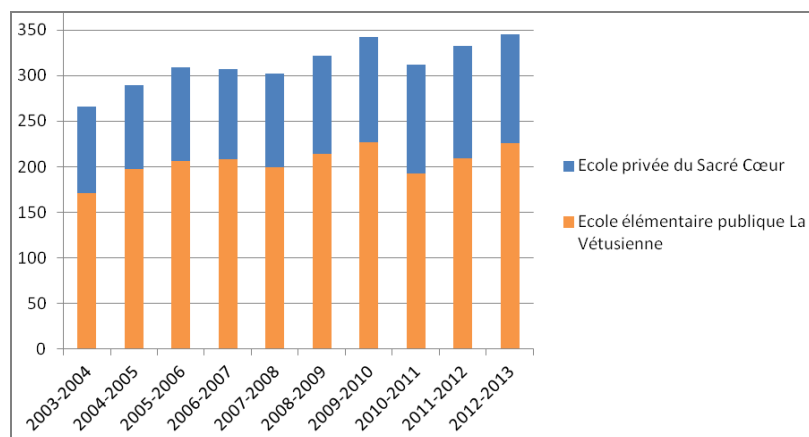


Figure 23 : Evolution des effectifs scolaires

Les effectifs scolaires de Vivy ont connu une croissance de l'ordre de 30% depuis 2003. Toutefois, cette évolution a été plus marquée pour l'école publique « La Vétusienne » que pour celle du « Sacré Cœur » avec 32% pour la première et seulement 25% pour la seconde. Cette croissance s'explique par l'arrivée de nouveaux ménages avec enfants sur la commune et par l'évolution croissante de la natalité depuis 10 ans.

De plus, selon la mairie, près de 85% des élèves de chacune de deux écoles habitent à Vivy et une vingtaine serait issue de la communauté des gens du voyage qui se sédentarise sur la commune.

Il est à noter que cet effectif devrait rester stable au moins encore pendant trois ans.

La cour de l'école maternelle « La Vétusienne », qui avait été conçue en 1976, a été mise aux normes au cours de l'été 2012, l'ensemble ayant été rendu plus accessible, embelli et agrémenté d'espace de jeux. Aujourd'hui, les locaux de ces deux structures apparaissent adaptés aux besoins.

Par ailleurs, les besoins en enseignement secondaire public ou privé peuvent être satisfaits avec les collèges de Saint-Lambert-des-Levées et de Longué-Jumelles.

Vivy possède également une **cuisine municipale** située à l'école « La Vétusienne » qui fournit les repas des deux écoles. Ces repas sont servis directement sur place à l'école publique et pour l'école du « Sacré Cœur » acheminés jusqu'à son propre réfectoire où du personnel communal se charge de réchauffer les plats et d'assurer le service.

Chacune des écoles possède sa propre **garderie périscolaire**.

Un **relais assistantes maternelles** rassemblant une quinzaine de professionnelles permet de satisfaire les besoins des plus jeunes à Vivy. Cette offre est complétée sur la commune d'Allonnes par un groupe petite enfance. Une réflexion sur la création d'une MAM (Maison des Assistantes Maternelles) à Vivy est en cours. Ce projet permettrait le regroupement des différentes structures présentes sur le canton afin de proposer un service plus complet.

2. Les équipements socio-culturels

Vivy dispose, de plus, d'une **bibliothèque municipale** depuis 1997, qui est située autour de la place centrale de l'Eglise, derrière la Mairie et d'un espace des loisirs (**salle de loisirs des Bassauges**), achevée en 2002, faisant office de salle des fêtes localisé à proximité de la salle omnisport. L'ancienne salle des fêtes située en sortie de bourg en direction de Longué-Jumelles a été reconvertie en **salles des associations** et salles de réunions afin de répondre aux besoins des diverses associations présentes sur la commune.

Un **espace jeunesse**, réaménagé en 2007 derrière la mairie, est également accessible aux jeunes adolescents.

De plus, le **centre aéré Vivy/Neuillé** situé à Neuillé accueille les enfants de ces deux communes.

3. Les équipements sportifs

La commune de Vivy dispose de différents équipements permettant de répondre aux besoins de pratiques sportives. Ainsi, une **salle omnisports** a été construite en 1993. Un **terrain de tennis**, deux **de football** et un **de pétanque** sont présents à proximité du complexe.

Un **terrain de cross VTT** et une **aire de jeux** sont également accessibles à tous en au Nord du centre-bourg dans le lotissement des Grands Champs. Aucune aire de jeux n'a été aménagée au sud du bourg. Une réflexion allant dans ce sens sera donc à mener.

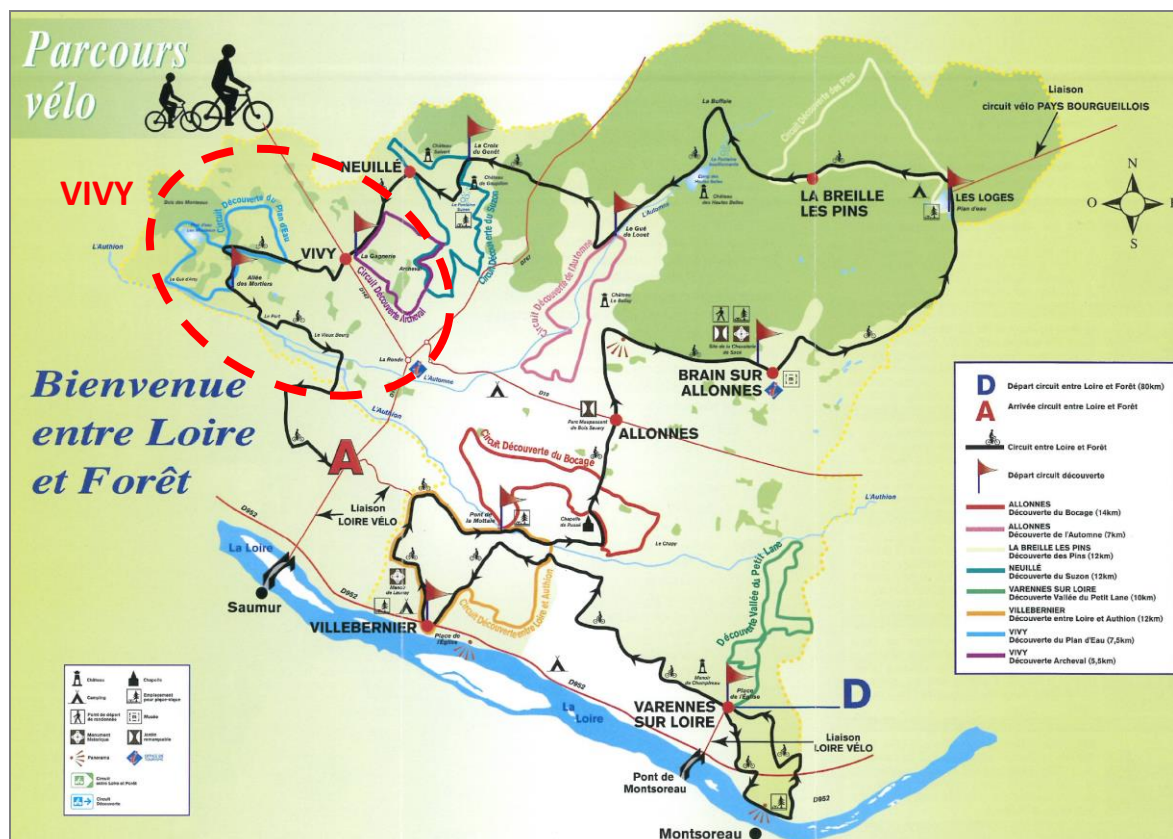
De plus, deux **salles de boule de fort** sont présentes sur la commune, une dans le centre-bourg et l'autre dans le Canton du Port.

La **base de loisirs des Monteaux** aménagée en 2006, à l'Ouest du territoire communal, permet de s'adonner aux sports de plein air et à l'observation ornithologique. L'aire ouverte de 14 ha donnant sur un plan d'eau propose des zones de pique-nique, des kiosques ainsi qu'une aire de jeux et un panneau d'information permettant la découverte des espèces animales occupant le site. Ce secteur est géré intégralement par une association et surveillé par 2 personnes. Propice à la marche à pied et la pratique du vélo, **deux circuits de randonnée** y ont été aménagés afin de découvrir l'environnement du secteur et notamment le

Bois des Monteaux.

De plus, un parcours « Découverte Archeval » de 5,5 km existe également au Nord-Est de la commune offrant un cadre paysager bien différent au même titre que les deux autres circuits traversant le territoire (« Découverte du Suzon » et « Circuit entre Loire et Forêt »). Ces cinq parcours, bien qu'empruntant de petites voies, certaines ouvertes à la circulation automobile, coupent et empruntent ponctuellement l'itinéraire emprunté par de nombreux poids lourds pour se rendre à la sablière.

En revanche, aucun accès direct depuis le bourg jusqu'à l'espace de loisirs n'est aujourd'hui aménagé pour les circulations douces.



Carte 40 : Circuits de randonnées des 7 Communes nature du Canton d'Allonnes

4. Les équipements administratifs et de service public

La **Mairie** est située en cœur de bourg sur la place centrale en bordure de la RD 347, à proximité des **services de proximité** et de l'Eglise.

Vivy possède de plus une **Poste** non loin des services administratifs de la mairie.

B. DIVERSITÉ DE L'OFFRE

1. Les commerces de proximité

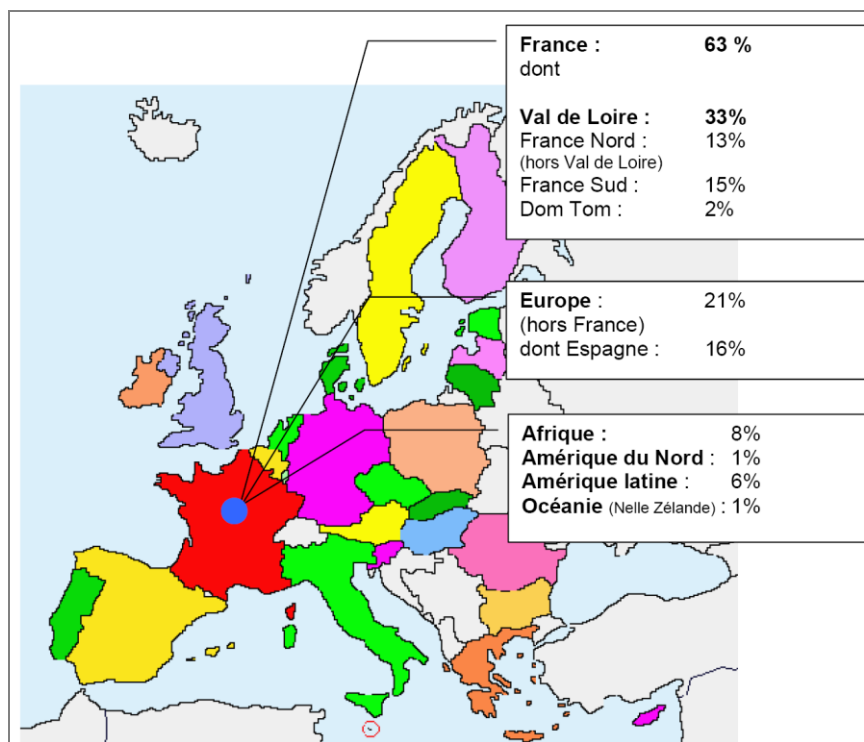
Malgré sa configuration de village-rue, on observe à Vivy la présence d'un véritable centre-bourg et une concentration des activités commerciales de part et d'autre de l'axe principal traversant le centre.

L'appareil commercial de Vivy est très développé avec une offre commerciale et de services assez complète en centre-ville. En effet, la commune de Vivy compte plusieurs commerces de proximité

diversifiés :

- une boulangerie-pâtisserie,
- une boucherie,
- un magasin d'alimentation générale,
- un magasin de producteurs
- trois café-bar-restaurant,
- un buraliste,
- plusieurs coiffeurs et instituts d'esthétique (4 salons, 4 à domicile),
- quatre résidences hôtelières (1 hôtel, 2 chambres d'hôtes et un B&B),
- une auto école,
- un toiletteur canin,
- un photographe,
- un maréchal ferrant,...

Cette activité commerciale de Vivy est en outre complétée par la présence de l'un des deux sites gérés par la SOMINVAL (le deuxième se situe à Angers). En effet, le MIN de Vivy, situé en sortie de bourg en direction de Longué-Jumelles sur 3 ha représente une dynamique économique importante au sein de la du Maine-et-Loire. En effet, cette plate-forme de production et d'expédition de fruits et légumes est doublée d'une station d'entreposage frigorifique qui permet de répondre aux besoins de producteurs pour le stockage et la vente de leurs marchandises. Il est ainsi chargé de diffuser les produits régionaux à l'échelle nationale et concoure également à la revente des marchandises à des grossistes qui expédient la majorité des produits en dehors du département voire même à l'étranger pour certains. La majorité des acheteurs provient du Maine-et-Loire (60% des abonnés), les autres de l'Indre-et-Loire, de l'Indre, de la Sarthe, de l'Ille-et-Vilaine et du Finistère. Ils représentent un total de 20 acheteurs fidèles qui sont occasionnellement complétés par d'autres détaillants principalement au printemps. Toutefois, la dynamique de cette structure, bien que représentant une image de marque, est à relativiser au niveau des retombées locales sur la commune de Vivy. En effet, seulement 33% des fruits et légumes y étant vendu sont produits en Val de Loire et les producteurs de Vivy ne participent pas, ou que très peu, au fonctionnement de cette structure. Ce site d'activité apparaît aujourd'hui comme un satellite déconnecté de l'économie locale malgré les 18 emplois qu'il assure et constitue d'avantage une plateforme d'échanges qu'un moteur pour l'économie et le commerce local.



Carte 41 : Provenance des fruits et légumes du MIN du Val de Loire

Source : Rapport d'activité MIN Val de Loire, 2011

2. Les services de santé

Cette offre commerciale et de services est complétée par une offre en services de santé suffisantes en nombre mais peu diversifiée.

En effet, Vivy compte plusieurs professionnels de santé sur son territoire :

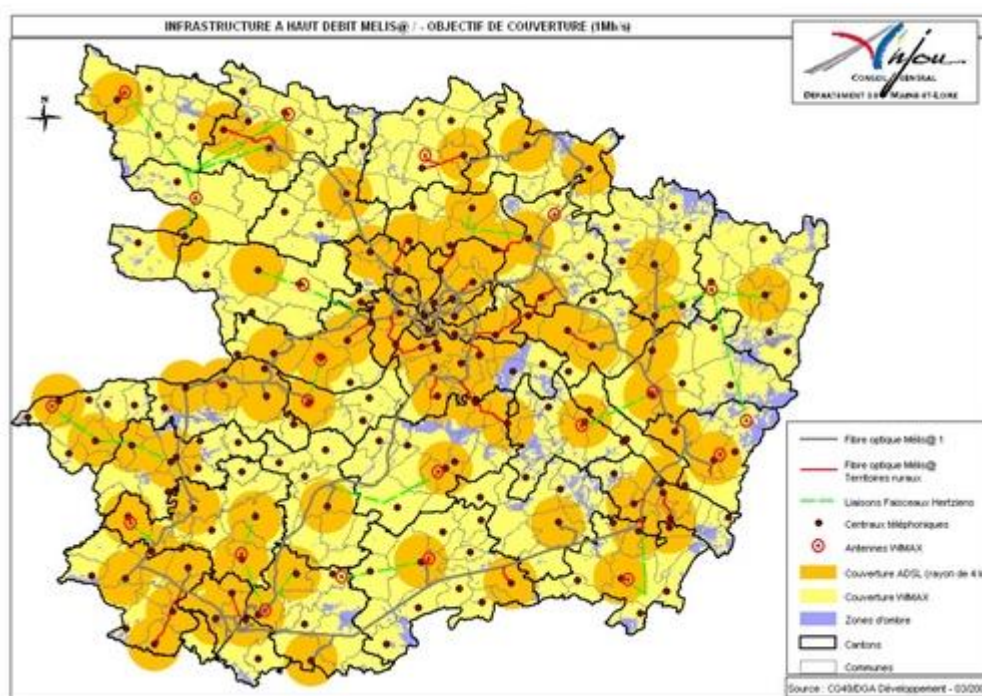
- deux médecins généralistes,
- trois infirmières,
- un service d'aide à domicile
- une pharmacie
- un taxi-ambulancier.

Toutefois, les vétusiens ne disposent pas de kinésithérapeute ou encore d'opticien et de dentiste sur leur territoire et doivent donc se rendre à Saumur ou Longué-Jumelles pour y avoir accès.

Le Saumurois possède le plus faible taux d'équipement en EHPAD du Maine-et-Loire. Vivy n'est dotée d'aucune maison de retraite, les besoins étant satisfaits en partie à Allonnes (résidence « Le Bois Clairay»), Longué et Saint-Lambert-des-Levées (Maison de retraite publique « La Sagesse »). A courts et moyens termes, des actions sont envisagées afin de rééquilibrer l'offre sur le saumurois. En effet, un projet d'UPAD à l'EHPAD Le Bois Clairay d'Allonnes est à l'étude ainsi qu'un PASA à Longué. Un UHR de l'EHPAD du centre hospitalier de Saumur a de plus été labellisé en 2011.

3. Les communications numériques

Une infrastructure de télécommunications à haut débit (Melis@ : Maine-et-Loire Infrastructure Au Service de l'Anjou) a été mis en place par le département.



Carte 42 : Couverture haut débit dans le Maine-et-Loire

Source : CG49, mars 2008

Vivy est ainsi desservie en haut débit par les technologies ADSL, reADSL et ADSL2+ offrant un débit supérieur à 2Mbits et possède un central téléphonique sur son territoire qui vient compléter ceux présents à Longué, Saint-Martin-de-la-Place et Allonnes.

De plus, trois opérateurs proposent internet haut débit via le Wimax permettant ainsi de fournir internet haut débit aux internautes situés en zone blanche ADSL.

NRA situés sur Vivy				
Code	Nom	Lignes	Dégroupage	
VIV49	VIVY	1500	Dégroupé par 1 opérateur	

NRA situés hors de Vivy				
Code	Nom	Localisation	Lignes	Dégroupage
LOJ49	LONGUE	LONGUE JUMELLES	3500	Dégroupé par 2 opérateurs
SMP49	SAINT MARTIN DE LA PLACE	SAINT MARTIN DE LA PLACE	1500	Non dégroupé
AL949	ALLONNES	ALLONNES 49	1500	Dégroupé par 1 opérateur

Tableau 13 : Centraux téléphoniques dans et à proximité de Vivy

Fibre (FTTH et FTTLA), Wimax		
Technologie	Réseaux	Internet
Fibre	Aucun	-
Cable	Aucun	-
Wimax	Numeo	2 Mbits
	Viveole	2 Mbits
	Ozone	2 Mbits

Tableau 14 : Type d'accès haut-débit proposé hors technologies ADSL

Source : www.ariase.com

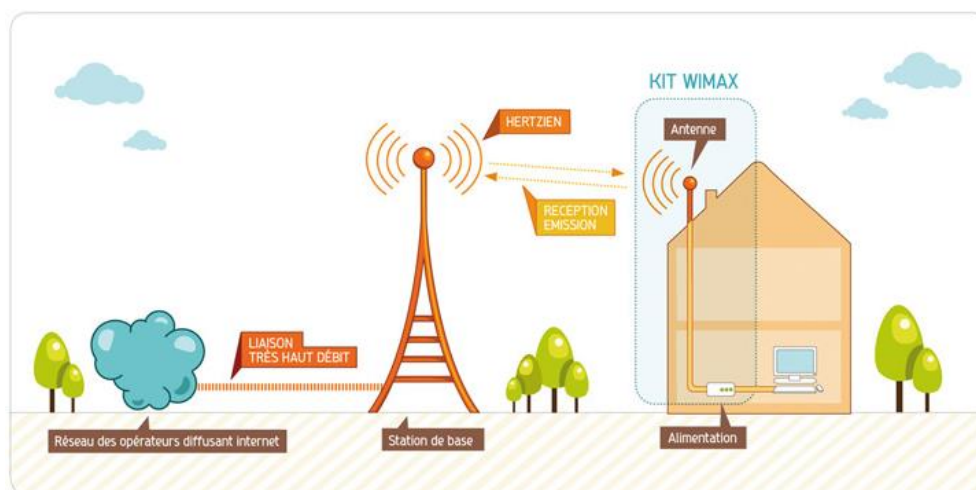
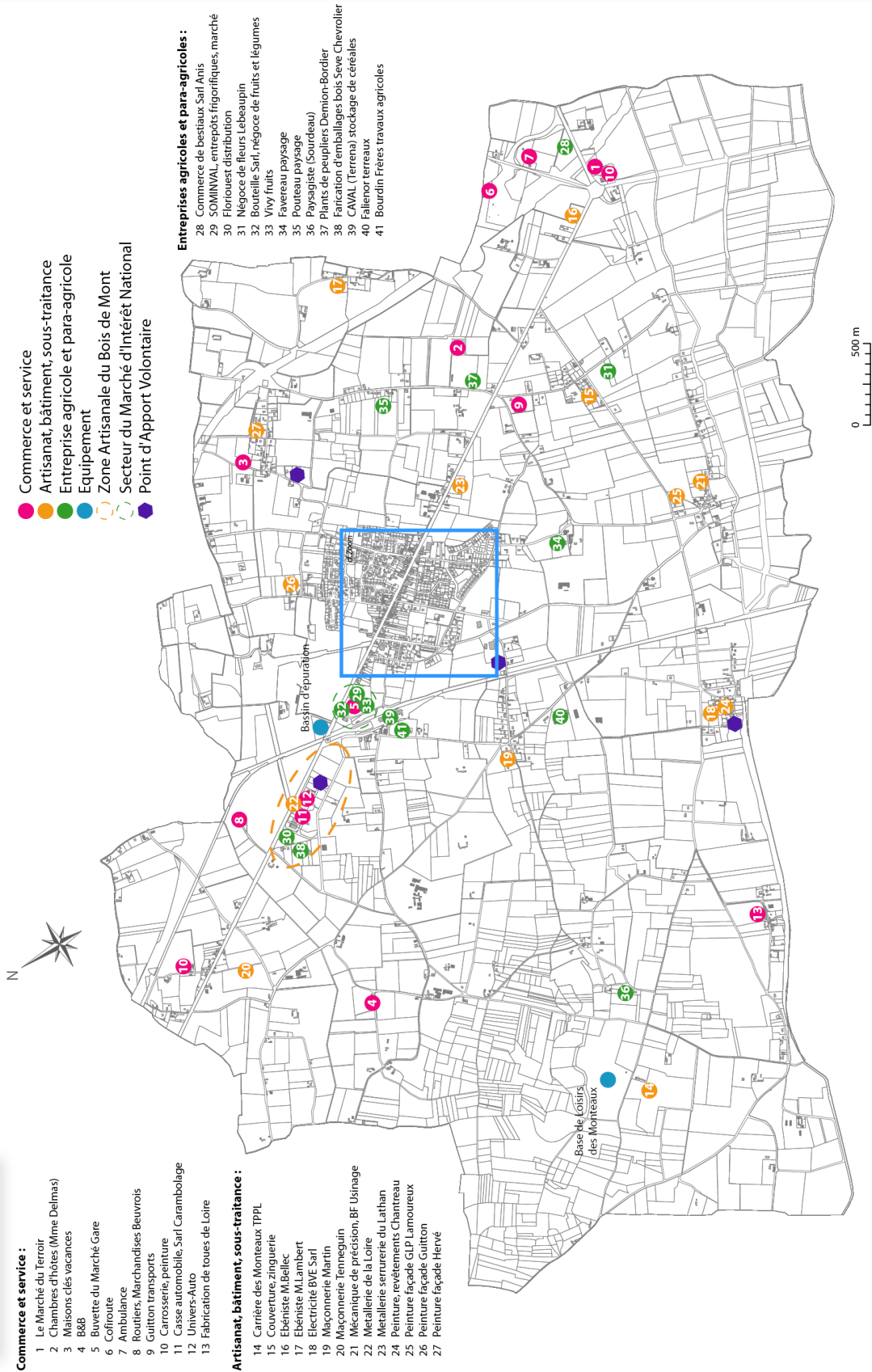


Figure 24 : Schéma de fonctionnement Wimax

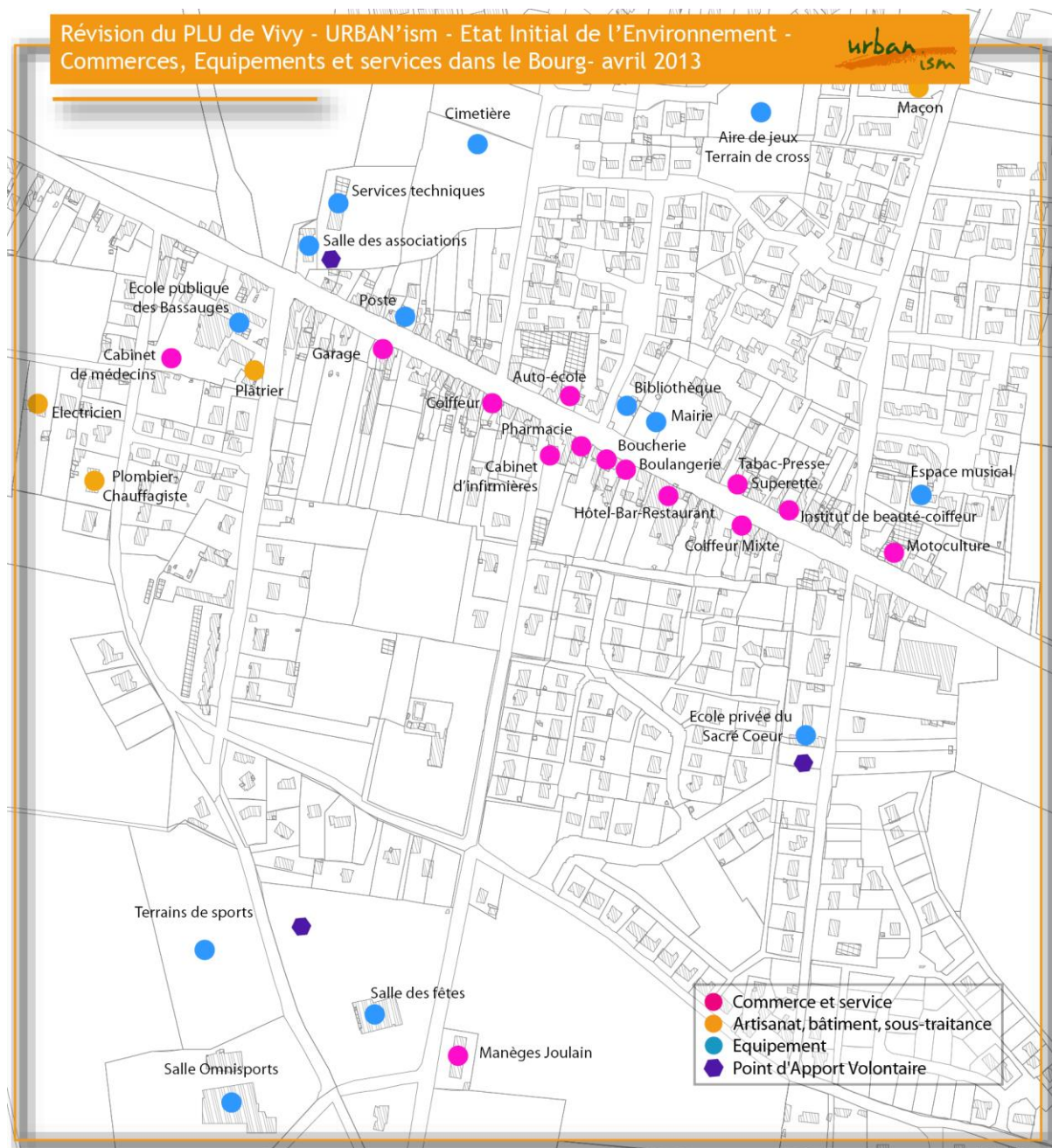
Source : www.melisa.fr

Enjeu : Elle devra prendre en compte dans ses stratégies d'aménagement et de développement à venir la dimension numérique comme un critère d'attractivité en et ainsi faciliter la montée en débit par la fibre optique en installant des fourreaux lors de opérations de voirie.



Carte 43 : Carte des services et équipements

Révision du PLU de Vivy - URBAN'ism - Etat Initial de l'Environnement - Commerces, Equipements et services dans le Bourg- avril 2013



Carte 44 : Cartes des commerces, services et équipements du Bourg de Vivy

C. ENJEUX SUR L'OFFRE EN EQUIPEMENTS, COMMERCE ET SERVICES

Il convient dans le cas de Vivy de maintenir l'activité commerciale existante en renforçant son dynamisme par la requalification de la RD 347 qui scinde le centre bourg entre nord et sud et rend difficile les liaisons de part et d'autre de l'axe. Il est donc nécessaire de le sécuriser et de le rendre plus accueillant et accessible les différents quartiers présents dans la zone urbaine.

Une réflexion sera également à apporter sur la création d'une aire de jeux à l'Est du lotissement des jardins de l'Authion afin de remédier à l'absence d'un tel aménagement dans le sud du centre-bourg.

IV. ANALYSE DE L'ÉCONOMIE LOCALE

Hors mention contraire, les données sont issues de l'INSEE, recensement de population 1968 à 1990, 1999 et 2009 (extrait du site internet www.insee.fr consulté en 2013)

A. LES ACTIFS ET L'EMPLOI : UNE COMMUNE ESSENTIELLEMENT RÉSIDENTIELLE

A l'échelle du SCOT du Grand Saumurois, en 2009, 31,95% des actifs résident à Saumur et 16,97% dans trois communes centre (8,84% à Doué-la-Fontaine, 4,58% à Montreuil-Bellay et 3,55% à Allonnes). Vivy quant à elle représente **le cinquième pôle d'actifs avec 2,88% des actifs du SCOT du Grand Saumurois**.

De même, elle est **le huitième pôle d'emplois** à la même échelle derrière Saumur (plus de 15300), Doué-la-Fontaine (près de 3700, Montreuil-Bellay (2500 environ), Fontevraud-L'abbaye (environ 1230), Chacé (1200) et Allonnes (900).

Cette concentration de l'emploi, conjuguée à l'éloignement des actifs, a multiplié les déplacements pendulaires entre les territoires ruraux et le pôle central.

L'accroissement démographique observé cette dernière décennie s'est accompagnée d'une baisse du chômage de 9 à 8%, d'une hausse du nombre d'actifs occupés (970 actifs ayant un emploi de 15 ans et plus en 2009, gain de 208 personnes soit +27,3% entre 1999 et 2009), **ainsi qu'un accroissement du nombre d'emplois disponibles sur la commune** (gain de 148 emplois, soit +20,41%). Toutefois, **l'indicateur de concentration d'emploi a quant à lui baissé de 76,4 à 66,4** entre 1999 et 2009 traduisant une hausse démographique plus soutenue que les créations d'emplois à Vivy.

La commune de Vivy concentre un grand nombre d'emplois sur son territoire (644 emplois en 2009), contribuant à faire de la commune un véritable pôle économique local notamment grâce à Premier Tech - Faliénor, aux transports Guitton et à FloriOuest, les trois premiers employeurs vétusiens. Ainsi, en théorie, près de 66,3% des actifs occupés vivant à Vivy pourraient trouver un emploi sur la commune. **En pratique, les actifs navetteurs sont nombreux avec seulement 23,9% des actifs de la commune travaillant à Vivy**, contre 31,8% en 1999. Vivy est donc avant tout une commune résidentielle, puisque 76,1% des actifs résidant dans la commune travaillent dans une autre commune. Par conséquent, 412 actifs en provenance d'une autre commune entrent chaque jour sur la commune, tandis que 738 actifs quittent quotidiennement Vivy, générant de nombreux flux automobiles.

Les actifs sortants se rendent pour 64,6% d'entre eux dans les communes limitrophes de Vivy avec une nette prédominance pour l'agglomération saumuroise qui attire 72,9% de ces actifs, puis Longué-Jumelles (13,4%) et Allonnes (4,1%). La ville d'Angers, arrive en quatrième position des communes de destinations des travailleurs pour 3,5 % d'entre eux. (source : ORES Région Pays de la Loire, 2008)

Dans l'élaboration de ce PLU, l'influence de l'agglomération saumuroise n'est pas à négliger.

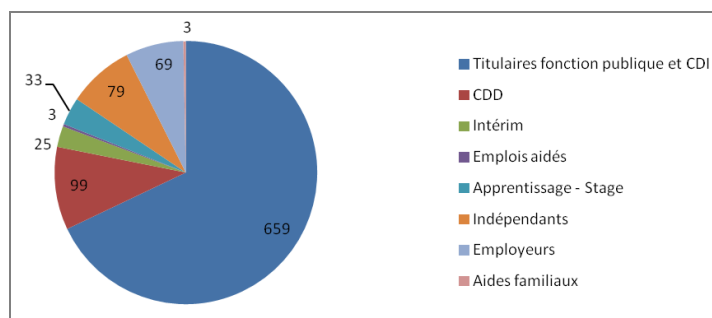


Figure 25 : Actifs de plus de 15 ans par type d'activité en 2009

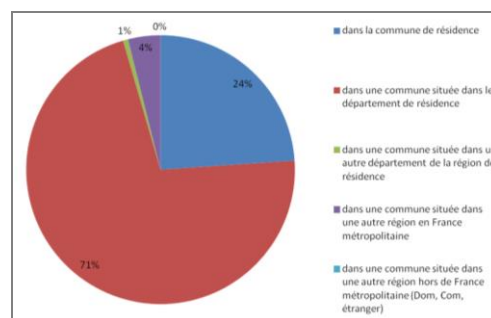


Figure 26 : Lieu de travail des actifs en 2009

B. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1. L'artisanat

En 2009, la commune compte 76 artisans, commerçants et chefs d'entreprises, avec une forte représentation des corps de métiers du bâtiment.

En effet, Vivy dispose de plusieurs commerces : restaurant, bar, épicerie, supérette, boucherie, boulangerie, pharmacie, coiffeurs, garage réparation automobile, auto école... L'agriculture, l'artisanat et les services de proximité aux personnes ainsi que la filière agro-alimentaire et horticoles, le transport et la logistique sont de même bien représentés sur la commune.

La commune de Vivy est bien dotée en matière d'artisanat et de sous-traitance. Tout comme pour les commerces, l'offre est complète puisque l'on trouve des dizaines de professionnels (du bâtiment notamment) :

- ➔ des électriciens,
- ➔ des plombiers chauffagistes,
- ➔ des maçons,
- ➔ des peintres,
- ➔ un plâtrier,
- ➔ un carreleur,
- ➔ un couvreur zinguiste,
- ➔ des ébénistes,
- ➔ des garagistes,
- ➔ des carrossiers,
- ➔ un réparateur de motoculteur
- ➔ une fabrique de toues de Loire,...

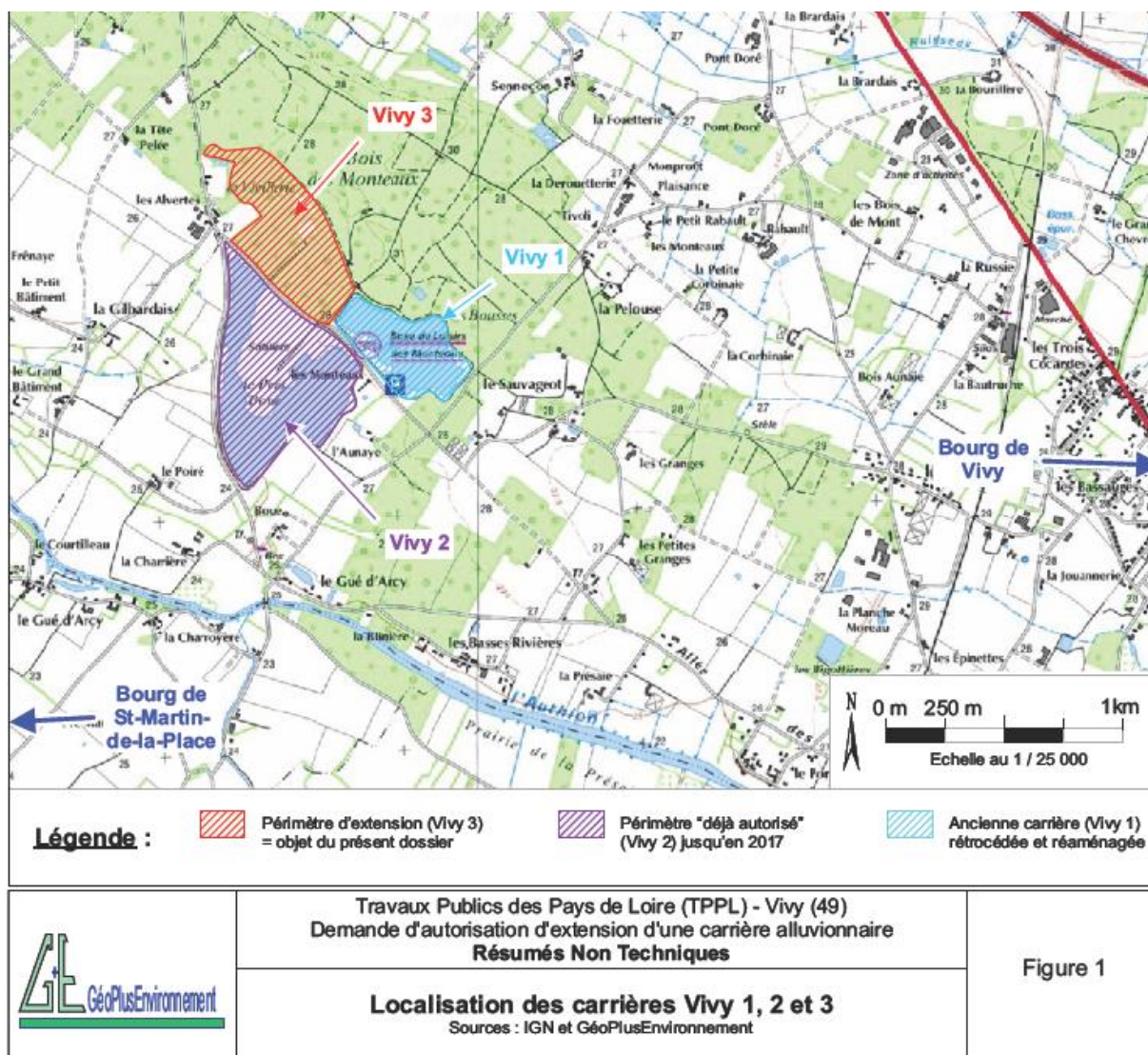
Ces activités artisanales sont parsemées dans le bourg, malgré l'existence de la ZA du Bois de Mont.

La zone artisanale de Vivy, d'une superficie d'environ 15 hectares, accueille plusieurs types d'activités réparties autour de 5 entreprises (négoce de vin-fruit, scierie, métallerie, garagiste, casses auto). Un peu plus de trois hectares sont encore disponibles dans cette zone, notamment deux parcelles pour lesquelles la SCI propriétaire souhaite faire une plus-value importante en les vendant bien au dessus du prix du marché. Cette pratique engendre un blocage foncier de fait. Toutefois, des négociations pour leur rachat par un privé est en cours. Compte-tenu de la typologie des activités qui s'y trouvent cette zone artisanale donne peu l'image d'une zone artisanale classique et interroge quant à son évolution dans le temps.

2. TPPL

Une des entreprises majeures de Vivy est la Carrière des Monteaux gérée par la Société Nivet (TPPL) qui exploite depuis 1985 le gisement de sable situé dans le Bois des Monteaux à l'Ouest du territoire communal. Le premier site d'extraction, Vivy I, a été mis en eau à la fin de son exploitation et est désormais utilisé comme base de loisirs communale (jeux, pêche, promenade...). Le deuxième site d'extraction, Vivy II, dont l'autorisation d'exploitation a été prolongée à 2017, arrive à son terme en septembre 2016. En effet, à cette échéance, l'extraction de sable ne sera plus possible, les gisements

exploitables restants se situant sous la plateforme de traitement actuelle. Ainsi, depuis 20 ans, la Société Nivet étudie les possibilités d'extension de la carrière. Après étude de plusieurs scénarios, les faisabilités techniques, écologiques, financières etc. amènent à la projection de Vivy III sur les parcelles situées au nord de Vivy II, dans le prolongement Ouest de Vivy I.



**Extrait de la demande d'autorisation d'extension d'une carrière alluvionnaire
 au titre de la rubrique 2510 des ICPE**

Source : TPPL, GéoPlusEnvironnement, 2015

Le secteur concerné se place sur une partie du Bois des Monteaux qui est classé en ZNIEFF. L'étude d'impact réalisée en 2015 démontre que le projet d'extension et les mesures compensatoires, actées par arrêté préfectoral le 18 août 2016, aura un impact majoritairement nul voir positif sur l'environnement comme indiqué dans le tableau de synthèse du résumé non technique (*Source : TPPL, GéoPlus Environnement, juin 2015*) :

Effets sur	Impact potentiel avant mesures	Mesures d'évitement (conception et/ou adaptation du projet)	Mesures réductrices ou compensatoires à mettre en place	Impact résultant
Géologie / Stabilité des sols	-	Pas de rabattement de nappe Délai réglementaire de 10 m.	Exploitation en eau	0
Hydrogéologie	-	Pas de rabattement de nappe	Suivi qualitatif et quantitatif de la nappe Pas de stockage d'hydrocarbures du site Remblai avec des matériaux issus du site et procédure d'acceptation des Inertes extérieurs	-
Hydraulique	-	Projet à plus de 1 km de l'Authion et 3 km de la Loire	Pas de stockage d'hydrocarbures sur site Pas de rejet dans le réseau hydrographique	-
Milieux naturels	--	Etude préalable pour aide à la définition du périmètre Evitement des zones à enjeux Conservation des boisements dans la bande des 10 m	Défrichement coordonné à l'exploitation Baillage des stations d'espèces végétales protégées Plus-value écologique dans le cadre du réaménagement Création de boisements compensateurs	- (court terme) + (long terme)
Visibilité et paysage	- à --	Choix d'un site bénéficiant d'écrans visuels boisés naturels Pas de traitement des matériaux sur le site	Conservation des bois périphériques Défrichement progressif Exploitation en eau Projet de réaménagement → Retour à l'initial et amélioration de la biodiversité Réaménagement coordonné	- (court terme) + (long terme)
Activités	+	Evacuation vers l'installation de traitement de la Zone d'Activité de Vivy	Mesures prévues pour le bruit, les poussières et le paysage	+
Transports	--	/	Fréquence de circulation limitée aux jours d'activité du site Aménagement de l'accès au site Respect du code de la route	-
Air	-	Pas de traitement des matériaux sur le site	Entretien des engins Suivi d'empoussièrement RGIE Extraction sous eau	-
Bruit	-	Pas de traitement des matériaux sur le site	Entretien des engins Suivi bruit tous les 3 ans au moins Avertisseurs sonores à fréquence modulée	-

Toutefois, le souhait de la commune est de ne pas installer de plateforme de traitement de Vivy III à proximité de la base de loisirs communale afin de ne pas dénaturer la qualité paysagère du site. De plus, cela compliquerait la mise en œuvre du projet du défrichement/reboisement coordonnés à l'exploitation prévu dans les mesures de réduction d'impact d'autre part. Le projet de TPPL nécessite alors de trouver un site annexe en dehors de sa zone d'extraction pour le traitement et l'entreposage des matières extraites. Son choix s'est ainsi porté principalement sur les parcelles à la pointe de la ZA du Bois de Mont, qui représentent à elles deux environ 2,5 hectares et qui sont en cours d'acquisition par l'entreprise.

Le développement de cette activité représente un enjeu local et régional. En effet, si sur site l'entreprise ne compte que peu d'emplois (3 employés sont prévus pour le site de Vivy III), il est estimé que pour un emploi direct dans les carrières, 7 emplois indirects sont créés. De plus, sur les trois carrières autorisées à exploiter dans le lit majeur de la Loire, une a arrêté sa production en 2016 et l'autre arrive au terme de son exploitation avant la fin de l'année 2016. Aussi, si la carrière de Vivy venait à s'arrêter, de nombreuses conséquences économiques se feraient très rapidement sentir, notamment par le coût de transport des importations de sables alluvionnaires (disposant de caractéristiques techniques particulières).

3. Les autres activités

Le Schéma départemental des zones d'activités (Anjou Actiparc) mis en place par le Département du Maine-et-Loire contribue à l'aménagement d'une trentaine de zones d'activités de superficie suffisante par les EPCI et la SODEMEL permettant ainsi d'accueillir dans les meilleures conditions les entreprises, industrielles notamment, souhaitant s'implanter en Anjou. Rattachée à l'Anjou Actiparc de la Ronde sur les communes d'Allonnes et de Neuillé (compétence de Saumur Loire Développement pour une superficie totale de 72 hectares dont 31,5 ha commercialisés ou aménagés), la commune de Vivy est également proche de l'Anjou Actiparc de Longué-Jumelles qui à eux deux représentent près de 35,6 hectares commercialisés ou disponibles pour une réserve foncière totale de 60,5 hectares.

L'entreprise Faliénor, créée en 1960, aujourd'hui Premier Tech – Faliénor, quant à elle, occupe une surface importante le long de la voie ferrée au sud du territoire communal. Spécialisée dans la production de substrats professionnels et de terreaux pour le public, elle est le premier employeur de la commune avec près de 75 employés à Vivy. Les circulations qu'elle engendre ne posent pas de difficulté sur les axes majeurs de circulation puisque les différents véhicules empruntent systématiquement sur un axe secondaire reliant le Vieux Bourg et le Ciron à la RD 347 et à la ZA du Bois de Mont. Toutefois, un grand nombre de poids lourds, arrêtés le long de la route, aux abords du site peuvent induire occasionnellement des nuisances. Suite à son rachat par le groupe canadien Premier Tech, elle aura, dans l'avenir, besoin de foncier pour développer son activité.

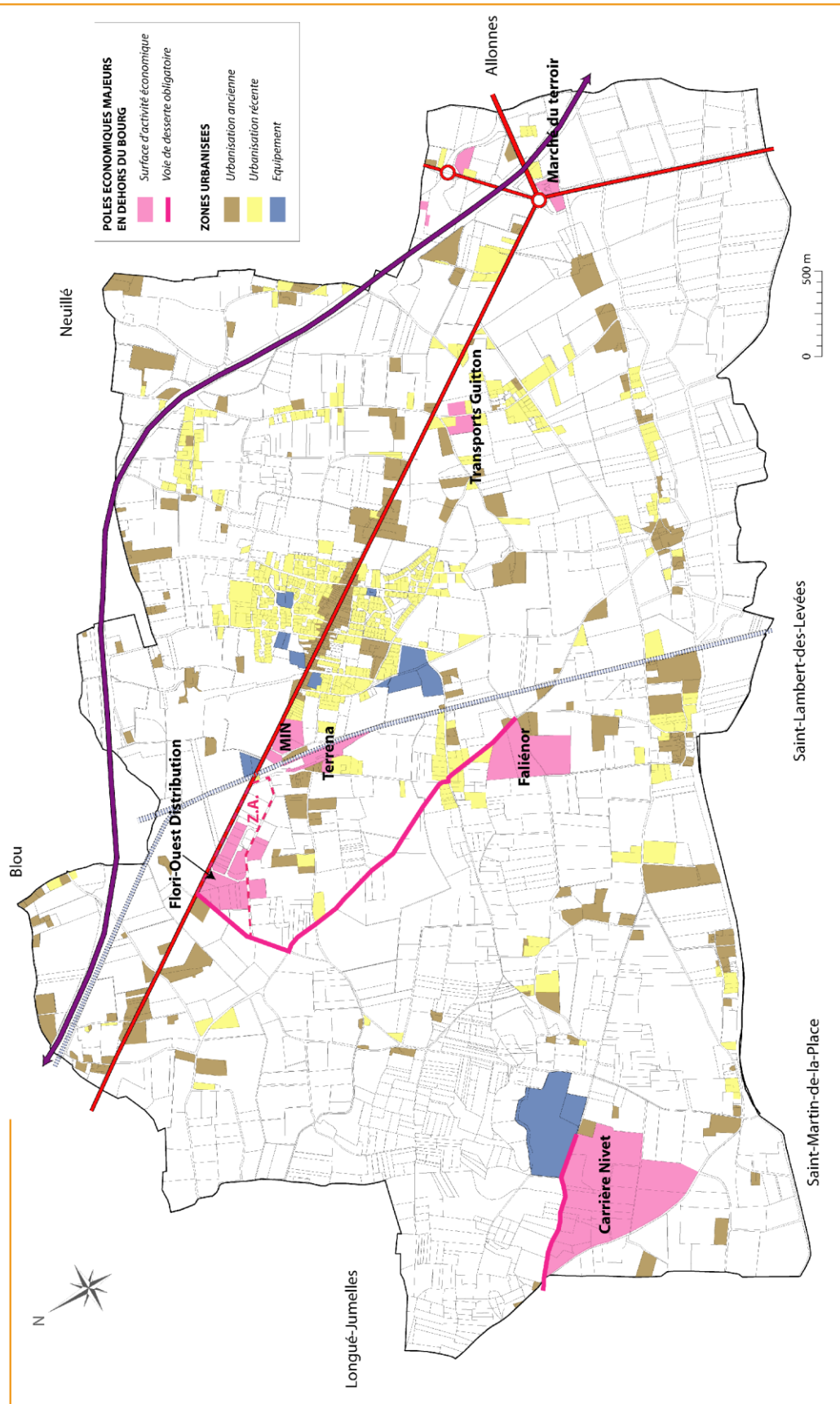
Également située le long de la voie ferrée mais plus proche du centre-bourg, à côté de la gare, la coopérative agricole Terrena participe à l'activité économique locale. En effet, le site de Vivy représente d'une des 470 antennes régionales du groupe. Elle est spécialisée dans le commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail. Le site de Vivy comporte notamment un Silo et un point de collecte des produits pour les agriculteurs locaux qui travaillent avec Terrena pour la valorisation de leur production (temps animale que végétale). Sa localisation, en sortie de bourg et au long du chemin de fer, facilite le transport des marchandises sans pour autant induire une gêne directe liée aux déplacements des véhicules qui s'y rend quotidiennement. Toutefois, des nuisances liées au fonctionnement de l'usine (bruit et poussière) principalement en période d'ensilage est à signaler.

La Société des Transports Guitton, implantées à La Croix Courault depuis 1976 emploie une cinquantaine de travailleurs et constitue ainsi le deuxième employeur de Vivy. Polyvalente, elle propose une large gamme de services liés au transport, de l'acheminement des marchandises (industrielles, agricoles, agroalimentaires...) sur un vaste périmètre national, à la location de matériels et d'entrepôts en passant par le nettoyage de véhicules de transports grâce à la station de lavage installée à proximité de la vaste aire de stationnement de camions et de stockage qu'elle occupe.

Flori-Ouest Distribution, implantée à la sortie de la commune sur la route de Longué, est spécialisée dans la confection de bouquets de fleurs et de compositions florales destinés à une commercialisation dans près de 160 points de vente (petites, moyennes et grandes surfaces) dans un périmètre de 200km autour de Vivy. Sa localisation en bordure de la RD 347 permet un acheminement facile des fleurs en provenance de la région mais également achetées à l'étranger (Hollande, Belgique, Espagne, Afrique notamment) et un transfert aisé des bouquets ainsi créés sans pour autant créer de désagrément, la majeure partie des circulations se faisant tôt le matin. Les 46 salariés permanents qu'elle emploie (près de soixante pendant les fêtes), place cette société au troisième rang des employeurs vétusiens. (source : courrieldelouest.fr, février 2012)

Outre les activités économiques liées au commerce, à l'artisanat et à l'industrie, l'économie locale repose sur une activité agricole importante.

Révision du PLU de Vivy - URBAN'ism - Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement -
Localisation des pôles économiques majeurs de Vivy- avril 2013



Carte 45 : Localisation des pôles économiques majeurs

C. ACTIVITÉ AGRICOLE

Les données sont issues de la concertation avec les exploitants agricoles de Vivy et du Recensement Général Agricole (RGA) de 2010.

1. Contexte général

« Le Département du Maine-et-Loire a approuvé en décembre 2009 un **plan départemental en faveur du développement agricole** visant à conforter et adapter les filières animales, développer les filières du végétal spécialiser, favoriser l'installation et l'emploi en agriculture, développer la commercialisation des produits locaux, l'agriculture certifiée et les pratiques respectueuses de l'environnement et préserver le foncier agricole.

A cette fin, le Conseil général, signant la « Charte agriculture et urbanisme » avec les principaux acteurs, s'engage à encourager une meilleure prise en compte de l'agriculture dans les documents de planification urbaine que sont les SCOT, PLU et cartes communales, sachant que plus de 800 ha de terres agricoles disparaissent chaque année dans le département. » (Source : Document d'Association du Département de Maine-et-Loire, 2013)

La surface agricole utile de Vivy représente près de 66% de son territoire, soit 1527 ha. Appartenant au périmètre de la charte foncière portée par le Département et destinée à contribuer aux conditions de développement des cultures spécialisées par la mise en place d'une politique foncière adaptée, Vivy fait partie, avec les zones d'Allonnes, Neuillé et Saint-Lambert-des-Levées, « des sites structurants disposant d'espaces agricoles étendus dont la vocation est de pouvoir accueillir de nouvelles entreprises ou le transfert d'entreprises existantes. » (Source : Document d'Association du Département de Maine-et-Loire, 2013)

La question de la gestion économe des espaces agricoles et naturels et celle de la réduction de la consommation d'espaces agricoles soutenant l'élaboration d'un PLU, **la Municipalité a souhaité organiser une concertation, en février 2013, avec le monde agricole sous forme d'un questionnaire envoyé à chacun des exploitants et d'un entretien individuel**, le but recherché étant d'aboutir à un diagnostic agricole le plus complet possible, détaillé ci-dessous, et de recueillir les attentes et les enjeux des exploitants par rapport à l'élaboration du PLU.

L'envoi des questionnaires a fait l'objet de **71% de retour de la part des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur la commune** (28 questionnaires envoyés aux agriculteurs de la commune ; 20 responsables d'exploitation reçus en entretien).

Précision méthodologique : Dans la mesure du possible, chaque agriculteur professionnel de la commune s'est vu remettre un plan cadastral de la commune ainsi qu'un questionnaire relatif à son activité. Un entretien individuel avec chacun d'entre eux a ensuite été réalisé afin qu'ils fassent ressortir leurs besoins, leurs perspectives de développement, leurs attentes relatives au PLU. Les résultats de cette enquête sont assez significatifs pour pouvoir dégager une analyse actuelle de l'activité agricole de Vivy. Toutefois, les chiffres de l'enquête réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLU ne peuvent être comparés avec ceux issus des RGA, les exploitants recensés lors de notre étude en 2013 ne représentant que 2/3 du nombre d'exploitants du RGA de 2010 (la différence de 14 exploitations ne correspond pas à des cessations d'activité). Nous distinguerons donc les chiffres de 1988, 2000 et 2010 issus des RGA, de ceux de notre étude datant de 2013.

2. Des exploitations plus grandes mais un poids sur l'emploi en diminution

Entre 1988 et 2010, le nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur Vivy a fortement chuté passant de 147 à 42. La Surface Agricole Utile a elle aussi baissé de 13,8% sur la même période (-10% entre 1988 et 2000 et -5% entre 2000 et 2010) soit 255 hectares de moins.

Entre 2000 et 2010, la diminution du nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur Vivy s'opère parallèlement à l'augmentation de la superficie agricole utilisée par exploitation en moyenne. En effet, alors que le nombre d'exploitations agricoles a baissé de 39,1%, la superficie agricole utilisée par exploitation a elle augmenté de 41,7%.

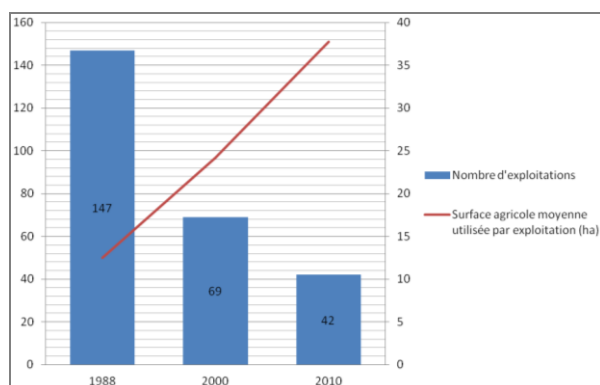


Figure 27 : Evolution du nombre d'exploitations et de la SAU moyenne par exploitation

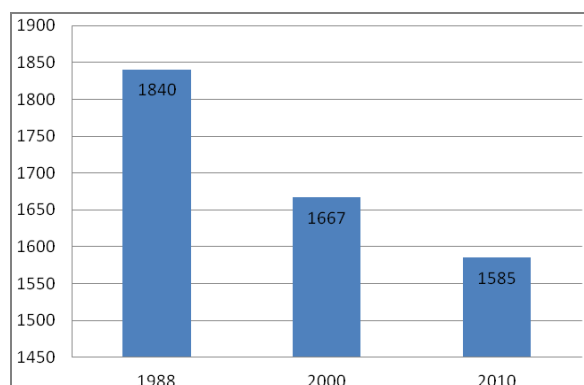


Figure 28 : Evolution de la SAU à Vivy

Source : INSEE, RGA 2010

L'âge moyen des exploitants est aujourd'hui d'environ 47 ans, avec 3 chefs d'exploitation âgés de plus de 55 ans pour lesquels la question de la pérennité de leur exploitation va se poser.

Les perspectives pour les dix prochaines années laissent à penser que sur les 28 exploitations professionnelles identifiées sur la commune, au moins 6 vont cesser leur activité (une seule pour laquelle une reprise familiale est assurée, et les autres pour lesquelles il reste des interrogations même si la volonté de trouver un repreneur prévaut).

Le poids de l'activité agricole dans l'emploi local a baissé depuis 1999 et reste relativement bas (8,1% en 2009 contre 11,6% en 1999 (sources : INSEE, RP 1999 et RP 2009)) avec 28 exploitants, 32 salariés équivalent temps plein et 11 saisonniers équivalent temps plein en 2013.

En termes de forme juridique des exploitations professionnelles, la plupart des exploitants sont indépendants, une part significative des exploitations étant également constituée sous forme de EARL et de GAEC (13 exploitations sur 28 en 2013).

3. Une agriculture tournée principalement vers la culture et le maraichage

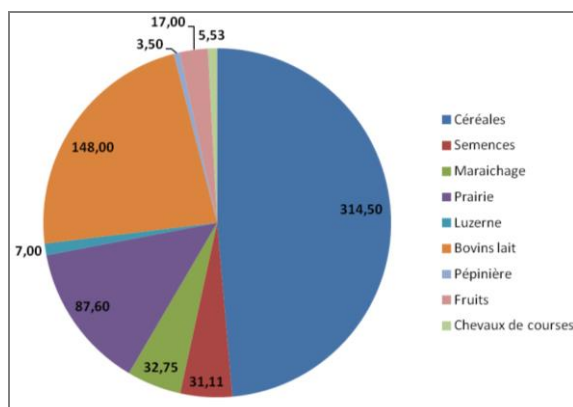


Figure 29 : Répartition de l'activité agricole par superficies exploitées (en ha) en 2013

En 2013, la production végétale est essentiellement orientée vers la culture de céréales (10 exploitations sur 28), le maraichage (7 sur 28) et les semences (7 sur 28). On compte également trois activités spécialisées : 1 pépiniériste et 2 producteurs de fruits.

Source : Concertation agricole Urban'ism sur la base des 20 exploitants rencontrés

Compte tenu de la nature des productions et de la taille des exploitations, on compte au moins 3 exploitations entrant dans le champ des ICPE (EARL de Rabault (Rabault), GAEC des Saudières (La Castillerie et les Saudières), GAEC Champ Robin (Champ Robin et Bellevue) pour lesquelles des distances doivent être respectées vis-à-vis des habitations des tiers et réciproquement.

Il convient cependant de noter que, mises à part une exploitation située au Saudières et une au Ciron, les autres sont relativement isolées de zones urbanisées (bourg et hameaux), ce qui limite les problèmes de cohabitation avec l'habitat.

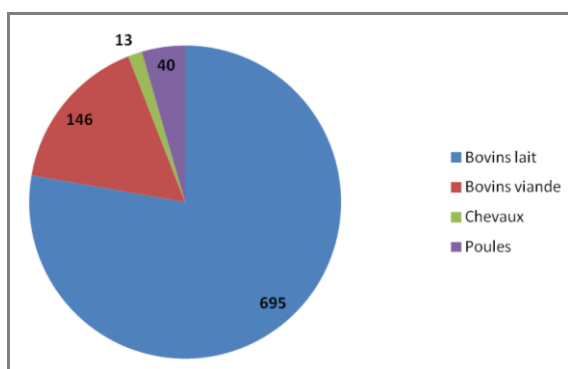
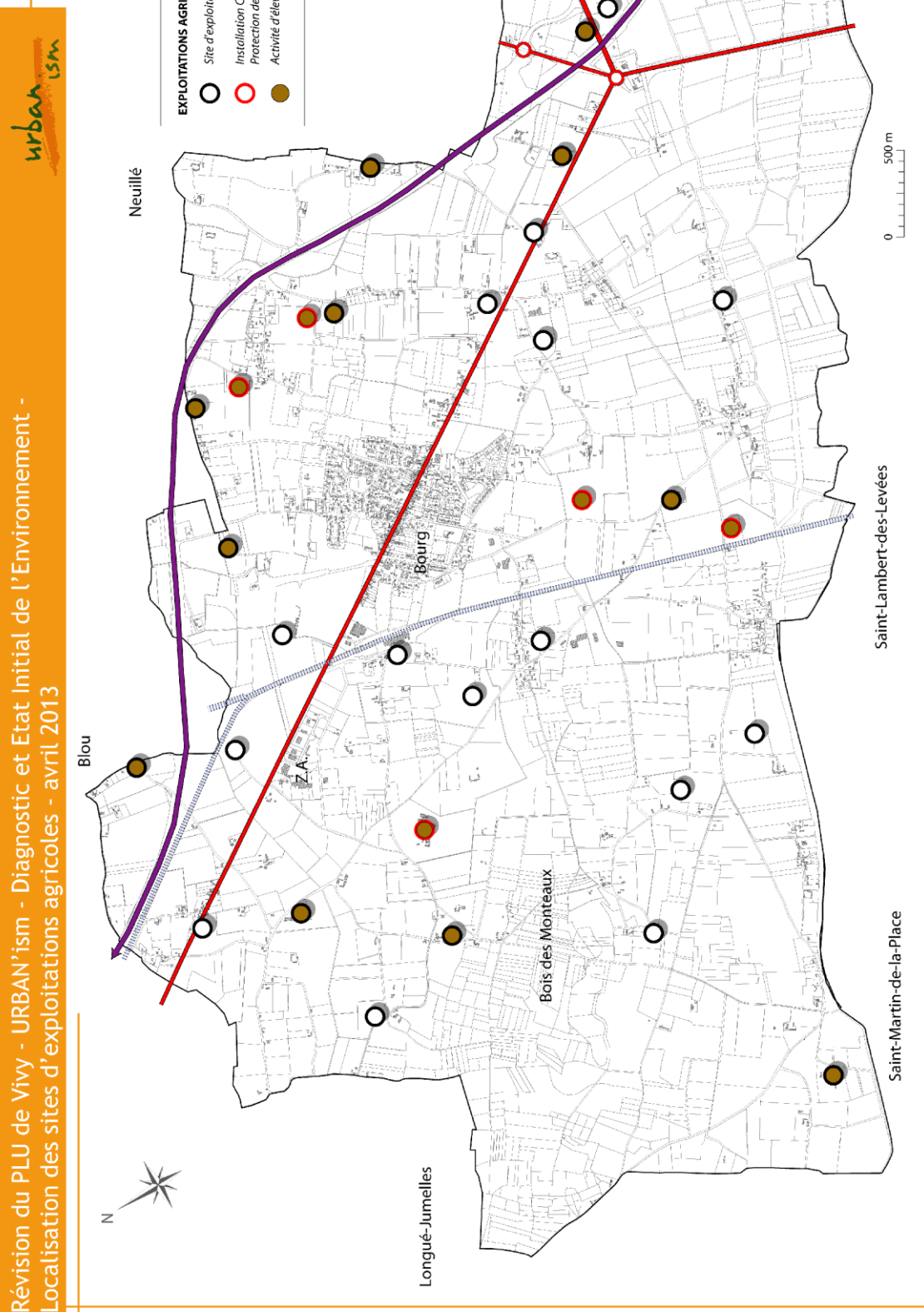


Figure 30 : Productions animales en 2013

En ce qui concerne la production animale sur la commune, en 2013, elle est essentiellement tournée vers les bovins et principalement la production de lait. 6 des 28 exploitations de la commune sont concernées par l'élevage bovin et la superficie des terres concernées par cette activité représente environ 23% des terres à vocation agricole. Le plus généralement, ces exploitations affichent une poly-activité vaches laitières / cultures.

Source : Concertation agricole Urban'ism sur la base des 20 exploitants rencontrés



Carte 46 : Localisation des sites agricoles par types de productions

4. Des agriculteurs qui valorisent des terres en dehors du territoire vétusien

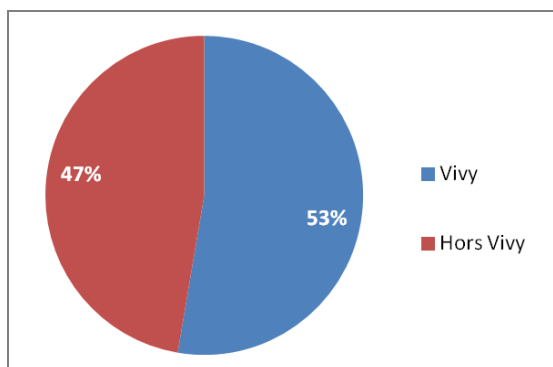


Figure 31 : Localisation des terres exploitées par les exploitants ayant leur siège à Vivy en 2013

Les 20 agriculteurs de Vivy reçus en entretien exploitent près de 647 hectares à Vivy, principalement valorisés en cultures céréalières. Toutefois, les exploitants ayant leur siège d'activité à Vivy exploitent des terres ailleurs que sur le territoire communal. En effet, 47% des terres exploitées par ces exploitants se trouvent sur une autre commune.

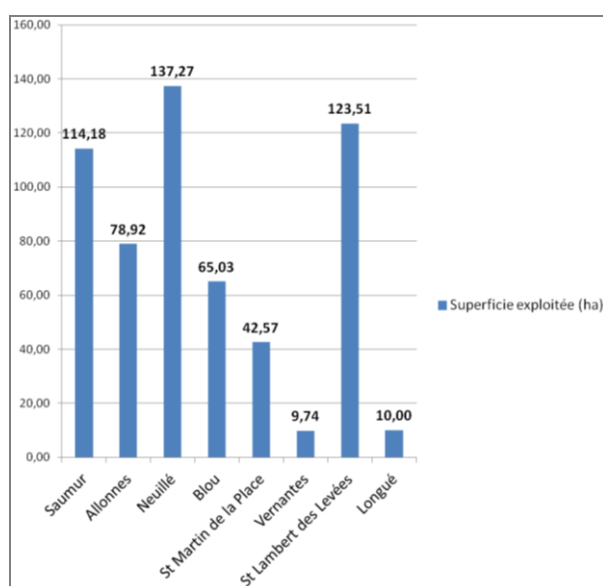


Figure 32 : Superficies exploitées par les agriculteurs vétusiens en dehors de Vivy en 2013

Ainsi, la part des agriculteurs interrogés, soit 71% des agriculteurs connus par la municipalité exploite principalement à proximité du siège de leur exploitation, à Neuillé (6 exploitations sur 137.27 ha), Saint-Lambert-des-Levées (8 exploitations sur 123.52 ha) et Saumur (3 exploitations sur 114.18 ha).

Source : Concertation agricole Urban'ism sur la base des 20 exploitants rencontrés

5. Des filières qualitatives à développer et à pérenniser

En 2013, un exploitant (maraîchage et élevage de poules) est en agriculture biologique.

Le développement de cette filière et de la vente directe (maraîchage, fruits, animaux) est une réalité dans le secteur, le faible éloignement de l'agglomération saumuroise avec son potentiel d'urbains à la recherche de ce type de produits constituant un atout indéniable.

6. Les principaux enjeux

➔ La prise en considération de la Charte Agriculture et Urbanisme

Une charte Agriculture et Urbanisme a été signée le 30 juin 2008 en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, l'Etat, l'association des Maires de Maine-et-Loire, le Conseil Général, la Fédération Viticole de l'Anjou, l'INAO et la FDSEA. Elle vise à permettre une meilleure prise en compte de l'agriculture dans les documents de planification.

Dans son introduction, la charte rappelle que « la gestion économe et rationnelle de l'espace est un enjeu

majeur à intégrer dans toute politique d'aménagement durable du territoire ». « Cet objectif s'inscrit dans la recherche d'un équilibre ville-campagne à bénéfices mutuels, pour le développement durable de nos territoires en cohérence avec les dispositifs législatifs et le Projet Agricole Départemental ».

Les enjeux à prendre en compte pour un développement territorial durable sont :

- La protection des espaces et des activités agricoles ;
- La maîtrise de l'étalement urbain ;
- La lutte contre le mitage ;
- La protection de la ressource en eau ;
- Le maintien des possibilités de créations des nouveaux sièges d'exploitations (dans le cas notamment de l'installation de jeunes exploitants).

➔ La prise en compte de la Charte foncière de l'Anjou

La Charte foncière de l'Anjou a été signée conjointement avec différents acteurs institutionnels que sont le Préfet, le Président du Conseil Général, le Président de la Chambre d'Agriculture, les Présidents des structures ayant compétence en matière de schéma de cohérence territoriale sur le périmètre de la charte, les Présidents des intercommunalités du périmètre en vertu de leur compétence économique et le Président du Comité Interprofessionnel du Végétal Spécialisé). Cette Charte a pour finalité de « contribuer aux conditions de développement des filières végétales spécialisées dans le département du Maine-et-Loire (hors viticulture) par la mise en place d'une politique foncière adaptée ». Pour ce faire, en s'appuyant sur un diagnostic territorial, elle dresse un panorama des enjeux de l'Anjou en mettant en exergue des secteurs identitaires. Ainsi, Vivy appartient au troisième secteur identitaire correspondant à celui de la Loire dans lequel les capacités foncières pour l'implantation d'une zone dédiée aux activités de cultures spéciales sont importantes.

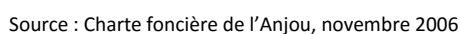
En fonction des caractéristiques des secteurs identifiés, des sites « de développement » ont été identifiés dans lesquels des zones aménagées seront affectées en priorité aux entreprises de production végétale spécialisée dont l'activité nécessite de valoriser le sol.

Deux secteurs ont été identifiés :

- La zone de Beaufort en vallée /Brion/Longué-Jumelles
- La zone de Allonnes / Neuillé / St Lambert des Levées / Vivy.

La zone dans laquelle se trouve le territoire de Vivy correspond à un secteur où l'accès à l'eau est plus difficile que dans le premier secteur mais où l'extension des réseaux irrigables est envisageable ce qui permettrait de favoriser le développement d'un nouveau pôle végétal notamment sur l'ensemble du territoire communal situé à l'Est de la voie ferrée hors zone urbanisée.

Enjeux : Dans le cadre de la prise en compte de la Charte foncière, le PLU de Vivy devra donc préciser des zones précises dévolues au végétal et les préserver de tout mitage et urbanisation.



➤ L'avenir de l'activité agricole autour des zones urbanisées

Deux sièges d'exploitation sont localisés à proximité directe du bourg et pourraient être plus ou moins impactés par les évolutions de ce dernier.

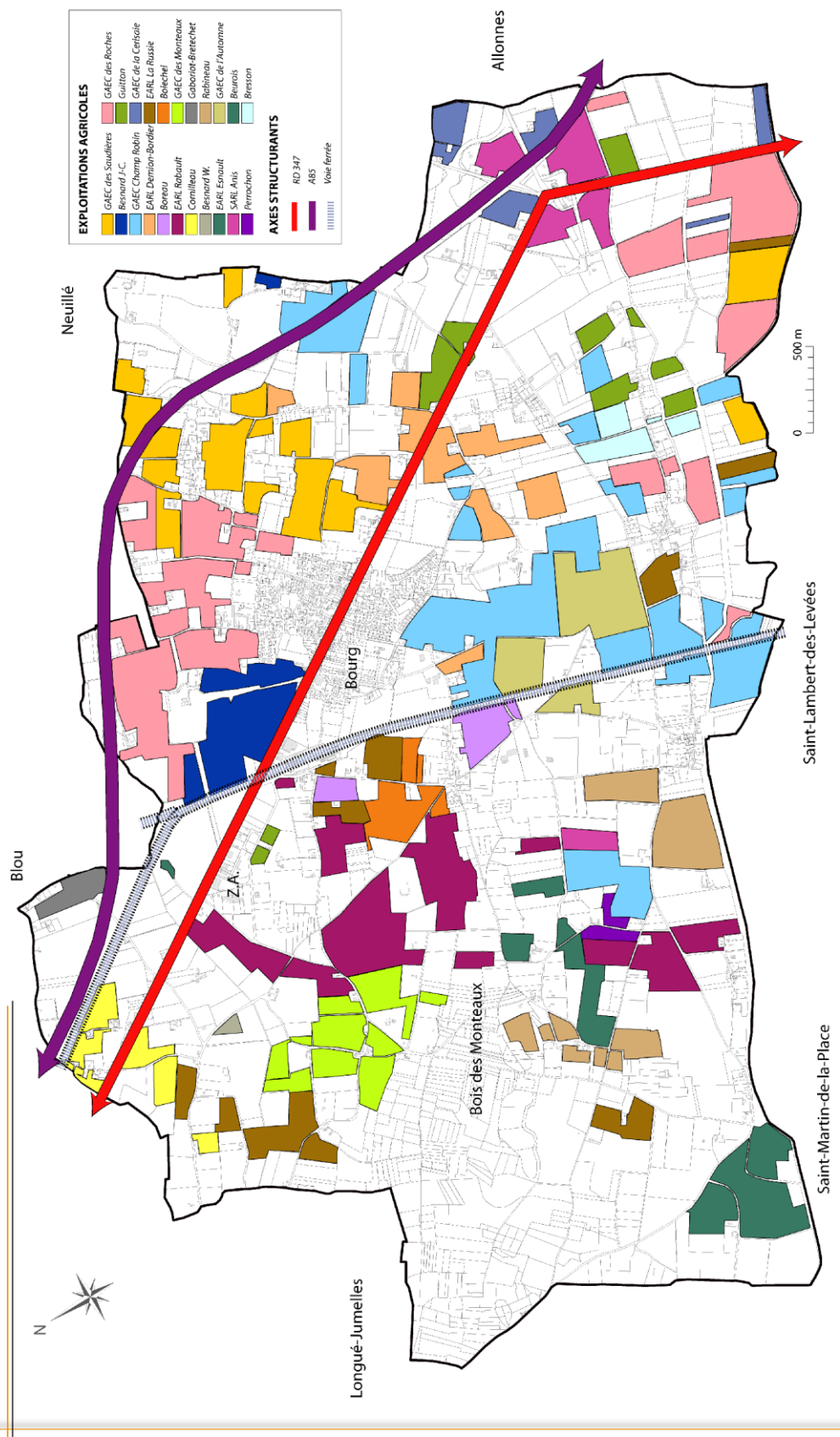
Au niveau du foncier, au regard du potentiel de développement urbain restant au PLU opposable, 1 zone à urbaniser impacte du foncier agricole.

Notons aussi que le rapprochement des zones résidentielles des sièges d'exploitation génère des conflits d'usage et de voisinage, notamment en ce qui concerne les nuisances olfactives et la fréquentation des axes principaux de circulation par les engins agricoles qui n'ont pour certains pas de marges de manœuvres (ex : GAEC des Cerisaie qui emprunte quotidiennement le rond point de la Ronde).

A ce jour sur la commune, la problématique habitat des tiers/cohabitation avec les activités agricoles est d'une manière générale peu importante. Toutefois, il est à noter que les exploitants cultivant en limite de la zone urbanisée rencontrent des problèmes ponctuels de cohabitation avec l'habitat, l'urbanisation constituant un frein à l'évolution de l'exploitation et générant des problèmes d'accès pour les transports et les engins agricoles. Il convient donc à l'avenir d'éviter que ce type de difficultés ne se développe.

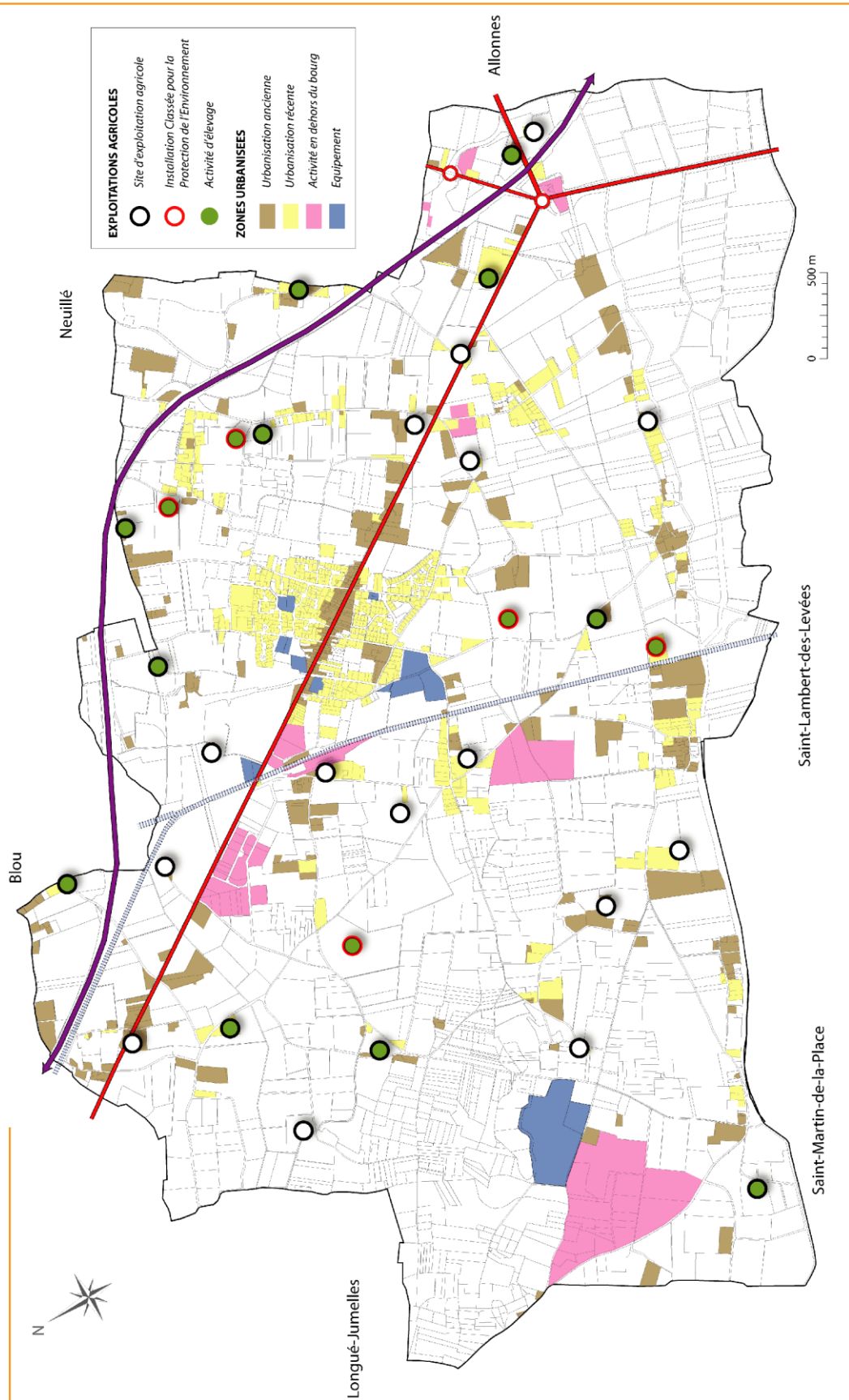
En outre, la multiplication de logements de tiers au sein de l'espace agricole vient non seulement perturber l'activité agricole, mais pose également de nombreuses questions pour la collectivité, comme le ramassage des déchets, la desserte automobile, le renforcement de certains réseaux (eau potable, électricité ...).

Par ailleurs, l'urbanisation diffuse qui s'est développée le long des voies (Le Pont Grison et La Croix Courault notamment) contribue à augmenter les zones de contact avec l'espace agricole.



Carte 48 : Exploitations agricoles

Révision du PLU de Vivy - URBAN'ism - Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement -
Localisation des sites d'exploitations agricoles par rapport aux zones urbanisées- avril 2013



Carte 49 : Localisation des sites d'exploitation par rapport aux zones urbanisées

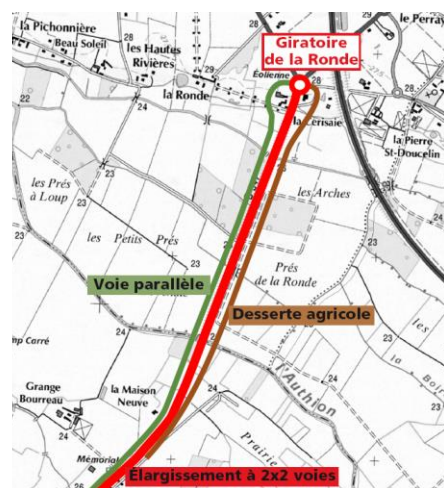
➡ La question des déplacements

Un quart des exploitants interrogés fait état de problèmes importants en termes de déplacements :

- **Une traversée de bourg difficile pour les engins agricoles** du fait de la dimension des voies et de la fréquentation des axes concernés (notamment au niveau du carrefour rue des Bassauges / rue nationale pour accéder aux parcelles situées au Nord de la commune) ;
- **Des problèmes de sécurité** concernant la déviation et la circulation des engins agricoles sur la RD 347.

En ce qui concerne la traversée du bourg, certains exploitants possédant des parcelles de part et d'autre du bourg doivent le traverser. Si les parcelles concernées sont respectivement à l'Est et à l'Ouest du bourg, ils empruntent principalement la nationale (car large et facile d'accès). Lorsque les parcelles sont situées au Nord et au Sud du bourg, ils empruntent chacun des voies leur permettant de contourner le centre-bourg. Cependant, ces dernières ne sont pas adaptées aux passages d'engins agricoles. Il faudrait donc tenir en compte l'évolution du gabarit des engins agricoles lors de l'aménagement de nouvelles voies ou du réaménagement de voies existantes. La création d'une voie Nord-Sud vouée à l'usage agricole serait à étudier.

Sur la RD 347 et notamment au Rond point de la Ronde, certains exploitants semblent se sentir peu en sécurité en raison de la vitesse des voitures par rapport à celle des engins agricoles. La mise en 2x2 voies de l'axe routier allant vers Saumur devrait potentiellement accroître le nombre de voitures circulant sur ce rond point risquant de compliquer d'avantage le quotidien de certains. Toutefois, la création de voies secondaires de part et d'autre de la future 2x2 voies dont une étant réservée à la desserte agricole devrait faciliter les déplacements en direction du Sud. Cependant, les circulations Est-Ouest ne seront pas assurées, aucun franchissement n'étant prévu.



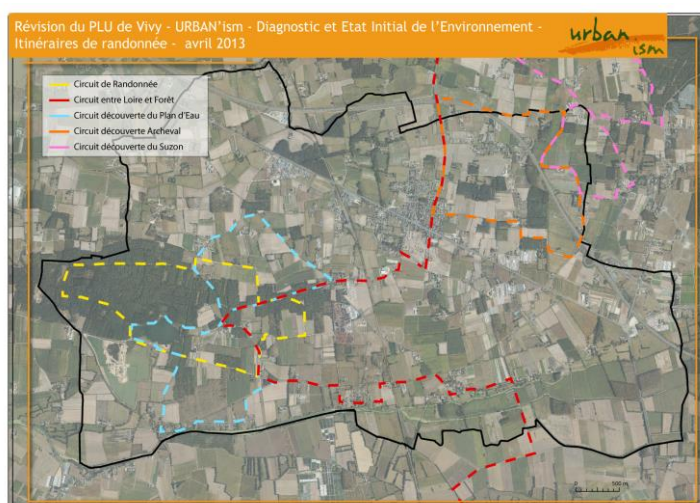
Carte 50 : Réaménagement de la RD 347 en 2x2 voies

Source : CG49, 2013

D. L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE ET DE LOISIRS

Vivry possède de nombreux attraits en termes de tourisme vert.

Situé à proximité de sites touristiques majeurs du saumurois, de nombreuses activités de pleine nature (randonnée pédestre, VTT,...) peuvent y être pratiquées. Ainsi, cinq circuits de randonnées sont présents sur la commune de Vivry et incite à la découverte des paysages vécusiens et de ses spécificités.



Carte 51 Itinéraires de randonnée

Les bords de l'Authion constituent un espace de pêche et de promenade privilégié où l'on se retrouve en phase avec la nature.



Photographie 19 : Bords de l'Authion



Photographie 20 : Pont du Gué D'Arcy

Le Bois des Monteaux regorge d'espèces rares ; le chemin de randonnée et la base de loisirs (plan d'eau, espaces de jeux et de promenade) qui y ont été aménagés sont l'occasion de rassembler et de satisfaire aux envies d'un large public.



Photographie 21 : Plan d'eau des Monteaux

La partie Sud du Bois des Monteaux est actuellement occupée par la carrière exploitée par TPPL. L'extension de sa zone d'extraction est prévue dans la continuité de celle qu'elle exploite actuellement. Toutefois, à la fin de l'exploitation, l'ensemble de cette zone devra être reboisée afin d'assurer une continuité avec la zone naturelle actuelle et ainsi renforcer son intérêt écologique.

Le patrimoine architectural local, les hameaux et le val bocager représentent quant à eux les points clefs du tourisme à la campagne relayés et encouragés par quelques professionnels vétusiens (ferme découverte des Rabault notamment).



Photographie 22 : Escalier traditionnel angevin



Photographie 23 : Cheminée extérieure



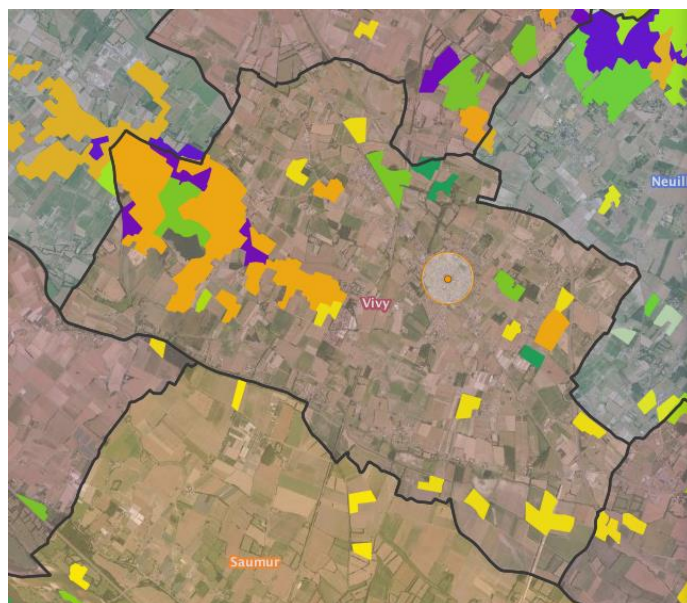
Photographie 24 : Val bocager

Au niveau de l'hébergement touristique et de l'activité de restauration, l'offre sur Vivy se compose de deux chambres d'hôtes (Château de Nazé et aux Saudières), un B&B à la Fouetterie, un hôtel (Le Saint Paul) et de deux restaurants (Le Saint Paul dépendant de l'hôtel dans le centre-bourg et Le relais de la Ronde à l'entrée Est de Vivy).

A Vivy, la vocation loisirs semble l'emporter sur la vocation touristique. La base de loisirs des Monteaux et son circuit de randonnée répondant avant tout aux besoins d'une clientèle locale : habitants de la communes et des communes voisines.

E. L'ACTIVITÉ FORESTIÈRE

La commune de Vivy présente un taux de boisement de 16 %, soit 3 points supérieur à celui du Maine-et-Loire, elle peut donc être considérée comme une commune assez forestière. La majorité de ces espaces forestiers sont privés et très morcelés. Il est difficile de trouver les données sur le nombre d'exploitants forestiers sur les communes, toutefois, on peut souligner que la préservation de la forêt est essentielle pour la multiplicité des rôles qu'elle détient : social, écologique et surtout économique.



Carte forestière (v1 : 1987-2004)

Localisation de 9 types de formations végétales sur le territoire. Carte réalisée entre 1987 et 2004.

Producteur de la donnée Légende

Futaie de feuillus
Futaie de conifères
Futaie mixte
Mélange de futaie de feuillus et taillis
Mélange de futaie de conifères et taillis
Taillis
Forêt ouverte
Lande
Peupleraie

Carte des forêts par typologie

Source : IGN

Afin de garantir la préservation de ces espaces boisés, il est conseillé de les protéger de toute construction (pour ne pas dénaturer sa vocation principale) sans toutefois en ralentir les processus économiques en accumulant les outils de protection.

F. ENJEUX EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Enjeux :

- ➔ Réfléchir à l'avenir de l'activité agricole autour des zones urbanisées, limiter la consommation d'espaces agricoles et maintenir les tiers à l'écart des exploitations,
- ➔ Limiter le mitage,
- ➔ Valoriser l'agriculture biologique et la vente directe des produits du maraîchage,
- ➔ Elaborer des règles ne freinant pas l'exercice de l'activité agricole et artisanale dans les secteurs concernés,
- ➔ Réfléchir à la sécurisation des déplacements agricoles sur la RD 347 et sur la traversée du bourg,
- ➔ Ne pas entraver le développement de la carrière sur Vivy III dans le PLU,
- ➔ Maintenir les activités et les commerces sur la commune,
- ➔ Elaborer un projet structurant en vallée de l'Authion,
- ➔ Encourager, à l'échelle du tourisme rural en vallée de l'Authion et du Nord Saumurois, la découverte du potentiel naturel et culturel de Vivy par la randonnée.

V. ANALYSE URBAINE

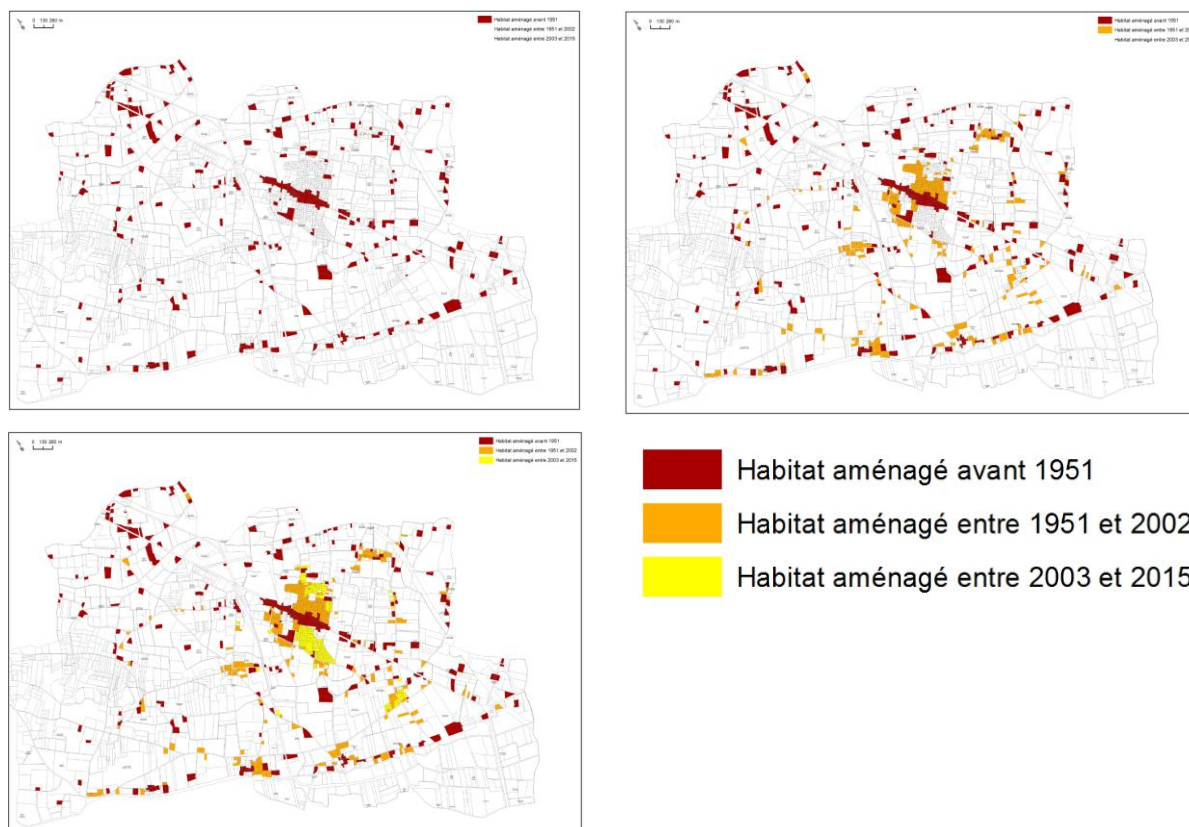
A. ÉVOLUTION DE LA COMMUNE

La commune de Vivy s'est initialement développée en bordure d'Authion, l'urbanisation s'y faisant de manière regroupée autour de la voie d'accès. Une extension longitudinale s'est donc opérée mais de manière modérée dans la mesure où ce foyer initial, localisé au Vieux-Bourg, le long de la rive Nord de l'Authion a été délaissé au XIX^{ème} siècle au profit du bourg actuel à presque deux kilomètres au Nord.

Ce transfert a marqué un tournant dans l'histoire et la dynamique de la commune, Vivy s'ouvrant désormais à de nouvelles logiques de développement et d'urbanisation sous forme d'un village-rue bordant l'axe routier reliant Saumur à Longué-Jumelles.

Progressivement, l'urbanisation s'est faite en épaisseur, d'abord au Nord et à l'Ouest de la RD 347 après-guerre puis plus récemment au Sud et au Nord de la zone centre déjà urbanisée. Ce gonflement du centre-bourg s'est fait parallèlement à la multiplication des constructions en dehors du bourg, autour de fermes et des poches d'urbanisation anciennes concourant au mitage du territoire communal. Des habitations isolées marquent également le territoire vétusiens.

Localisation du développement des habitations vétusiennes :



On remarque que même avant les années 1950, Vivy comportait de très nombreux écarts au sein de son territoire rural et en dehors de ses deux axes de traversée historiques. La période 1951-2002 s'est plus concentrée à épaissir le bourg au nord et au sud mais aussi à relier les habitations isolées afin de constituer des hameaux plus conséquents (le Vieux-bourg, les Saudières etc.) voir à en créer (le Ciron). Enfin, la période 2003-2015 a persévéré dans l'épaississement du bourg tout en continuant le développement des hameaux, notamment au Chêne-au-Loup et à la Croix Courault.

Le tissu urbain est également marqué par la prégnance des activités commerciales à la sortie du bourg en direction de Longué-Jumelles. En effet, ce secteur abrite une zone d'activité artisanale communale sur laquelle sont regroupées principalement des activités liées au secteur de l'automobile (garage mécanique, carrosserie, casse automobile). Une métallerie et un fabricant d'emballages bois occupe également la zone ainsi qu'un négoce de fleurs. Cette zone a donc principalement vocation à proposer des terrains en bordure d'un axe de communication principal (Saumur-Angers), à proximité du bourg mais suffisamment éloigné pour permettre le développement d'activités susceptibles pour certains d'occasionner des gênes avec l'environnement urbain et les populations. La zone artisanale n'a pas atteint son occupation maximale et peut encore accueillir d'autres entreprises sur une surface disponible de 3,57 ha.

De plus, d'autres secteurs d'activités sont présents à Vivy. En effet, la coopérative agricole TERRENA occupe une superficie importante à proximité du centre bourg, sur les terrains jouxtant l'espace ferroviaire à l'Ouest du bourg, de même que l'usine Faliénor plus au Sud.

De plus, la SOMINVAL qui gère le Marché d'Intérêt National du Val de Loire possède deux sites dont un à Vivy sur 3 ha en sortie Ouest du bourg.

Sur l'ensemble du territoire communal se sont plus de 30 ha qui sont aujourd'hui voués aux activités économiques (hors commerce de proximité).

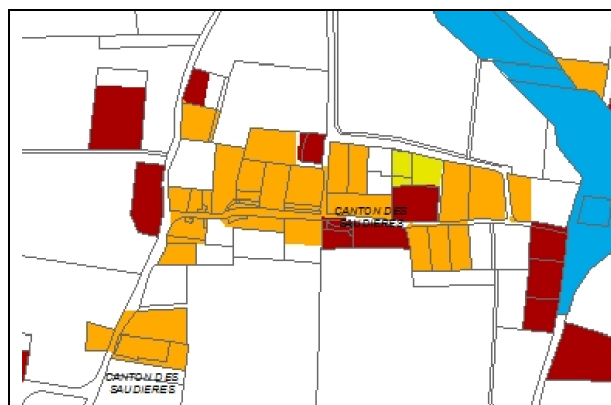
Les équipements, quant à eux, occupent une surface significative en cœur de bourg avec près de 10 ha leurs étant dédiés. L'évolution de leur occupation du sol s'est faite principalement à partir des années 1990 avec la construction de la salle omnisports et plus récemment celle de la salle de loisirs et l'aménagement de l'aire de jeux et de cross au niveau du lotissement des Grands Champs. La construction de l'autoroute a évidemment été un fait marquant pour la commune qui a généré une consommation de terres agricoles et naturelles d'un peu plus de 50 ha.

D. STRUCTURE ACTUELLE DE L'URBANISATION HORS BOURG

Les hameaux, quant à eux, ont une morphologie différente. Les parcelles sont globalement de taille proche de celles du centre-bourg (voire plus grande) mais l'implantation des bâtiments les uns par rapport aux autres est variable d'un hameau à l'autre.

Globalement, il apparaît que ceux bordant l'Authion sont longitudinaux, suivant la route et le cours d'eau. Ailleurs, ils sont plus profonds mais moins allongés. Les constructions récentes y sont généralement en retrait alors que les constructions plus anciennes sont à l'alignement.

L'accessibilité au centre-bourg est relativement aisée du fait d'une bonne desserte routière excepté pour quelques habitations isolées devant emprunter des chemins de terre sur plusieurs dizaines de mètres notamment au Nord du territoire en bordure d'autoroute.



Les Saudières


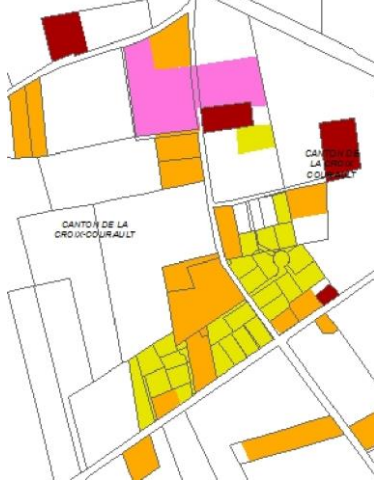

Le Hameau des Saudières s'est développé dans la période 1951-2002 à partir de 2 corps de fermes. Il s'est étalé jusqu'à rejoindre les fermes situées à l'ouest et à l'est. Il ne dispose actuellement que d'une possibilité de densification.

Superficie totale : 5ha

Surface avant 1950 : 0.9

Surface 1951-2002 : 4.1

Surface 2003-2015 : 0.24

 <p>Le Chêne au Loup</p>	<p>Le Hameau du Chêne au Loup s'est développé essentiellement sur la période 1951-2002 avec l'urbanisation de 3 habitations au sud du hameau notamment. Récemment, les constructions se sont concentrées sur la partie ouest du hameau. Il conserve aujourd'hui 3 possibilités de parcelles bornées.</p> <p>Superficie totale : 3 ha</p> <p>Surface avant 1950 : 0.9</p> <p>Surface 1951-2002 : 1.45</p> <p>Surface 2003-2015 : 0.65</p>
 <p>La Croix Courault</p>	<p>Le hameau de la Croix Courault est le hameau qui s'est le plus développé récemment. Quand les autres hameaux se développent au coup-par-coup, celui-ci présente des opérations privées organisées. Ce hameau propose 8 possibilités de densification puisque la parcelle située entre l'entreprise de transport et le hameau a fait l'objet d'un permis d'aménager autorisé pour 10 logements (2 ont été réalisés depuis).</p> <p>Superficie totale : 6 ha</p> <p>Surface avant 1950 : 0.8</p> <p>Surface 1951-2002 : 2</p> <p>Surface 2003-2015 : 3.2</p>
 <p>Le Vieux-Bourg</p>	<p>Le Vieux-Bourg présente un tissu lâche qui s'est étendu entre l'Automne et la rue du Vieux Vivy et remontant sur la rue de Champ Robin. On y retrouve alors une alternance d'époque de construction. Il ne dispose plus de possibilité de densification car la majeure partie du hameau est située en zone inondable.</p> <p>Superficie totale : 10 ha</p> <p>Surface avant 1950 : 3.5</p> <p>Surface 1951-2002 : 6.5</p>



Le Port

Le hameau du port a quasiment triplé sa superficie depuis les années 1950 malgré le fait que l'ensemble du hameau se place en zone inondable. Il ne présente plus de possibilités de densification.

Superficie totale : 8 ha

Surface avant 1950 : 3

Surface 1951-2002 : 5



Le Ciron

Le développement du hameau du Ciron est différents des autres hameaux puisqu'il n'a pas recherché à relier deux entités anciennes mais qu'il s'est simplement développé le long d'une voie. Situé en zone bleue du PPRi il présente une possibilité de densification.

Superficie totale : 5.8 ha

Surface avant 1950 : 1

Surface 1951-2002 : 4.6

Surface 2003-2015 : 0.2

E. ANALYSE DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE DES 12 DERNIÈRES ANNÉES

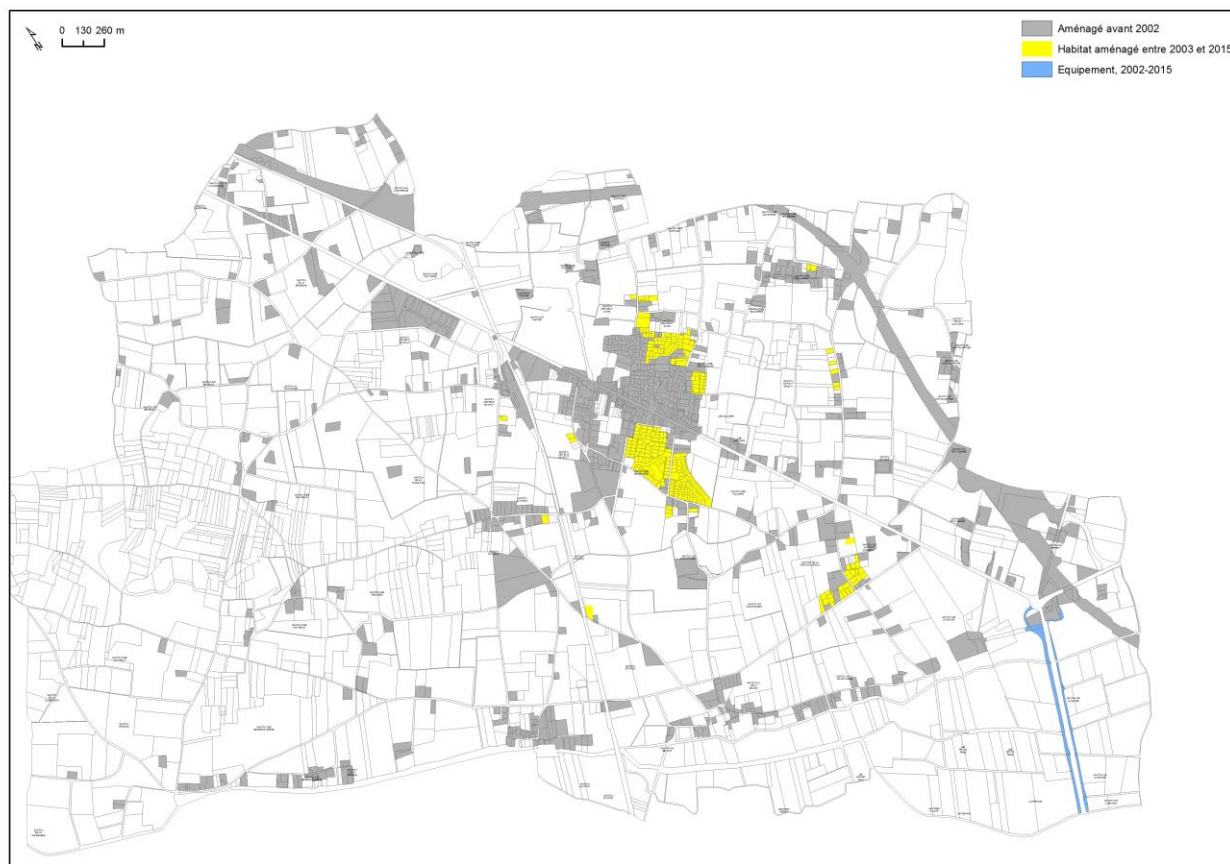
Conformément à la Loi ALUR, le PLU doit présenter une analyse de la consommation foncière depuis le précédent document d'urbanisme ou depuis les dix dernières années. Dans le cas de Vivy, une analyse de la consommation foncière aurait dû être faite sur la période de 2006 (date d'approbation du précédent PLU) jusqu'à 2016. Or les données à disposition ne permettent pas d'obtenir la localisation des constructions de la période autour de 2005. En effet, les millésimes des photographies aériennes disponibles sur le Maine-et-Loire sont ceux de 2002 ou 2007. Ainsi, il a été fait le choix de comparer les photographies aériennes de septembre 2002 et février 2015 afin d'obtenir une analyse de la consommation foncière sur une période d'environ 12 ans.

La méthode utilisée consiste donc à la comparaison des deux photos aériennes et à la numérisation des aménagements soustrayant définitivement des terres à vocation agricole ou naturelle. Ainsi, ont par exemple été intégrés les espaces de jardin et les parkings. Les bâtiments agricoles n'ont pas été comptabilisés (dans la mesure du possible) puisque ceux-ci ont été considérés comme participant pleinement à la vocation agricole des terres.

Il en ressort que sur les 12 dernières années, le développement de la commune de Vivy a consommé environ 29.5 ha, soit environ 2.45 ha/an, de terres agricoles ou naturelles que ce soit pour la réalisation d'habitations ou d'équipements, répartis ainsi :

Période 2002-2015	Surface	Surface / an
Habitat	24,88 ha	2 ha
Équipement	4,53 ha	0.4 ha
Total	29,41 ha	2.45 ha

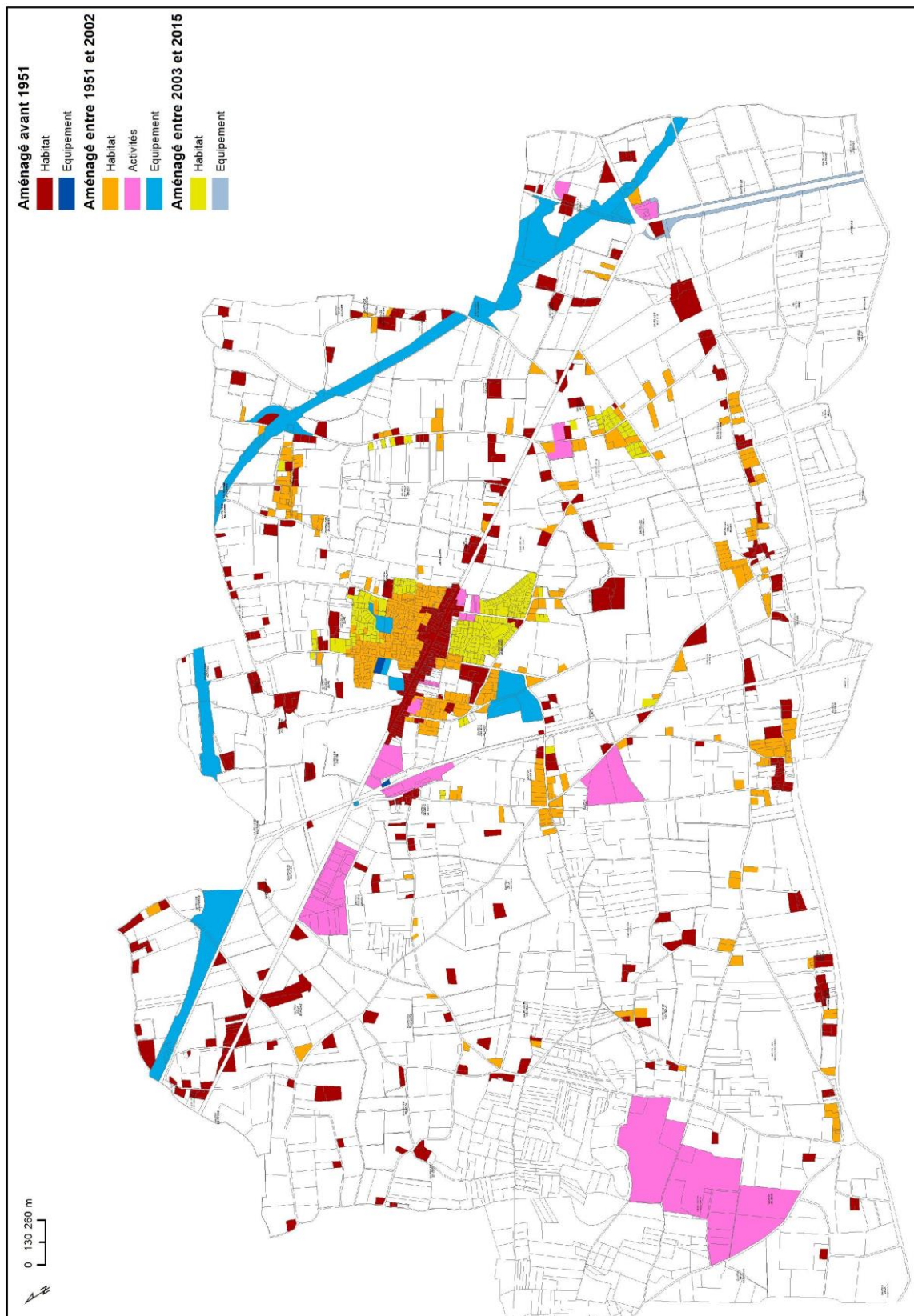
Localisation des espaces consommés entre 2002 et 2015 :



On peut ainsi repérer que les constructions à vocation d'habitat ont majoritairement eu lieu à proximité du bourg même si quelques constructions ont été réalisées dans les hameaux à l'est du bourg.

En ce qui concerne les activités, les seuls développements observés ont été réalisés sur leur terrain déjà utilisé avant la période étudiée, ainsi, elles n'ont pas consommées de terres agricoles ou naturelles.

Enfin, pour les équipements, seul l'élargissement de la RD 347 entre la Ronde et Saumur a consommé environ 4 ha de terres.



Carte 52 : Evolution de la consommation foncière

F. ENJEUX

➔ Maîtriser l'étalement urbain :

Dans une logique de rationalisation des espaces et de préservation des espaces naturels et agricoles, il apparaît nécessaire de réfléchir à une urbanisation en adéquation avec les enjeux locaux et ainsi d'optimiser l'espace disponible au sein de l'enveloppe urbaine afin d'y encourager les nouvelles constructions nécessaires à l'évolution et au développement de la commune. Dans le cadre de la révision de son PLU, une réflexion globale sur les enjeux de développement de Vivy, tant en terme d'habitat que d'économie, d'activité et d'équipements doit être engagée.

VI. DÉPLACEMENTS ET FONCTIONNEMENT URBAIN

A. DESSERTE ET ACCESSIBILITÉ

Vivy est desservie par trois routes départementales et une autoroute :

- la RD 347 d'Angers à Saumur qui traverse le territoire vétusien de part en part,
- la RD 767 en direction de Noyant à l'Est,
- la RD 10 en direction de Neuillé à l'Est,
- l'A 85 qui traverse la commune au Nord et à l'Est où se trouve l'accès à cet axe.

Le territoire vétusien est donc plutôt très bien desservi par les axes de communication qui lui offre une large ouverture sur d'autres territoires concourant à son rayonnement à l'échelle du saumurois principalement.

Toutefois, cette bonne desserte pose des problèmes en termes de circulations locales. Les déplacements en cœur de bourg et hors zone urbanisée sont parfois rendus difficiles du fait de l'implantation des axes majeurs de circulation sur le territoire de Vivy et particulièrement les trois voies précitées : l'A 85, la RD 767 en périphérie du bourg et la RD 347 sur l'ensemble de la commune. Ces axes, du fait de leur fréquentation, pour les départementales, et de la coupure spatiale qu'ils engendrent, principalement pour l'autoroute, constituent de réels freins pour les déplacements quotidiens de locaux devant traverser ces voies.

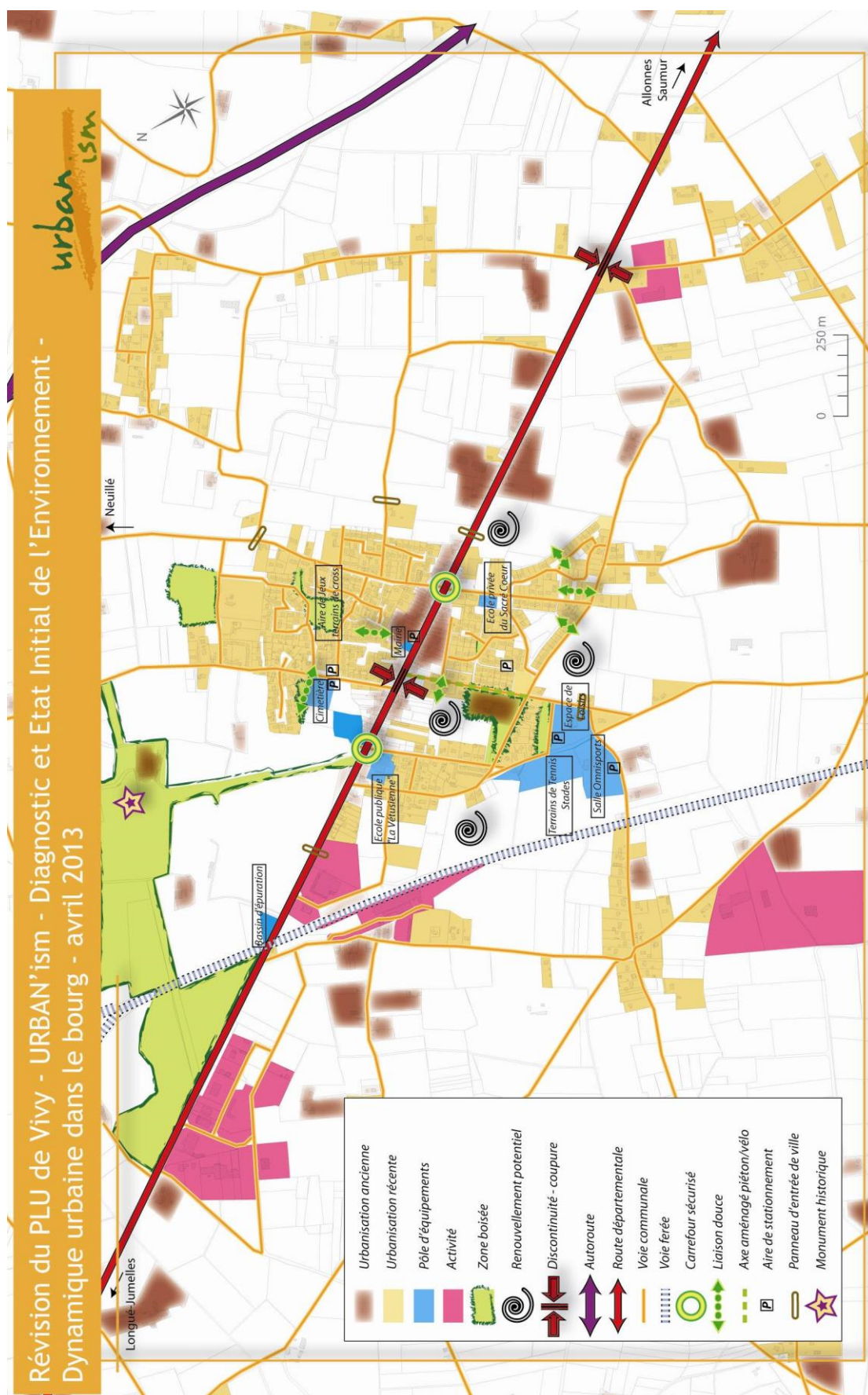
La traversée est difficile sur la RD 347 même si des aménagements ont été réalisés (2 carrefours à feux tricolores et un tourne-à-gauche au Pont Grison). Les usagers, et notamment les agriculteurs, sont contraints d'emprunter ces axes plusieurs fois par jour alors qu'ils ne semblent pas adaptés à la circulation de véhicules lents. Des itinéraires de contournement afin d'éviter les difficultés liées à ces circulations peuvent alors être utilisés, cependant, la largeur des voies en cœur de bourg pose également des difficultés du fait du gabarit des engins professionnels susceptibles de les emprunter.

Ainsi, le centre-bourg est scindé entre Nord-Est et Sud-Ouest par la RD 347 qui génère un flux de circulation important, notamment de poids lourds, l'ouverture de l'A 85 ayant malgré tout sensiblement réduit la fréquentation sur cet axe. Le manque de repère en cœur de bourg, la largeur de la voie et sa linéarité amplifient la prise de vitesse, rendant ainsi difficile l'insertion des riverains dans le trafic et le « tourner à gauche » sauf aux niveaux des carrefours aménagés.

La voie ferrée de trajectoire Nord-Sud coupe le territoire communal en deux sans constituer pour autant un atout en terme de déplacement, la gare de Vivy n'étant plus desservie pour le transport de passagers.

L'autoroute sur les franges Nord et Est de la commune marque profondément la zone rurale et agricole, l'ensemble créant une coupure visuelle et structurelle sur le territoire de Vivy, rendant parfois difficiles les circulations intra communales dans certaines zones.

D'une manière générale, en dehors des grands axes de communication, les circulations en centre-bourg fonctionnent plutôt bien. Les lotissements sont perméables, leur desserte s'opérant principalement sur des axes secondaires et l'aménagement de la rue des Bassauges pour les piétons et les cyclistes permet de sécuriser les déplacements notamment depuis la salle omnisports.



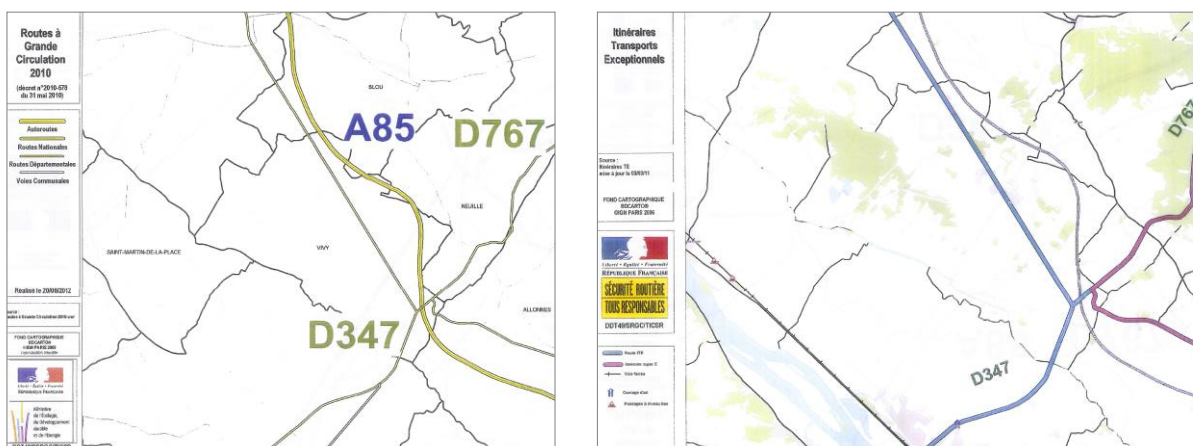
Carte 53 : Fonctionnement urbain à Vivy



Photographie 25 : Panneau indiquant la mise en 2x2 voies de la RD 347

De plus, le plan routier 2013-2018 avait prévu l'aménagement à 2x2 voies du tronçon La Ronde-Saumur sur la RD 347, il a été finalisé au cours de l'année 2015. Cet aménagement permet aux vétusiens de se rendre plus facilement à Saumur. Une voie secondaire a été réalisée afin de faciliter les dessertes locales et le déplacement des engins agricoles.

L'A 85, tout comme la RD 10, RD 347 et la RD 767, sont classées routes à grande circulation, ces deux départementales étant également classées itinéraires de convois exceptionnels.



Carte 54 : Routes classées à grandes circulations et itinéraires de convois exceptionnels

Source : Porter à la connaissance du 12 septembre 2012

L'ensemble de ces voies est donc soumis à la loi Barnier imposant le principe « d'inconstructibilité des terrains dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75m de part et d'autre des voies classées à grande circulation. » (article L.111-6 du code de l'urbanisme).

Enjeux :

- Les abords de ces axes devront être préservés de toute construction nouvelle sauf projet urbain qualitatif élaboré par la collectivité.
- Les circulations à l'intérieur du centre-bourg devront être sécurisées et facilitées par des aménagements adaptés aux flux et aux besoins.

B. LE STATIONNEMENT DANS LE BOURG ET À PROXIMITÉ DES ÉQUIPEMENTS

Les places de stationnement disponibles dans le bourg sont les suivantes :

Localisation	Places de stationnement	Places PMR matérialisées
Mairie/ Église	~50 (après réaménagement)	1
Le long de la RD	~ 120 places (plus ou moins matérialisées)	0
Cimetière	~80 (non matérialisées)	0
Pôle sportif/ Salle des fêtes	~500	0
École publique	~30 (non matérialisées)	0
Ecole privée	~40 (matérialisées)	2
Total	820	3

La commune dispose d'espace de stationnements suffisants pour l'usage quotidien. Lors de manifestations sportives, il peut arriver que les places soient trop limitées et que celui-ci se fasse sur les terrains enherbés adjacents aux terrains de sport. L'effort serait essentiellement à porter sur la matérialisation des places, notamment pour les personnes à mobilité réduite.

La commune dispose d'un nombre important d'arceaux vélos répartis sur les principaux lieux de vie : Place de la mairie, bibliothèque, club des jeunes, plan d'eau des Monteaux, salle des loisirs, salle des sports, club house du foot, écoles privée et publique, aire de jeux des Grands Champs.

C. TRANSPORTS COLLECTIFS

Le schéma départemental des transports 2011-2021, adopté par le Conseil Général de Maine-et-Loire le 8 novembre 2010 est entré en vigueur en septembre 2011. Il constitue une véritable politique générale et volontariste des transports publics routiers interurbains de voyageurs à l'échelle départementale pour la période 2011-2021. En optimisant des services et en développant des partenariats financiers avec les communes et EPCI, il permet ainsi d'offrir un service modulable adapté aux zones faiblement peuplées, participant au renforcement des pôles de centralités et améliorant la complémentarité avec l'offre ferroviaire (rabattements sur les gares assuré), à une tarification attractive établi en fonction des zones de desserte.



La commune de Vivy est desservie par le réseau Anjou Bus tant pour les voyageurs que pour les scolaires. Ainsi, deux lignes de bus « tout public » passent à Vivy :

- la ligne 15 reliant Beaufort-en-Vallée à Saumur dont cinq points de desserte sont assurés à Vivy :
 - La Ronde
 - ZI La Ronde
 - Centre
 - ZA du Bois des Monts
 - L'Oucheraie
- la ligne 16-36 reliant Saumur à Noyant dont un arrêt se trouve à Vivy à La Ronde.

La ligne scolaire quant à elle dessert, en fonction des horaires, trois points (L'Oucheraie, Centre, Cimetière).



Carte 55 : Desserte SNCF / STAO dans la Région Pays de la Loire

Source : STAO 72

Une desserte de la ligne autocar régionale est également assurée à Vivy. Ce service, mis en place par la Région Pays de la Loire et assuré par STAO 72 – EFFIA Synergies en partenariat avec la SNCF, permet chaque jour aux vétusiens de pouvoir emprunter la ligne Saumur-La Flèche-Le Mans et ainsi de rallier les différentes gares. (La gare de Saumur se situe à huit kilomètres du Centre de Vivy).



Un réseau exploité par STAO



De plus, Vivy est desservie à La Ronde par le réseau Touraine filvert à l'initiative du Conseil Général d'Indre-et-Loire pour la ligne Bourgueil-Saumur.

De même, le réseau Saumur agglabus dessert la commune de Vivy à dix arrêts possibles sur la ligne n°10 Neuillé-Saumur. Le service TAD permet de commander un transport sur des horaires préalablement définies.



Le **T**ransport **A** la **D**emande permet d'activer, par simple appel téléphonique, des horaires qui sont précisés par la mention **TAD** et sur fond de couleur. Les trajets sont valables de Saumur vers les autres communes de l'agglomération ou de ces communes vers Saumur (un trajet identifié sur les lignes urbaines desservant la ville de Saumur ne peut être réservé).

[illegible]

Figure 33 : Horaires de la ligne Saumur agglomération n°10 Saumur-Neuillé

D. MODES DE DÉPLACEMENTS ALTERNATIFS

1. Déplacements doux

Les lotissements réalisés ces dix dernières années ont permis la création de circulations douces permettant de lier les zones d'habitat entre-elles mais également de permettre une alternative aux voies de dessertes routières principales pour les piétons et les cyclistes.

La question de la mise en place d'un pédibus a été évoquée lors d'une réunion en conseil municipal mais ne fait l'objet, à ce jour, d'aucun projet particulier.

La circulation cycliste n'est par ailleurs pas favorisée sur la route nationale du fait de sa dangerosité liée à sa forte fréquentation et au manque d'aménagements sécurisés consacrés aux deux roues.

Des orientations en matières de circulations douces pourraient ainsi être retenues dans le PLU favorisant ainsi l'utilisation de ce mode de déplacements.

2. Covoiturage

Une politique de covoiturage initiée par le Département s’est concrétisée en septembre 2007 avec l’ouverture du site internet « covoiturage49.fr », le Département souhaitant ainsi encourager l’émergence de pratiques de mobilité et de transport plus respectueuses de l’environnement.

En décembre 2012, un Schéma de covoiturage a été approuvé par le Département, localisant ainsi des aires de covoiturages et précisant trois orientations :

- Sur les axes structurants du schéma routier : équipements des points d'échanges (sites existants ou nouvelles aires), intégration d'une aire lors d'une opération de modernisation prévue au plan

routier,

- Au niveau des pôles de centralité : création d'une aire située sur l'axe structurant, parking communal, parking de supermarché (convention avec le commerçant),
- Renforcement de la multimodalité : en cohérence avec le schéma des transports et notamment les lignes express, aires installées près d'un arrêt Anjou Bus ou bus urbain. Possibilité de parking relais permettant des trajets mixtes covoiturage/bus.

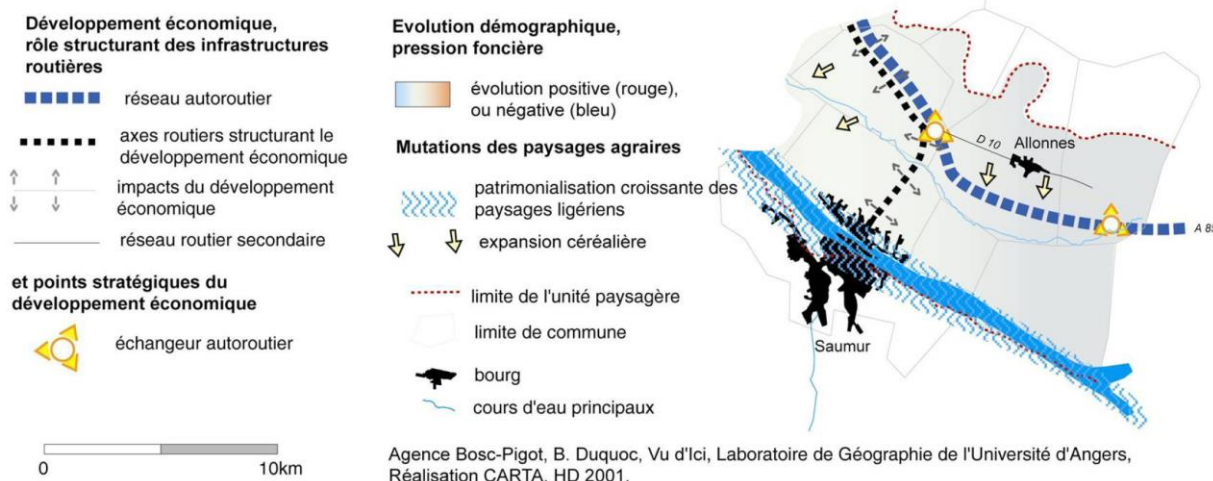
Le covoiturage est ponctuellement pratiqué par des vétusiens, notamment à partir de l'aire de covoiturage de la Ronde aménagée en 2016.

E. ENJEUX SUR LES DÉPLACEMENTS ET LE FONCTIONNEMENT URBAIN

Du fait de son positionnement stratégique et de sa desserte, le territoire de Vivy constitue un pôle stratégique dans les déplacements à l'échelle du saumurois et de la région angevine, c'est pourquoi il est nécessaire de maintenir l'attractivité de cet axe. Toutefois, les nuisances engendrées par l'importance des déplacements qu'il implique doivent être prises en considération dans le projet de développement territorial de la commune, notamment en termes de sécurisation de voies et de desserte locale. Il est de même incontournable de tenir compte du cadre environnemental dans lequel il se trouve afin de réfléchir à une dynamique urbaine tant cohérente avec les besoins en matières d'accessibilité et de déplacements qu'avec le contexte local, l'application de la loi Barnier devant y contribuer.

Ainsi, le projet de SCoT du Grand Saumurois, en cours d'élaboration, a mis en exergue des enjeux à l'échelle du Val d'Anjou auquel appartient le Val d'Authion liés premièrement au développement des surfaces céréalières dans la vallée au détriment des surfaces maraîchères du fait notamment de la césure qu'engendrent l'autoroute et la départementale sur le territoire. De plus, un enjeu fort de maîtrise des effets paysagers induits par la logique économique liée principalement aux échangeurs autoroutiers émerge donc.

UNITE PAYSAGERE DU VAL D'ANJOU, principales dynamiques territoriales et problématiques paysagères induites



Carte 56 : Enjeux paysagers du Val d'Anjou

Source : Diagnostic paysager du SCoT du Grand Saumurois

Enjeux :

- ➡ Sécuriser la traverse de l'agglomération et réglementer l'urbanisation aux abords des grands axes routiers :
 - ➡ Eviter la création de nouveaux accès sur les départementales pour ne pas accentuer les problèmes de cohabitation des riverains avec le trafic général pour lequel ces voies sont conçues notamment sur la RD 347 aux lieux dits « Pont Grison », « Croix Courault », « Pont Barré.
 - ➡ Interdire l'urbanisation nouvelle au long de la RD 347 et sur la RD 767
- ➡ Favoriser l'utilisation de modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle en incitant à recourir aux transports collectifs, au covoiturage ou aux modes de déplacements doux.

Annexe 8 - Marges de recul minimales applicables hors agglomération (article 18)

Routes express et routes à grande circulation (1)

Les marges de recul sur ces routes sont réglementées par l'article L 111-1-4 du Code de l'urbanisme.

Cet article prévoit :

- un retrait de 100 mètres de l'axe pour les routes express,
- un retrait de 75 mètres de l'axe pour les routes à grande circulation.

Toutefois, le retrait de 100 mètres et de 75 mètres ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
- aux réseaux d'intérêt public,
- aux bâtiments d'exploitation agricole,
- à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Pour ces cinq cas, le Conseil général du Maine-et-Loire impose néanmoins un recul minimal de 25 mètres par rapport à l'alignement.

Par ailleurs, le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

(1) Voir listes des routes à grande circulation en annexes 2.

Actuel réseau 2X2 voies (2)

Une marge de recul minimale de 15 mètres de l'alignement sera exigée sur ce type de routes.

(2) Voir carte du Schéma routier en annexe 1

Futur réseau 2X2 voies (2)

Sur ce type de routes, les marges de recul minimales seront prescrites au cas par cas.

(2) Voir carte du Schéma routier en annexe 1

Voies structurantes niveaux 1, 2 (3)

Une marge de recul minimale de 15 mètres de l'alignement sera exigée sur ce type de routes.

(3) Voir carte du Schéma routier en annexe 1

Autres voies

Une marge de recul minimale de 10 mètres de l'alignement sera exigée sur ce type de routes.

Figure 34 : Extrait du règlement de voirie départemental concernant les marges de recul

Source : Document d'Association du Département de Maine-et-Loire, 2013

TABLE DES ILLUSTRATIONS

A. LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Morphologie du Val d'Anjou	29
Figure 2 : Structure du paysage du Val d'Anjou	29
Figure 3 : Schématisation du phénomène de retrait-gonflement des argiles.....	51
Figure 4 : Evolution de l'indice ATMO à Angers de 2001 à 2010	61
Figure 5 : Echelle de bruit.....	63
Figure 6 : Evolution des accidents corporels et des victimes graves	65
Figure 7 : Prise en compte de la climatologie dans la construction.....	73
Figure 8 : Evolution de la population de 1968 à 2010.....	78
Figure 9 : Taux de variation annuel de la population.....	78
Figure 10 : Nombre de naissances et de décès de 2001 à 2012	79
Figure 11 : Evolution de la population par grande tranche d'âge.....	79
Figure 12 : Evolution de l'indice de jeunesse entre 1975 et 2009	79
Figure 13 : Evolution des effectifs scolaires à Vivy.....	80
Figure 14 : Evolution de la taille moyenne des ménages.....	80
Figure 15 : Evolution de la taille moyenne des ménages.....	81
Figure 16 : Evolution du parc de logement entre 1968 et 2009 (en nombre)	82
Figure 17 : Evolution du parc de logements entre 1968 et 2009 en %	82
Figure 18 : Evolution du taux de vacance à Vivy	83
Figure 19 : Nombre moyen annuel de logements commencés	83
Figure 20 : Nombre moyen de logements commencés entre 2001 et 2012.....	83
Figure 21 : Statut d'occupation des RP en 2009.....	85
Figure 22 : Résidences principales selon le nombre de pièces	86
Figure 23 : Evolution des effectifs scolaires	92
Figure 24 : Schéma de fonctionnement Wimax	98
Figure 25 : Actifs de plus de 15 ans par type d'activité en 2009	101
Figure 26 : Lieu de travail des actifs en 2009	101
Figure 27 : Evolution du nombre d'exploitations et de la SAU moyenne par exploitation.....	108
Figure 28 : Evolution de la SAU à Vivy.....	108
Figure 29 : Répartition de l'activité agricole par superficies exploitées (en ha) en 2013	109
Figure 30 : Productions animales en 2013	109
Figure 31 : Localisation des terres exploitées par les exploitants ayant leur siège à Vivy en 2013	111
Figure 32 : Superficies exploitées par les agriculteurs vétusiens en dehors de Vivy en 2013	111

Figure 33 : Horaires de la ligne Saumur agglobus n°10 Saumur-Neuillé.....	134
Figure 34 : Extrait du règlement de voirie départemental concernant les marges de recul	137

B. LISTE DES CARTES

Carte 1 : Situation géographique de Vivy	7
Carte 2 : Carte de l'Unité Paysagère du Val d'Anjou	9
Carte 3 : Carte topographique de Vivy	10
Carte 4 : Carte géologique.....	11
Carte 5 : Carte hydrologique de Vivy.....	13
Carte 6 : Secteurs inventoriés ZNIEFF	16
Carte 7 : Espaces Naturels sensibles de Maine-et-Loire	17
Carte 8 : Sites Natura 2000.....	19
Carte 9 : Plan du PNR Loire Anjou Touraine – Zoom sur Vivy	20
Carte 10 : Zones Ecologiques hors espace hors espaces de fonctionnalité biologique	21
Carte 11 : Inventaire non exhaustif des zones humides recensées à Vivy	22
Carte 12 : Trame verte et Bleue du SCoT du Grand Saumurois	26
Carte 13 : Trame Verte et Bleue à Vivy	28
Carte 14 : Allées plantées, haies et espaces boisés à Vivy	31
Carte 15 : Carte des sous-unités paysagères du Val d'Anjou	37
Carte 16 : Contexte paysager	38
Carte 17 : Périmètre de protection de 500m autour du Château des Coutures.....	40
Carte 18 : Contexte patrimonial de Vivy	45
Carte 19 : Patrimoine bâti en centre-bourg	45
Carte 20 : Risque inondation à Vivy	48
Carte 21 : Zonage du PPRI du Val d'Authion	49
Carte 22 : Plan d'évacuation de Vivy	50
Carte 23 : Risque de retrait-gonflement des argiles à Vivy	52
Carte 24 : Risque sismique dans le Maine-et-Loire	53
Carte 25 : Risque de transports de matières dangereuses dans le Maine-et-Loire	54
Carte 26 : Risque lié au transport de matières dangereuses à Vivy.....	55
Carte 27 : Réseaux de canalisations induisant un risque de transport de matières dangereuses.....	56
Carte 28 : Accidentologie à Vivy et ses environs.....	65
Carte 29 : Captage d'eau potable.....	67
Carte 30 : Défense incendie à Vivy.....	69
Carte 31 : Zonage d'assainissement collectif	70

Carte 32 : Gisement solaire en France : le potentiel énergétique moyen en kWh/m ²	74
Carte 33 : Zones favorables au développement de l'éolien dans la région Pays de la Loire.....	75
Carte 34 : Evolution du nombre de RP occupées par un locataire HLM de 1999 à 2011	85
Carte 35 : Exemple d'opération dense dans le bourg de Vivy.....	86
Carte 36 : Potentiel foncier disponible.....	87
Carte 37 : Localisation de l'aire d'accueil des gens du voyage à Vivy	88
Carte 38 : Sectorisation du PDH de Maine-et-Loire	89
Carte 39 : Enjeux par secteur du PDH	89
Carte 40 : Circuits de randonnées des 7 Communes nature du Canton d'Allonnes	94
Carte 41 : Provenance des fruits et légumes du MIN du Val de Loire.....	96
Carte 42 : Courverture haut débit dans le Maine-et-Loire.....	97
Carte 43 : Carte des services et équipements.....	99
Carte 44 : Cartes des commerces, services et équipements du Bourg de Vivy	100
Carte 45 : Localisation des pôles économiques majeurs	106
Carte 46 : Localisation des sites agricoles par types de productions.....	110
Carte 47 : Site structurant Allonnes/Neuillé/St Lambert-des-Levées/Vivy.....	113
Carte 48 : Exploitations agricoles	115
Carte 49 : Localisation des sites d'exploitation par rapport aux zones urbanisées	116
Carte 50 : Réaménagement de la RD 347 en 2x2 voies.....	117
Carte 51 Itinéraires de randonnée	117
Carte 52 : Evolution de la consommation foncière dans le bourg	127
Carte 53 : Fonctionnement urbain à Vivy.....	130
Carte 54 : Routes classées à grandes circulations et itinéraires de convois exceptionnels	131
Carte 55 : Desserte SNCF / STAO dans la Région Pays de la Loire.....	133
Carte 56 : Enjeux paysagers du Val d'Anjou	135

C. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Extrait du Plan Départemental des Espaces Naturels Sensibles.....	17
Tableau 2 : Base de données Mérimée	41
Tableau 3 : Ouvrages traversant Vivy induisant un risque de transport de matières dangereuses	56
Tableau 4 : Sites BASIAS recensés à Vivy.....	59
Tableau 5 : Situation par rapport aux seuils de qualité de l'air dans l'agglomération angevine en 2011	60
Tableau 6 : Voiries classées affectées par des nuisances sonores à Vivy.....	63
Tableau 7 : Classement sonore des infrastructures de transport terrestres	64
Tableau 8 : Evolution comparée de la population de 1968 à 2009.....	78

Tableau 9 : Population par grande tranche d'âge en 2009	80
Tableau 10 : La vacance à Vivy	82
Tableau 11 : Calcul du Point Mort	84
Tableau 12 : Estimation de l'objectif de production de logements du PLH à Vivy	91
Tableau 13 : Centraux téléphoniques dans et à proximité de Vivy	97
Tableau 14 : Type d'accès haut-débit proposé hors technologies ADSL	97

D. LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie 1 : L'Authion	13
Photographie 2 : Fossé	13
Photographie 3 : Espaces agricoles vétusiens	32
Photographie 4 : MIN de Vivy	Erreur ! Signet non défini.
Photographie 5 : Installations au carrefour de la Ronde	34
Photographie 6 : Passage de l'A85 à Vivy	34
Photographie 7 : Château des Coutures	40
Photographie 8 : Domaine du Château des Coutures	40
Photographie 9 : Croix de Chemin au Vieux-Bourg	42
Photographie 10 : Pavillon des Saudières	42
Photographie 11 : Manoir Saint-Martin	43
Photographie 12 : Domaine de La Ronde	44
Photographie 13 : Allée plantée du Domaine de La Ronde	44
Photographie 14 : La Présaie	44
Photographie 15 : Le Rougé	44
Photographie 16 : Château de Nazé	44
Photographie 17 : Parc et jardins du Château de Nazé	44
Photographie 18 : Statue équestre (Sculpture ARCHEVAL)	46
Photographie 19 : Eolienne de la Ronde	46
Photographie 20 : Bords de l'Authion	118
Photographie 21 : Pont du Gué D'Arcy	118
Photographie 22 : Plan d'eau des Monteaux	118
Photographie 23 : Escalier traditionnel angevin	119
Photographie 24 : Cheminée extérieure	119
Photographie 25 : Val bocager	119
Photographie 26 : Panneau indiquant la mise en 2x2 voies de la RD 347	131

GLOSSAIRE

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières
 CASLD : Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement
 CAVAL : Coopérative Agricole Vienne Anjou Loire
 DDRM : Dossier Départemental des Risques Majeurs
 DGPR : Direction Générale de la Prévention et des Risques
 DRE : Direction Régionale de l'Équipement
 EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
 ENS : Espace Naturel Sensible
 EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
 EPLS : Enquête sur le Parc Social Locatif par la DRE
 ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
 INPN : Inventaire National du Patrimoine Naturel
 INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
 LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux
 MEDDE : Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie
 MIN : Marché d'Intérêt National
 MISE : Mission Inter-Services de l'Eau
 ORES : Observatoire Régional Economique et Social
 PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable
 PASA : Pôle d'Activités et de Soins Adaptés
 PLU : Plan Local d'Urbanisme
 PNR : Parc Naturel Régional
 PPRI : Plan de Prévention du Risque Inondation
 RD : Route Départementale
 RN : Route Nationale
 SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
 SAU : Surface Agricole Utile
 SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale
 SDAGE : Schéma Départemental D'Aménagement et de Gestion des Eaux
 SIMAEP : Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable
 SMIPE : Syndicat Mixte Intercommunal pour la Protection de l'Environnement
 SNE : Site Naturel Exceptionnel
 SOMINVAL : Société d'Exploitation du Marché d'Intérêt National du Val de Loire
 SRE : Schéma Régional Eolien terrestre
 TPPL : Travaux Publics des Pays de la Loire
 UHR : Unité d'Hébergement Renforcé
 UPAD : Unité Spécialisée pour Personnes Agées Dépendantes
 ZEM : Zone Ecologique Majeure
 ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
 ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architecture, Urbain et Paysager